DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE – Nº 13436 – 6 F | Fondateur : Hubert Beuve-Méry | Directeur : André Fontaine | DIMANCHE 10-LUNDI 11 AVRIL 1988

Le détournement vers Chypre du Boeing koweïtien

Les pirates de l'air ont tué un de leurs otages sur l'aérodrome de Larnaca

Les pirates de l'air qui ont détourné mardi dernier un Boeing-747 koweïtien ont tué, samedi matin 9 avril, l'un de leurs cinquante-cinq otages. La nouvelle a été confirmée par un porte-parole du gouvernement chypriote, qui a précisé : « Le réapprovisionnement en carburant est pour le moment leur seule exigence (...) Mais les Koweïtiens veulent que l'avion reste ici. » L'avion des Kuwait Airways avait atterri vendredi soir à Larnaca, après avoir quitté Mechhed, dans le nord-est de l'Iran, en début d'après-midi et vainement tenté de se poser à Beyrouth, où les autorités syriennes avaient fait bloquer les pistes de l'aéroport. Ainsi, l'appareil a-t-il tourné pendant plusieurs heures au-dessus de la capitale libanaise.

Les autorités chypriotes ayant refusé à plusieurs reprises de leur fournir du carburant pour repartir, les auteurs du détournement – qui seraient au nombre de six ou sept – avaient menacé, tôt dans la matinée de samedi, de tuer un passager. Pour prouver leur détermination, les pirates avaient réclamé un cercueil et une ambulance.

« Nous avons mis notre menace à exécution en tuant un Koweïtien membre des services de sécurité » : c'est par cette phrase que l'un des membres du commando a annoncé la mort de l'un des otages.

Certains de ceux-ci auraient, en outre, toujours selon les pirates, été battus. Une ambulance s'est aussitôt dirigée vers l'avion immobilisé sur la piste de l'aéroport chypriote et les ambulanciers ont ramassé un corps gisant sur la piste.

Avant de diriger le Boeing vers Larnaca, les auteurs du détournement, qui réclament la libération de dix-sept chiites emprisonnés au Koweït à la suite d'une vague d'attentats dans l'émirat en 1983, avaient essayé de poser l'appareil à Beyrouth.

Mais ni leurs menaces ni les supplications du pilote n'avaient réussi à faire céder les Libanais et les Syriens – présents en force à Beyrouth. Ceux-ci avaient maintenu les obstacles disposés sur la piste, obligeant l'appareil à s'éloigner. Après avoir pris la direction de Damas, il avait finalement fait route sur Larnaca, où il s'est posé à 21 heures (18 heures GMT).

Dans la nuit, une délégation koweïtienne est à son tour arrivée à Chypre pour participer aux négociations engagées avec les pirates de l'air. L'un de ceux-ci au moins s'exprime en arabe, avec un accent irakien prononcé.

Aux commandes du Boeing, le commandant Youssef Sobhi Youssef, quarante-huit ans, de nationalité irakienne et de confession chrétienne, est considéré comme l'un des meilleurs instructeurs des Kuwait Airways, où il travaille depuis une quinzaine d'années, pilotant des Boeing-747 depuis neuf ans. Lors du dramatique survol de Beyrouth, vendredi, il avait fait plusieurs passages à très basse altitude au-dessus de l'aéroport, menaçant d'abîmer l'appareil en mer si la piste n'était pas dégagée.

(Lire nos informations page 16.)

Sinistre happening

L'extrémisme chiite n'a décidément pas fini de faire parler de lui. Car c'est bien lui, quelle que soit la nationalité des auteurs du détournement du Boeing des Kuwait Airways, qui est à l'origine de ce nouveau drame de la piraterie aérienne.

Bien qu'on n'en connaisse pas encore tous les tenants et aboutissants, l'affaire illustre une nouvelle fois l'hostilité fondamentale qui existe entre le Koweït – Etat directement visé par les pirates – et l'Iran. Force est de reconnaître en effet que les autorités iraniennes, quoi qu'elles en disent, ont fait preuve d'une grande prévenance à l'égard des auteurs du détournement tant qu'ils étaient bloqués sur l'aéroport de Mechhed, répercutant avec complaisance leurs diatribes et leurs revendications concernant la libération des dix-sept terroristes chiites emprisonnés au Koweït pour leur participation à la vague d'attentats qui a frappé l'émirat en 1983.

En jouant ainsi les Ponce Pilate, les Iraniens n'ont pas été mécontents de favoriser une entreprise de déstabilisation d'un pays qui compte une forte minorité chiite et qu'ils considèrent comme un allié objectif de leur ennemi héréditaire, l'Irak. Ne voulant – ou ne pouvant – pas aller plus loin, ils acceptèrent vendredi d'autoriser l'appareil à décoller, sachant parfaitement que les pirates voulaient aller poursuivre leur sinistre happening à Beyrouth, en plein cœur de cette banlieue sud, fief du chiisme, dont certains d'entre eux sont sans doute originaires.

C'était sans compter avec la Syrie, dont la troupe a ravi le contrôle de l'aéroport au Hezbollah depuis un an déjà. Soucieux de respectabilité internationale *bien qu'il en connaisse long lui* aussi en matière de terrorisme, le président Assad a donc donné l'ordre à ses hommes d'interdire à l'appareil d'atterrir, quoi qu'il en coûte. D'où les heures d'angoisse de vendredi après-midi, lorsque l'avion a survolé la capitale libanaise, les pirates menaçant d'atterrir malgré les obstacles disposés sur la piste, parlant ensuite de s'abîmer dans la mer.

En faisant preuve d'une extrême fermeté, le président Assad *n'était pas non plus* mécontent de donner satisfaction au Koweït, dont la résolution paraît inébranlable, et de signifier à l'Iran que son alliance tactique avec le régime des ayatollahs a des limites qu'il n'est pas question de franchir, en particulier au Liban. Ce conflit larvé entre Damas et Téhéran se traduit régulièrement par des affrontements entre milices chiites rivales, Amal, qui reconnaît le « protectorat » syrien, et le Hezbollah, qui ne rêve que de transformer le Liban pluriconfessionnel en nouvel Etat islamique.

***Dernière constatation* : ce regain de violence n'est guère de bon augure pour les otages occidentaux encore détenus au Liban et pour lesquels certains ravisseurs ne veulent pas entendre parler de libération tant que le Koweït n'aura pas relâché les terroristes qu'il détient.**

L'Union soviétique et l'accord sur l'évacuation de l'Afghanistan

Après l'annonce, le vendredi 8 avril à Genève, d'un accord sur l'Afghanistan, Radio-Moscou a fait savoir que l'opération de retrait commencerait le 15 mai et pourrait se terminer avant la fin de l'année. Bien qu'il ait été rejeté par la résistance afghane, l'accord devrait être signé le 14 avril au plus tard.

Pas de quoi pavoiser...

MOSCOU
de notre correspondant

A voir le journal télévisé du vendredi *soir* 8 avril, ou à lire la *Pravda* de samedi matin, on ne croirait jamais que l'Union soviétique va bientôt tourner la page sur une erreur qui lui a coûté quinze mille de ses fils et huit années de difficultés internationales. A peine plus d'une minute en milieu de journal télévisé (réactions du département d'Etat à la déclaration de Tachkent et annonce de l'accord par M. Cordovez), un tiers de colonne en page 4 de la *Pravda* (titre : *« le paquet de Genève est prêt »*), et c'est tout. A Moscou – formellement au moins, – l'événement n'en est pas un car s'il est d'une formidable importance pour la politique étrangère de l'URSS et la stratégie des partisans de M. Gorbatchev, il est aussi très embarrassant.

L'erreur a beau avoir été celle d'un mort, Leonid Brejnev, il est toujours difficile à une grande puissance de reconnaître une défaite. Même l'Amérique du culte de la vérité s'obstinait, en abandonnant le Vietnam, à jurer de la solidité du régime de Saigon, et, à défaut de pouvoir promettre très longue vie à celui de Kaboul, Moscou préfère la discrétion.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 3.)

Autopsie d'une erreur

« Comment en est-on arrivé là ? » La question s'est longtemps posée aux Etats-Unis, pendant et après la guerre du Vietnam. Peu à peu, elle *commence* à être entendue en URSS à propos de l'invasion de l'Afghanistan. Nul doute, « glasnost » aidant, qu'il en ira de plus en plus ainsi. Plusieurs indices permettent déjà de prévoir de sérieuses mises au point, sinon un grand « déballage » à propos des origines politiques de l'enlisement soviétique en Afghanistan.

Si l'on fait exception des bruits qui ont couru à l'avènement de Iouri Andropov, en 1982, selon lesquels l'ancien « patron » du KGB aurait été peu enthousiasmé par l'invasion de l'Afghanistan, il faut attendre octobre 1986 pour enregistrer un premier indice de la volonté soviétique de se dégager. C'est à cette époque, alors que M. Gorbatchev n'a succédé à Constantin Tchernenko que depuis quelques mois, qu'on assiste, passablement incrédule, au retrait d'environ huit mille hommes du contingent soviétique. Peu après commencent à apparaître dans certains journaux soviétiques des articles décrivant sous un jour « réaliste » l'engagement en Afghanistan : il y est de moins en moins question de l'exercice héroïque et idyllique du *« devoir internationaliste »* maintes fois exalté dans le passé par Brejnev.

JACQUES AMALRIC.

(Lire la suite page 3.)

Optimisme sur les marchés financiers

Pour la première fois depuis le krach du 19 octobre, les ministres des finances des sept grands pays industriels doivent se retrouver, le mercredi 13 avril à Washington. Le marché des changes anticipant un engagement du G-7 en faveur d'une stabilisation du dollar entre 120 yens et 130 yens, le billet vert est resté ferme. Les Bourses de Tokyo et de New-York ont retrouvé un certain optimisme.

La Bourse de Tokyo, s'appuyant sur une économie japonaise vigoureuse, a rejoint puis dépassé son précédent sommet historique du 14 octobre dernier. Vendredi, à Wall Street, après quatre séances consécutives de hausse, l'indice Dow Jones a retrouvé son niveau le plus élevé depuis le krach. Egalement en hausse, les marchés européens ont enregistré des progressions beaucoup plus modestes.

(Lire nos informations page 13.)

Faire revivre des quartiers malades

Mantes-la-Jolie, ville-laboratoire

Elle a le cheveu noir et le regard de velours des filles du Maghreb. Mais Rachida, née il y a seize ans sur les bords de la Seine, fait les mêmes rêves bourgeois que ses copines du lycée de Mantes-la-Jolie. Passer le bac, devenir employée de commerce, se marier, dénicher un appartement ici, près de ses parents et avoir deux enfants. Ce sont justement ces banalités exprimées d'une voix douce, en un français parfait, qui redonnent du courage à M. Paul Picard, maire de Mantes, quand il lui arrive de douter.

Né de père lorrain et de mère espagnol, ce pied-noir quadragénaire est l'élu socialiste de Mantes depuis 1977. Une véritable galère. Voici une petite ville de province située à 60 kilomètres à l'ouest de Paris dont les commerces se pelotonnaient autour d'une collégiale gothique. En quelques décennies, elle est passée de 19 000 habitants à 45 000, et elle porte aujourd'hui à son flanc, un monstrueux appendice de tours et de barres – la ZUP du Val-Fourré – où s'entassent 28 000 personnes aux revenus modestes, dont plus de 11 000 immigrants. Bien entendu, les gosses sont légion, et les licenciements de l'industrie automobile aidant, les chômeurs ne manquent pas. On imagine la suite : loyers impayés, dégradations, menue délinquance, échecs scolaires, début de formation d'un ghetto, réactions racistes, etc.

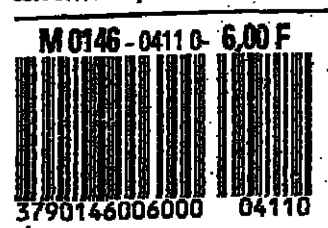
Le Val-Fourré n'est pas la seule bavure de l'urbanisme des années 60, mais après les célèbres Minguettes, à Lyon, et les quartiers nord de Marseille, c'est l'une des plus monumentales. Pour traiter ces plaies, le gouvernement Mauroy a lancé, en 1982, une politique dite de « développement social des quartiers », qui concerne près de cent trente communes. Elle consiste à mobiliser les énergies et les concours financiers de multiples services publics pour attaquer le problème sous tous ses angles : social, scolaire, culturel, architectural, économique. Plus de trois milliards de francs ont déjà été dépensés dans la reconquête des grands ensembles, mais ce n'est pas cher payé si l'on sait qu'ils abritent un million et demi de personnes

Il était temps. Au Val-Fourré, par exemple, plusieurs gratte-ciel que personne ne veut plus habiter sont vides. Faute de clients solvables, deux supermarchés ont tiré le rideau de fer. Ce cas de maladie urbaine et le traitement qu'on lui applique sont si spectaculaire, que Mantes en a acquis une sorte de célébrité.

MARC AMBROISE-RENDU.

(Lire la suite page 8.)

M 0146 - 0411 0 - 6,00 F


3790146006000 04110

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 2 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 175 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 160 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 000 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 f. ; Norvège, 13 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 14 cs. ; Suisse, 1,80 f. ; USA, 1,50 $; USA (West Coast), 1,75 $.

Dates

RENDEZ-VOUS

Lundi 11 avril. – *Strasbourg :* Session du Parlement européen (11 au 15).
Bruxelles : Conseil « Recherches » de la CEE.
Dakar : Rencontre Kadhafi/Hissène Habré (11-12).
Moscou : Visite d'une délégation américaine dirigée par le secrétaire américain au commerce, M. Verity. (*Rencontre* avec M. Gorbatchev.)

Mardi 12 avril. – *Paris :* Colloque international organisé par l'IFRI sur le thème « Europe 1992, l'intégration financière ».

Mercredi 13 avril. – *Washington :* Réunion du groupe des sept grands pays industriels (RFA, Etats-Unis, Canada, France, Italie, Grande-Bretagne et Japon).
Beyrouth : Quatorzième anniversaire du début du conflit libanais.

Jeudi 14 avril. – *Washington :* Réunion du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale (14-15).

Vendredi 15 avril. – *Vienne :* Reprise des pourparlers de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).

Dimanche 17 avril. – *La Haye :* Conseil des ministres de l'UEO.

Le Monde
7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général :
Bernard Wouts.
Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.
Corédacteur en chef :
Claude Sales.


Imprimerie
du « Monde »
7, r. des Italiens
PARIS-IX

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Il y a vingt ans

L'assassinat de Martin Luther King

LE printemps n'est pas toujours clément dans le Tennessee, mais en cette fin d'après-midi du jeudi 4 avril 1968, à Memphis, la fraîcheur de la brise était délicieuse. Fatigué, agacé même peut-être par les préparatifs si laborieux de cette marche qu'il tentait d'organiser pour soutenir la grève des éboueurs locaux, Martin Luther King avait décidé *de s'accorder un moment de répit. Il était* dix-huit heures. Dans moins d'une minute, il y aurait plusieurs détonations et puis *plus rien : le leader noir, l'apôtre de la* non-violence, atteint en pleine tête et baignant dans son sang. Mais pour l'heure, dans ces derniers instants de grâce, accoudé à la balustrade de fer, au premier étage de ce Lorraine Motel, si banalement semblable à tous ces hôtels minables qu'il avait pratiqués dans les longues errances de sa vie militante, Martin Luther King se reposait. Peut-être même dressait-il en pensée son propre bilan.

Les menaces, si nombreuses, s'étaient faites pressantes ces jours-ci. Prenant la parole, la veille encore à Memphis, il avait prononcé un sermon prémonitoire : « *Je vois*, disait-il, *la terre promise ! Ce qui va m'arriver maintenant n'importe guère. Car je suis allé au sommet de la montagne et je ne m'inquiète plus...* »

Pourtant, ces quatre mille gardes nationaux patrouillant dans une capitale du Tennessee encore fumante des émeutes *qui venaient de faire*, une *semaine* auparavant, un mort et soixante blessés, était-ce là la « *Terre promise* » ? Et que dire du couvre-feu instauré dans *plusieurs* villes de Caroline du Nord en novembre au terme d'une année 1967 désastreuse, qui avait vu la violence se répandre comme une traînée de poudre dans plus d'une centaine de grandes cités. Rien qu'à Détroit, dans le Michigan, la police devait relever quarante-trois morts et procéder à 7 000 arrestations. Dans ce pays, déjà malade d'un conflit vietnamien de plus en plus impopulaire – où bien des Noirs *étaient en première ligne*, – c'était *maintenant* l'Amérique des ghettos, exaspérée, qui réclamait sa part du mirage économique.

Quelle ironie, pour ce précurseur de la « non-violence active », nourri de la pensée de Gandhi, que ces explosions de haine raciale ! Quel échec aussi, pour ce jeune prix Nobel de la paix de trente-neuf ans, si respecté dans le monde entier, et incapable de se faire écouter dans son propre pays ! Pour les désespérés de Harlem ou de Watts, pour tous les laissés-pour-compte des mégapoles du Nord, ce petit *pasteur du Sud, en dépit de son courage*, n'est qu'un bourgeois. Un doux idéaliste, presque un « *oncle Tom* », faisant le jeu des Blancs.

Condamné à une lente mort politique

De fait, ses tentatives pour lancer une campagne de désobéissance civile à Chicago en 1965, et l'année suivante une *grève des loyers, furent un fiasco.* A quoi servait donc d'être allé « *en haut de la montagne* », pour en redescendre plus *démuni encore ? Fallait-il renoncer pour* autant ? Parce qu'après le grand élan de la fin des années 50, la longue croisade pour l'égalité des droits civiques piétinait ?

Rosa Parks, la petite couturière noire de Montgomery (Alabama), s'était-elle découragée, au soir du 1er décembre 1955, quand, lasse de céder systématiquement sa place aux Blancs dans l'autobus qui la ramenait chez elle, elle avait décidé de rester assise ? Cela devait déclencher le formidable boycottage des autobus de la ville.

Bien avant, il y avait eu aussi les neufs écoliers noirs de Little-Rock, tremblant de peur sous les huées à l'entrée du collège « blanc », et les marcheurs de la liberté, impavides sous les aboiements des chiens policiers de « Bull » Connor à Birmingham, et les cris racistes de son patron le gouverneur Wallace : « *Ségrégation aujourd'hui, ségrégation demain, ségrégation toujours !* » Non, aucun n'avait renoncé. Pas même sur le pont de Selma, quand, sous les coups, plusieurs sont tombés.

Mais assurément, le rêve, le beau rêve d'une Amérique fraternelle et égalitaire, que le pasteur avait fait partager à une foule vibrante à Washington, le 28 août 1963, au terme d'une marche « *historique* » sur la capitale, ce rêve était loin encore d'être réalisé. Un rêve qui tournait *même* au cauchemar. Edgar Hoover, le pugnace directeur du FBI, anxieux de discréditer King, en recherchant l'évidence *que son mouvement*, la Southern Christian Leadership Conference étant infiltrée par les communistes, n'avait cessé de le harceler. *Enregistrant ses conversations* téléphoniques, le traquant chez ses amis, et perçant dans le moindre motel, jusqu'aux plus intimes secrets d'une vie privée agitée.

Personna non grata à la Maison Blanche depuis ses prises de position contre la guerre au Vietnam, il se savait condamné par le FBI et ses nombreux autres ennemis à une lente mort politique. L'évolution même du mouvement noir, toujours plus radical, poussait, elle aussi, Martin Luther King vers les coulisses de l'histoire immédiate. Depuis deux ans déjà, Stokely Carmichael et Willie Ricks avaient lancé le mot d'ordre d'un « *black power* » qui s'accommodait mal de l'illusion libérale d'un « *dialogue intégrationniste* ». Pourtant, jamais la phrase de l'ancien président Eisenhower n'avait, dans sa sécheresse lapidaire, *été aussi désespérément* vraie : « *Ce n'est pas avec des armes que l'on changera les mentalités.* »

Dix huit heures une, un soir d'avril à Memphis : les coups de feu ont claqué, Martin Luther King s'est effondré. Son plus proche collaborateur, Ralph Abernaty, se précipite, le prend à bras le corps, le soutient : « *Mon dieu, Martin est touché !* ». A l'étage du dessous, où il s'occupe de la voiture, le jeune Jesse Jackson, la « tête brûlée » de l'entourage de King, qui l'aimait pourtant bien, arrive lui aussi, mais il est trop tard. Le blessé a été transporté à l'hôpital Saint-Joseph en ville. Rapidement les médecins ne peuvent que constater le décès. Quelques heures plus tard, l'air buté et le pull-over ostensiblement maculé de sang, Jesse Jackson, sans se démonter, explique devant les caméras de télévision qu'il est le dernier a avoir parlé avec le pasteur assassiné et que celui-ci est « *mort dans ses bras* ». A peine versé, le sang du martyr de la cause noire était « *récupéré* ».

Dans les minutes qui suivent l'annonce de la mort de King, des bandes de jeunes noirs parcourent les rues de Memphis mais bientôt aussi celles de Washington, où pillages et incendies se multiplient en plein centre ville, à moins d'un kilomètre de la Maison Blanche. La flambée de colère et de violence *atteint bientôt* Chicago, où des tireurs isolés s'en prennent aux pompiers. Deux jours après, c'est Baltimore, *Kansas-City* et même la Californie et la Floride qui sont touchées. Au total, plus d'une centaine de villes américaines sont à feu et à sang. On dénombrera plus tard quarante-six morts et deux mille six cents blessés. La capitale fédérale est une poudrière. Le maire a décrété le couvre-feu, et les points stratégiques sont gardés par des éléments de cette 82e division aéroportée qui sauta jadis sur la Normandie.

Le « rêve » récupéré

Inquiet, et comprenant qu'il lui faut faire très vite, le président Johnson décide de retarder puis d'annuler son départ pour Honolulu où il doit assister à une conférence cruciale sur cette guerre vietnamienne dont il tente déjà de se dégager un peu. Intervenant à la télévision quelques heures après le drame, il dit « *l'Amérique choquée* » par cet assassinat et « *demande à tous les citoyens de renoncer à la violence aveugle qui a frappé le pasteur King, qui vivait par la non-violence* ». Et tandis que, du monde entier, affluent les télégrammes de stupeur et d'indignation, une véritable veillée d'armes commence en Amérique. Que se passera-t-il aux obsèques, le 9 avril à Atlanta ?

Débordés devant cette Amérique qui *brûle*, les *compagnons du pasteur assassiné* tentent de faire entendre raison à la communauté noire. Coretta King, la veuve, deux de ses enfants à la main, a conduit elle-même à Memphis la marche à laquelle aurait dû participer son mari. Toute la nuit, les cent-quarante églises de la ville resteront ouvertes à la foule en prières. A peine brisé, le « rêve » de Martin Luther King est lui aussi récupéré.

Nourri du courage et des convictions de cet homme si simple et généreux, un mythe écrasant, déjà, se construit. A qui profitera-t-il ? A la Maison Blanche, où un président, sincère lui aussi, mais anéanti sous la tâche, s'efforce de réveiller les consciences blanches ? Drapeaux en berne, journée de deuil national, minute de silence à la Bourse, tout est fait pour utiliser le climat émotionnel. Le gouvernement souligne avec une ostentation satisfaite, que jamais pareilles mesures n'ont été prises pour honorer un Noir. A moins que, cette nouvelle « aura » posthume de King ne soit plus utile, finalement, à cette communauté noire qui, hier encore, était prête à le remettre en cause, *lui et ses* idéaux dépassés ?

La réponse s'impose d'elle-même le 9 avril. Plus de cent mille personnes suivent le corbillard, tiré par deux mules les rues d'Atlanta, jusqu'à la petite église baptiste Ebenezer, *dont il était le pasteur*. Dans la foule, au coude à coude, outre le vice-président Humphrey et plusieurs membres du gouvernement, des acteurs : Marlon Brando, Sammy Davis ; l'archevêque de New-York Terence Cooke, le magnat Henry Ford II. *Et*, bien sûr, le « clan » Kennedy ; Jackie, la veuve du président, et Robert, le frère, les « parrains » politiques de King, auquel John en pleine campagne électorale, en 1960, avait pris le risque d'envoyer une lettre de soutien. Dans cette séance d'exorcisme collectif que sont les obsèques du pasteur assassiné, il y a comme la bonne conscience d'une unité retrouvée : le martyre du militant noir profite à l'Amérique tout entière.

A peine si l'on pense à l'assassin, cet escroc de deuxième zone, James Earl Ray, qui sera arrêté par la police britannique le 8 juin, alors que les Etats-Unis sont à nouveau sous le choc d'un autre assassinat. *Celui, trois jours plus tôt à Los Angeles*, de Robert Kennedy. Le 10 mars 1969, devant le tribunal de Memphis, Earl Ray, extradé pour la circonstance, après avoir toujours protesté de son innocence, plaide coupable pour sauver sa tête. Au cours d'une audience unique, après un compromis passé entre l'accusation et la défense, il est condamné à 99 ans de prison. Pour tout un pays traumatisé, l'affaire est classée, et ce, en dépit de nombreuses incohérences. *Personne*, là non plus, n'a vraiment envie de savoir sur quelles pénibles vérités le « *mythe King* » *a été fondé*.

Vingt ans après, le message d'espoir du pasteur King, préservé pour l'éternité dans son mausolée de marbre comme la conscience de l'Amérique, a retrouvé toute son acuité : « *Après chaque vendredi saint*, disait-il, *Pâques arrive...* ». La Pâque noire américaine est encore un peu précoce, mais quel chemin parcouru !

Même si le pouvoir économique est trop inégalement partagé, les Noirs ont à présent suffisamment de poids *en politique* pour le réclamer. Un obscur gouverneur de l'Arizona vient d'être destitué, pour avoir, entre autres « *maladresses* », *voulu* annuler le jour férié dédié à la mémoire du leader noir assassiné. Enfin, son turbulent protégé, Jesse Jackson, vient de montrer au cours d'une incroyable percée dans les primaires présidentielles, que sa croisade *contre* la « *violence économique* », inspirée à bien des égards de King, pouvait rallier aussi des suffrages blancs.

Les marcheurs de Selma ont eu raison de ne pas s'arrêter. Ils ne sont pas encore à la Maison Blanche, mais déjà aux marches du palais.

MARIE-CLAUDE DECAMPS.



ROUIL

L'URSS et l'accord sur l'évacuation de l'Afghanistan

Le rapatriement du contingent soviétique pourrait se terminer avant la fin de l'année

L'accord sur le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, annoncé le vendredi 8 avril, à Genève, devrait être signé le 14 avril au plus tard. Le rapatriement du contingent de l'armée rouge, qui devrait s'amorcer le 15 mai, pourrait se terminer avant la fin de l'année. Tout en se réjouissant de l'accord, la Maison Blanche a fait savoir que les Etats-Unis attendaient une ultime assurance de Moscou sur la poursuite des aides militaires aux camps en présence avant de se porter garants d'un document qui n'aborde que l'aspect international du conflit.

Le gouvernement américain s'est félicité d'un accord dont il avait – comme les trois autres parties prenantes (Moscou, Islamabad et Kaboul) – *avalisé* l'annonce. Mais la Maison Blanche a indiqué, vendredi soir, qu'elle attendait toujours une réponse soviétique sur la proposition américaine de *« symétrie positive »* des aides soviétiques et américaines à leurs alliés locaux respectifs avant de se porter garante de l'accord. *« Je pense qu'il y a de bonnes chances pour que nous allions de l'avant et nous portions garants »*, a toutefois déclaré M. Howard Baker, secrétaire général de la Maison Blanche. En d'autres termes, puisque Moscou entend conserver la liberté de poursuivre ses livraisons d'armes au régime actuel de Kaboul, Washington veut pouvoir en faire autant en faveur des résistants, étant entendu que chaque Grand tiendra compte du niveau de l'assistance offerte par l'autre.

Le document, selon M. Diego Cordovez, médiateur de l'ONU, évite soigneusement cette question cruciale. La résistance ayant, en effet, rejeté par avance l'accord et s'étant engagée à poursuivre le combat jusqu'à la chute du régime actuel de Kaboul, le retrait soviétique devrait déboucher sur un redoublement des combats, entre Afghans cette fois. Les Pakistanais n'ont donc pas obtenu, semble-t-il, ce qu'ils voulaient : l'amorce d'un règlement politique susceptible d'encourager, dans des conditions de sécurité, le retour des réfugiés. Tout porte à croire que, la guerre se poursuivant, la grosse masse des réfugiés – trois millions au Pakistan et deux millions en Iran – demeurera à l'extérieur des frontières afghanes, au moins pour un temps.

La *« symétrie positive »* est également contraire à la lettre des accords, puisque ces derniers prévoient une clause de non-ingérence, que doivent signer Islamabad et Kaboul. Or les armes étrangères destinées à la résistance transitent par le Pakistan. Autre contradiction : Islamabad s'apprête à signer un document avec un gouvernement, celui de Kaboul, auquel il dénie *toute légitimité, tout en se ralliant*, en fin de compte, aux exigences de la résistance, qui refuse toute coalition avec les communistes et entend les remplacer au pouvoir.

L'ONU n'en devrait pas moins annoncer, dès lundi, une signature qui pourrait avoir lieu jeudi en présence de son secrétaire général, M. Perez de Cuellar, qui, tout en se félicitant de l'accord, espère que les parties concernées *« n'entreprendront rien qui soit contraire à sa lettre ou à son esprit »*. Dans une allusion à la poursuite des aides militaires étrangères à chaque camp en présence, il a ajouté : *« Si l'on veut parvenir à la paix en Afghanistan, on n'y parviendra pas par des actions qui tendraient à raviver les hostilités »*.

Le retrait soviétique donc, mais sans la paix. Résumant cette préoccupation générale, le médiateur de l'ONU, M. Diego Cordovez, a admis vendredi à Genève que l'accord était *« imparfait »* et qu'il *« reflétait la réalité de la situation »*. Mais il a ajouté qu'il représentait une *« chance historique »* à ne pas laisser passer. M. Perez de Cuellar a, pour sa part, parlé de *« première étape dans les efforts entrepris pour mettre fin aux souffrances du peuple afghan »*. *« La bonne foi dans la mise en œuvre de l'accord*, a-t-il poursuivi, *reste une condition-clé pour réaliser les objectifs qui lui sont inhérents. »*

Samedi matin, en dehors du calendrier du retrait soviétique – qui s'étalera sur neuf mois, la moitié des effectifs étant rapatriés dans les trois premiers mois, – on ignorait encore le contenu réel des documents. Une précision, cependant : une commission de douze observateurs militaires et civils de l'ONU (dont des Japonais, pour la première fois) surveillera la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan. En outre, le Haut Commissariat pour les réfugiés de l'ONU (HCR) a commencé ses préparatifs en vue d'un éventuel rapatriement des réfugiés afghans, et son haut commissaire, M. Jean-Pierre Hocké, qui se trouvait en Malaisie, a été rappelé d'urgence à Genève.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Pas de quoi pavoiser...

(Suite de la première page.)

Apanage des systèmes totalitaires même en voie de restructuration, ce décalage absolu entre les faits et les mots, entre la réalité et sa traduction, vise donc à tenter de faire oublier l'ampleur de l'échec essuyé par l'URSS en Afghanistan. L'intervention militaire avait visé à progresser vers le Golfe en faisant de l'Afghanistan un satellite et il y a fort à parier qu'au bout du compte les bonnes relations que Moscou avait toujours entretenues avec Kaboul sont pour très longtemps compromises.

Il s'était agi aussi d'affirmer le droit de l'Union soviétique, même en position de détente, à étendre sa zone d'influence et l'entreprise se termine sur un retrait au lieu d'une avancée. Il s'était agi, lorsque la diplomatie soviétique faisait le gros dos devant les condamnations internationales de montrer une fois de plus que la tactique du fait accompli finissait toujours par s'imposer et le bilan a tirer est exactement inverse.

Au terme de cette intervention, ce *ne sont en effet ni l'inéluctabilité ni* l'irréversabilité de la progression territoriale du système soviétique qui sont démontrées, mais précisément sa reversabilité – ce qui n'est bon ni pour le niveau de confiance placée en l'URSS par plusieurs de ses alliés du tiers-monde, ni, à long terme, pour la stabilité politique des républiques musulmanes de l'Union, ni même pour la consolidation du statu quo dans ces démocraties populaires où l'imagination érode lentement la résignation.

Si l'on ajoute à cela qu'aucun gouvernement n'aimerait expliquer, ou même laisser seulement voir à sa population que tant de jeunes gens ont laissé leur vie ou leur âme et leur jeunesse dans une folle entreprise de vieillards momifiés par la toute-puissance, la discrétion de Moscou se résume à une phrase : il n'y a pas de quoi pavoiser.

Et pourtant, si M. Gorbatchev a mis, dès son arrivée au pouvoir ou presque, tant d'obstination et de souplesse à faire sortir son pays de ce bourbier, c'est que, pertes déduites, les dividendes de la lucidité sont jugés plus qu'appréciables.

L'invasion de l'Afghanistan avait, en décembre 1979, sonné le glas de la détente. Aujourd'hui le retrait d'Afghanistan ne fait pas que symboliser la nouvelle diplomatie soviétique mais lui ouvre aussi de nouveaux horizons, car cet accord est la première esquisse de règlement d'un des grands conflits régionaux de la planète.

Or toute l'ambition de l'URSS est de devenir – ou de redevenir sur certains des dossiers – un partenaire irrécusable et indispensable de la *défense de la stabilité internationale* sur tous les points du globe. Sa diplomatie a lancé des offensives marquées vers l'Amérique latine et l'Asie. M. Arafat – ce n'est pas un hasard – est en ce moment même à Moscou pour des entretiens sur le processus de paix au Proche-Orient. Les quotidiens de Moscou rendent compte de la situation au Panama comme si le sort de l'humanité en *dépendait*, et l'Europe – bien sûr – est l'objet d'une attention, d'égards et de réflexions stratégiques aussi flatteurs que pressants.



Financial Times

Bref, Moscou veut transformer l'essai qu'elle a réussi, en deux ans, avec le spectaculaire réenclenchement du processus de désarmement et parvenir à se réinsérer comme *super-puissance dans le jeu international*. L'ambition est logique et n'a rien d'irréaliste, elle est aussi vitale pour ce pays dont les dirigeants ont fini par comprendre qu'ils n'avaient plus les moyens économiques ni de l'immobilisme interne ni de l'agressivité externe, et que le sourire de M. Chevardnadze était cent mille fois plus payant que le visage fermé de M. Gromyko.

Le début du retrait d'Afghanistan va précéder de deux semaines l'arrivée de M. Reagan à Moscou pour un nouveau sommet. Il y a de bonnes probabilités pour que les discussions sur les prochaines étapes du désarmement en soient facilitées et c'est un engrenage bénéfique qui semble bien se mettre ainsi en route pour M. Gorbatchev.

Ces succès diplomatiques, s'ils ne changent rien aux difficultés et défis que doit affronter M. Gorbatchev au sein de son propre appareil, font cependant de lui un homme indispensable car, incarnation de la nouvelle image internationale de l'URSS, il ne pourrait être mis à l'écart ou même réduit au silence sans que la partie internationale lancée par Moscou ne s'en ressente durement.

Il n'y a pas, aujourd'hui, de majorité à la direction soviétique disposée à prendre ce risque, et M. Gorbatchev se prépare ainsi à passer de l'éclat du sommet américano-soviétique a une formidable bataille : la dix-neuvième conférence du parti prévue pour la fin juin. Ordre du jour : la démocratisation interne du parti. Autrement dit, le moment de vérité de la démocratisation.

BERNARD GUETTA.

Autopsie d'une erreur

(Suite de la première page.)

Les références enthousiastes à la guerre civile espagnole s'estompent au profit de récits crus et saignants décrivant la dure vie quotidienne d'Ivan Ivanov au pays des Afghans. Parallèlement, d'autres journaux mettent l'accent sur la triste condition qui est faite aux jeunes anciens combattants de retour en Union soviétique, sur leurs réactions de révolte ou d'écœurement à retrouver la corruption et l'indifférence de l'arrière.

Mais c'est à la fin de 1987 que tout bascule : alors que ce genre d'articles se multiplie et que la presse évoque ouvertement les pertes subies, les diplomates soviétiques n'hésitent plus à reconnaître en privé que la décision d'intervenir en Afghanistan a été une erreur, tout comme celle de déployer les fameux missiles intermédiaires SS 20, qui devaient entraîner les Occidentaux à mettre en place en Europe occidentale Pershing 2 et missiles de croisière. Ce genre de discours était particulièrement répandu dans les coulisses du sommet de Washington, en décembre dernier, au cours duquel MM. Reagan et Gorbatchev ont beaucoup plus parlé du conflit afghan qu'ils n'ont bien voulu le reconnaître. On s'en rendit compte deux mois plus tard, lorsque M. Gorbatchev fit part de la volonté soviétique de commencer à évacuer l'Afghanistan à partir du 15 mai, qu'un gouvernement de coalition soit ou non mis en place à Kaboul. Mais les propos du secrétaire général consacrés aux conflits régionaux étaient encore plus révélateurs d'une « nouvelle pensée ». Evoquant pêle-mêle la guerre d'Afghanistan, le conflit israélo-arabe, la guerre Iran-Irak, la situation en Afrique australe, au Cambodge et en Amérique centrale, il eut recours à un langage plus de chirurgien que d'idéologue. *« Ce sont,* dit-il *des plaies sanglantes capables d'engendrer des foyers de gangrène sur le corps de l'humanité* [...]. *Mener à bien le règlement politique en Afghanistan constituera une percée dans la chaîne des conflits régionaux. »*

Comme par hasard, c'est la semaine suivante que l'hebdomadaire *Literaturnaïa Gazeta* souleva le « wlièvre » des responsabilités historiques. La tâche fut confiée à un journaliste-écrivain, Alexandre Porkhanov, qui s'était pourtant illustré dans le passé par ses articles extrêmement conventionnels consacrés à la guerre en Afghanistan. Pour l'occasion, il changea de ton et écrivit à propos de la décision d'intervenir : *« Des prévisions incorrectes ont été faites ; les experts se sont trompés dans leur analyse de la situation en Afghanistan, des erreurs ont été commises par les spécialistes de l'islam, les diplomates, les politiques, les militaires. »*

Nouvelle *« bombe » dans la Literaturnaïa Gazeta* du 16 mars : le journal publie ce jour-là une lettre de l'académicien Oleg Bogomolov, l'un des conseillers économiques de M. Gorbatchev, qui est aussi directeur de l'Institut des économies du monde socialiste, un établissement prestigieux qui dépend de l'Académie des sciences. Que tient à préciser M. Bogomolov, un homme qui n'est pas connu pour ses « coups médiatiques ? » Tout simplement que le 20 janvier 1980, c'est-à-dire moins d'un mois après l'invasion de l'Afghanistan, son institut a fait parvenir aux plus hautes autorités un long document pour les mettre en garde contre l'aspect *« illusoire et nocif »* de l'opération. Parmi les facteurs négatifs soulignés par ce mémorandum, M. Bogomolov cite notamment *« les conditions géographiques et sociopolitiques défavorables »* qui régnaient en Afghanistan, où l'armée rouge aurait à combattre *« non seulement l'armée rebelle de cercles afghans féodaux et religieux »*, mais aussi *« les aides des Etats-Unis et des autres pays de l'OTAN, de la Chine, de l'Australie et des pays musulmans »*. Toujours selon M. Bogomolov, son mémorandum constatait également que, *« pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, nous devrons faire face à un conflit où, contrairement aux guerres de Corée et du Vietnam, nous devrons combattre avec nos propres troupes »*.

Des témoignages concordants

Dernier argument qui ne fut pas entendu : l'invasion de l'Afghanistan risquait de *« mettre un terme au processus de détente »*, d'éliminer les chances de progresser sur la voie du désarmement et de réduire l'influence de l'URSS dans les pays non alignés, *« tout spécialement dans le monde islamique »*.

M. Robert Legvold, directeur de l'Institut Harriman, qui dépend de l'université Colombia et qui fait autorité en matière de soviétologie, a-t-il rencontré à M. Bogomolov le mois dernier, lorsqu'il a effectué un voyage d'étude en URSS ? C'est probable, et il a sans doute rencontré bien d'autres responsables. Toujours est-il qu'il a affirmé à son retour aux Etats-Unis que plusieurs interlocuteurs lui avaient assuré que la décision d'envahir l'Afghanistan avait été prise par *« une poignée de membres du bureau politique »* de l'époque, sans consultations préalables. Et M. Legvold de citer les noms de Leonid Brejnev, Dimitri Oustinov, l'ancien ministre de la défense, Iouri Andropov, Mikhaïl Souslov, l'ancien gardien à l'idéologie, le « faiseur de rois » de l'époque de la stagnation, Andreï Kirilenko et Andreï Gromyko.

Mis à part M. Gromyko, l'ancien ministre des affaires étrangères aujourd'hui mis sur la touche au poste de chef de l'Etat, tous ces responsables ont une caractéristique commune : ils sont morts, et ne risquent donc pas de parler. Quant à M. Gromyko, en bon stalinien mal repenti, cela fait longtemps qu'il a appris à se taire sur l'essentiel, comme le prouvent les deux tomes de Mémoires qu'il vient de publier à Moscou.

Mais d'autres responsables soviétiques qui snt toujours vivant confirment que la décision d'intervenir a été prise par une poignée de vieillards fatigués, incapables d'évaluer la situation. Notamment M. Arbatov.

Le directeur de l'Institut d'études sur les Etats-Unis et le Canada, qui raconte volontiers avoir appris l'invasion alors qu'il se trouvait hospitalisé à Moscou, par un coup de téléphone de M. Anatoli Dobrynine, l'ancien ambassadeur aux Etats-Unis, qui était lui aussi hospitalisé. Selon M. Arbatov, ni l'un ni l'autre n'avaient été consultés ou préalablement mis au courant.

Tous ces témoignages ne valent pas, bien sûr, paroles d'évangile. Mais ils sont concordants. Ils pourraient bien n'être que les premiers d'une longue série, tant il est vrai que M. Gorbatchev a intérêt à prouver que, en évacuant – c'est la première fois – un pays où un gouvernement communiste avait été mis en place, il ne fait que corriger les erreurs de ses prédécesseurs.

JACQUES AMALRIC.

Dix ans de crise et d'affrontements

1978

– 27 avril : le prince Mohammed Daoud est renversé et tué. Un Conseil révolutionnaire présidé par Mohammed Taraki prend le pouvoir. *Les affrontements font* trois mille morts. M. Karmal devient vice-premier ministre et une « résistance islamique » prend les armes.

– 5 juillet : M. Karmal est nommé ambassadeur à Prague.

– 17 août : échec d'une tentative de coup d'Etat.

1979

– Mars : soulèvement dans la région de Hérat. Environ trente mille morts. Hafizullah Amin nommé premier ministre.

– 16 septembre : coup d'Etat du premier ministre Hafizullah Amin et *assassinat du chef* de l'Etat, Mohammed Taraki.

– 27 décembre : intervention militaire soviétique. Le 28, Hafizullah Amin, assassiné, est remplacé par M. Karmal, nommé président du Conseil révolutionnaire.

1980

– 14 janvier : l'ONU demande le *« retrait immédiat, inconditionnel et total des forces étrangères »*. Elle réitérera ce vote chaque année.

– 27 janvier : union de mouvements de résistance en une « Alliance islamique ».

– 22 février : manifestations anti-soviétiques à Kaboul. *Loi martiale* et couvre-feu. Au moins trois mille morts. Le contingent soviétique est estimé par les Occidentaux à 120 000 hommes.

1981

– 8 et 9 septembre : violentes manifestations à Kaboul après le rappel des réservistes.

1982

– Février : M. Diego Cordovez nommé médiateur de l'ONU dans le conflit.

– Avril : offensive de la résistance dans le Paktia.

– Mai-juin : offensive soviétique au Panshir.

– 16 août : premiers pourparlers, à Genève, sous la médiation de l'ONU, entre Kaboul et le Pakistan.

– 30 octobre : « accident » dans le tunnel de Salang. Plus de mille morts, dont sept cents militaires soviétiques.

1983-1985

– *Chaque année, d'avril à juin* : grandes offensives soviétiques (Hérat, Panshir, Kunar).

– En août 1985 : offensive *soviétique* dans la région de Khost (Paktia).

1986

– 4 mai : *limogeage officiel* de Karmal, remplacé par Najibullah, chef du Khâd (police secrète).

– Octobre : retrait de six régiments soviétiques. La livraison de missiles anti-aériens, fournis à la résistance, provoquent des pertes aériennes soviétiques.

– Décembre : Najibullah lance *sa politique de « réconciliation* nationale ».

1987

– 15 janvier : proclamation d'un cessez-le-feu unilatéral par Kaboul et d'une amnistie. Ces décisions sont sans lendemain.

– Décembre : A Washington, où il rencontre M. Reagan, M. Gorbatchev annonce que Moscou a pris la décision politique de retirer ses troupes. Début de l'offensive soviétique pour rouvrir la route Gardez-Khost.

1988

– 8 février : M. Gorbatchev *annonce que le retrait militaire* soviétique s'amorcera, sous condition, le 15 mai et s'étalera sur dix mois.

– 9 février : le médiateur de l'ONU annonce que la dernière session des pourparlers de Genève entre Kaboul et Islamabad s'ouvrira le 2 mars.

– 2 mars : reprise des négociations « indirectes » de Genève.

– 7 avril : rencontre Gorbatchev-Najibullah à Tachkent.

– 8 avril : annonce d'un *accord à Genève sur le retrait militaire* soviétique.

CHINE

M. Li Peng est confirmé dans ses fonctions de premier ministre

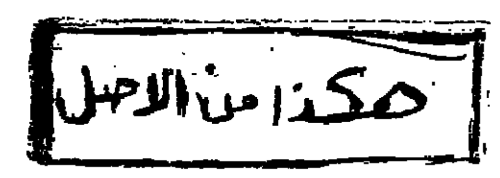
PÉKIN.
de notre correspondant

M. Li Peng a été confirmé, le samedi 9 avril, dans son poste de premier ministre qu'il occupait à titre intérimaire depuis novembre dernier. Son élection formelle par l'Assemblée nationale populaire apporte un sceau de légalité institutionnelle à un processus de rajeunissement de la direction chinoise décidé par M. Deng Xiaoping l'an dernier.

En outre, le Parlement chinois a « élu » le chef du parti, M. Zhao Ziyang, et le nouveau président de la République, M. Yang Shangkun, vice-présidents – dans cet ordre – de la commission militaire d'Etat. M. Zhao, qui était déjà premier vice-président de la commission militaire du parti, prend ainsi fermement en main la direction suprême de l'armée chinoise sous l'autorité personnelle de M. Deng et avec l'appui de M. Yang. Ce fils de propriétaire foncier est le premier civil à s'imposer ainsi à la tête de l'armée chinoise.

Outre l'élection des six membres de la commission militaire, celle des présidents de la Cour suprême (M. Ren Jianxin) et du parquet suprême (M. Liu Fuzhi), le Parlement a également adopté samedi une réforme du gouvernement destinée à ramener le nombre des ministères et commissions de même rang de quarante-cinq à quarante et un. Cette réforme est présentée comme un effort de dégraissage sans précédent de la bureaucratie. Cependant, il n'est plus question que de *« réduire les effectifs du personnel »* en termes non chiffrés, et la promesse de transférer quelque vingt pour cent des cinquante mille employés de l'état aux échelons de production n'est plus mentionnée.

FRANCIS DERON.



هكذا من الاصل

Amériques

HONDURAS : après les violents incidents anti-américains

L'état d'urgence est proclamé dans les deux principales villes du pays

L'état d'urgence a été proclamé, le vendredi 8 avril, dans les deux plus grandes villes du Honduras – Tegucigalpa, la capitale, et San-Pedro-Sula – en raison des violentes manifestations qui, la veille, avaient fait, selon les autorités, deux morts et huit blessés devant l'ambassade et le consulat des Etats-Unis. Pour protester contre l'expulsion du Hondurien Ramon Matta Ballesteros, « caïd » présumé de la drogue, plus de trois mille étudiants avaient attaqué les missions américaines dans la capitale. Qualifiant de *« très sérieuse »* l'attaque de leur ambassade, les Etats-Unis ont appelé, vendredi, leurs ressortissants désireux de se rendre au Honduras, à repousser leur voyage *« tant que la situation ne serait pas clarifiée ».* En réussissant à mettre la main sur Ramon Matta Ballesteros, les Américains, en fait, réglaient une vieille querelle.

Pour Ramon Matta Ballesteros, la vie était presque devenue *« un long fleuve tranquille ».* Entouré de ses gardes du corps, distribuant parfois son argent aux pauvres qui campaient devant sa somptueuse villa de Tegucigalpa, il était sur le point de devenir un homme comme les autres. Pourtant, arrêté le 5 avril sur ses terres, le « parrain » de la drogue hondurienne croupit en ce moment dans une prison américaine. Placé le soir même, sans ménagement et sans passeport, par la police de son pays sur un vol à destination de la République dominicaine, il s'est trouvé en situation irrégulière à Saint-Domingue et a été expulsé vers les Etats-Unis.

L'extradition étant proscrite de la Constitution hondurienne, le stratagème, digne des meilleurs romans d'espionnage, s'est révélé payant. Cette fois, pour Matta, la chance a tourné. Les services antidrogue américains (DEA) le traquaient depuis le 7 février 1985. Ce jour-là, Enrique Camarena, brillant agent du DEA, ayant déjà démantelé plusieurs filières, vient de quitter le consulat américain de Guadalajara (Mexique) pour déjeuner avec sa femme. A peine sorti du bâtiment, il est entouré par quatre hommes en armes, qui le poussent dans une voiture. Quelques heures après, Alfredo Zavala Avelar, un pilote mexicain qui travaille occasionnellement pour le DEA avec Camarena, subit le même sort. Un mois plus tard, ils seront retrouvés. Morts.

A l'abri de la loi ?

L'autopsie révélera que Camarera et Zavala ont été torturés, brûlés et enterrés encore vivants. Ce sanglant épisode de la lutte anti-drogue avait à l'époque failli déboucher sur un incident diplomatique entre les Etats-Unis et le Mexique. Après avoir rappelé son ambassadeur en consultation à Washington, M. Ronald Reagan lui-même avait envoyé un message d'indignation au président Miguel de la Madrid. Les autorités mexicaines procéderont rapidement à l'arrestation d'une trentaine de personnes, dont trois officiers de police et neuf magistrats, soupçonnés d'avoir participé au meurtre des deux agents. Mais les cerveaux de l'affaire resteront hors d'atteinte et parmi eux : Ramon Matta.

Les responsables américains sont formels : il est *« avant tout un des trafiquants de drogue les plus notoirement connus à travers le monde ».* Matta est soupçonné de servir d'intermédiaire entre le *« cartel de Medellin »*, pièce maîtresse du trafic de drogue en Colombie, et les passeurs mexicains. Recherché aux Etats-Unis, emprisonné en Colombie en 1986, il s'évadera rapidement, en corrompant ses gardiens, pour se réfugier au Honduras.

Son choix reposait alors sur une évidence : il n'existe aucun traité d'extradition dans ce pays. Il pouvait donc y vivre en toute impunité. C'était assurément sans compter avec l'acharnement des services de drogue américains à venger leurs agents, devenus, en quelque sorte, les martyrs d'une noble cause.

Ramon Matta, ironie du sort, est donc tombé pour avoir cru, au moins une fois dans sa vie, en la loi de son pays. Son arrestation, pourtant, pose de sérieux problèmes au gouvernement hondurien, allié traditionnel de Washington en Amérique centrale, avec une violente manifestation anti-américaine, la plus importante jamais organisée dans le pays.

S. C.

PANAMA

Washington aggrave les sanctions économiques contre le régime du général Noriega

Un groupe de deux cent quatre-vingt-dix marines a quitté, le vendredi 8 avril, les Etats-Unis pour Panama, où au total huit cents membres de ce corps doivent effectuer des manœuvres dans la jungle. Cet exercice, a indiqué Washington, était *« prévu depuis décembre dernier et n'a rien à voir avec les troubles actuels au Panama ».*

WASHINGTON
Correspondance

Comme on s'y attendait, le président Reagan a décidé de renforcer la pression économique sur Panama. Les mesures annoncées par la Maison Blanche, ont été prises en invoquant l'International Emergency Powers Act, une loi de 1977, adoptée à la suite de la prise des otages américains en Iran, qui donne au président la plus large autorité pour agir *« en cas de menace inattendue extraordinaire contre la sécurité nationale, la politique étrangère ou l'économie des Etats-Unis ».* La loi avait été appliquée précédemment par le président Carter contre l'Iran, et par le président Reagan contre la Libye.

Les nouvelles mesures visent essentiellement à interdire aux compagnies américaines, et à leurs filiales au Panama, de payer leurs impôts et redevances au régime Noriega. Le gel des avoirs panaméens aux Etats-Unis avait déjà été décidé antérieurement. Néanmoins, le président ne s'est pas prononcé pour un embargo commercial total, estimant que cela affaiblirait si gravement l'économie du Panama qu'elle aurait du mal à se rétablir. D'autre part, M. Reagan a tenu compte des réactions négatives des leaders de l'opposition panaméenne, notamment du président déchu Delvalle, soucieux de ménager le peuple panaméen. Les officiels américains soulignent cependant que l'*« étranglement »* du système financier du Panama aura un effet important sur le commerce. Affichant beaucoup d'optimisme, ils considèrent comme un succès les mesures décidées antérieurement. Alors qu'en fait c'est bien parce qu'elles n'avaient pas atteint les résultats recherchés que le gouvernement américain a dû en envisager de nouvelles. En effet, invitées à ne plus payer leurs impôts au Panama, les compagnies américaines ont hésité, en raison des pressions exercées par le gouvernement Noriega sur leurs filiales.

Apparemment, le département d'Etat maintient ses suggestions d'une action militaire mais que M. Carlucci, ministre de la défense, et les chefs du Pentagone continuent à s'y opposer. Engagée délibérément dans une guerre des nerfs, la Maison Blanche déclare ne pas exclure une action militaire, mais seulement en dernier ressort.

HENRI PIERRE.

Europe

Rappels à l'ordre dans le camp socialiste

● **TCHÉCOSLOVAQUIE : haro sur les « forces anti-communistes ».**

Le secrétaire général du Parti communiste tchécoslovaque, M. Milos Jakes, a dénoncé les agissements des *« forces anti-communistes »* dans son pays, notamment dans les milieux religieux, dans son discours d'ouverture d'une session plénière du comité central du PCT, le vendredi 8 avril, à Prague. *« Ces derniers temps, les forces anti-communistes se sont efforcées, avec l'aide de certains mass media occidentaux, d'organiser la création de groupes d'opposition, de les inciter à des actions destinées à causer des troubles et de la tension dans notre société, en les masquant même derrière des motivations religieuses »*, a déclaré le numéro un tchécoslovaque, faisant notamment allusion à un rassemblement catholique pour la liberté religieuse, brutalement dispersé par la police à Bratislava (Slovaquie), le 25 mars dernier.

Pour le principal dirigeant tchécoslovaque, il n'est *« pas question que le rôle dirigeant du Parti communiste soit affaibli. Au contraire, il doit être renforcé ».*

● **HONGRIE : « mise en garde ».**

Les autorités hongroises ont adressé, le vendredi 8 avril, une *« mise en garde »* à cinq membres fondateurs de l'organisation de jeunesse indépendante à but politique – *FIDESZ*, – leur demandant *« de cesser leur activité »*, selon l'agence de presse hongroise MTI. L'agence qualifie cette organisation créée, le 30 mars, d'*« illégale ».* L'hebdomadaire hongrois *Magyarorszag* a, par ailleurs, révélé que plus de 5 % des membres du PC de Hongrie, soit 46 000 personnes, avaient quitté le parti cet hiver à l'occasion du renouvellement des cartes.

● **URSS : téléphones coupés.**

Les lignes téléphoniques de deux rédactions de bulletins indépendants en URSS, *le Bulletin de la communauté chrétienne*, de M. Alexandre Ogorodnikov, et *Glasnost*, de M. Sergueï Grigoriants, ont été coupées le jeudi 7 avril, a indiqué M. Ogorodnikov à Moscou. Un responsable des téléphones de la ville de Moscou, lui a déclaré que cette mesure, qui concerne aussi son domicile, était prévue pour six mois. Le téléphone d'un autre dissident, M. Valeri Senderov est coupé depuis novembre. – *(AFP.)*

● **RDA : censure.**

Le gouvernement ouest-allemand a protesté, le jeudi 7 avril, auprès des autorités est-allemandes contre la censure exercée actuellement en Allemagne de l'Est à l'égard de nombreux journaux religieux de RDA. *(AFP-Reuter.)*

Proche-Orient

Après la mort d'une jeune Israélienne en Cisjordanie

L'armée met en garde les colons contre des représailles

JERUSALEM
de notre correspondant

En diffusant au compte-gouttes les premiers résultats de l'enquête sur la mort d'une jeune Israélienne, il y a quelques jours en Cisjordanie, l'armée semble adresser un avertissement aux colons des territoires occupés.

Le message serait le suivant : *« Toute opération de représailles serait d'autant plus inacceptable que le déroulement de l'affaire reste particulièrement confus. »* Du moins est-ce l'impression recueillie au vu des révélations faites ces dernières vingt-quatre heures sur les incidents qui se sont produits dans le village de Beita-Al-Fawka (près de Naplouse). Car la version retenue n'est pas exempte de critiques à l'égard de deux adultes armés qui accompagnaient le groupe d'adolescents de l'implantation d'Elon-Moreh, pris à partie dans ce village.

Le groupe était en promenade mercredi dernier quand il a été agressé à coups de pierres par des jeunes Palestiniens, dont deux ont été tués par les accompagnateurs des adolescents israéliens. Il semble que ceux-ci aient alors accepté de quitter les lieux en traversant le village. Là, il y aurait eu de nouveaux jets de pierres et une bagarre, à l'issue de laquelle les deux gardes (dont l'un est grièvement blessé) auraient été désarmés. C'est peut-être à ce moment que la jeune Israélienne, Tirza Porat (quinze ans) a été tuée.

Mais, contrairement aux premières informations officielles, l'armée a indiqué qu'elle était aujourd'hui incapable de déterminer les causes de cette mort. Est-ce la pierre reçue à la tête par l'adolescente ou la balle qui a aussi été trouvée dans le crâne de Tirza Porat ? Ce dernier projectile paraît bien avoir été tiré d'une des armes des accompagnateurs. Nouvelle question : le coup est-il parti alors que les armes étaient encore aux mains de accompagnateurs, lors d'une bousculade pendant qu'on les désarmait, ou après ?

Le rapport indique que le groupe n'avait pas prévenu l'armée de cette excursion, qu'il ne disposait pas des moyens de transmission radio adéquats, et enfin qu'un des accompagnateurs était connu pour être une tête brûlée responsable de voies de fait à l'encontre de Palestiniens.

Ces informations ont commencé à filtrer de source militaire, quelques heures à peine après les funérailles de la jeune fille, jeudi. Elles paraissent clairement destinées à empêcher que les colons ne profitent de l'émotion suscitée dans le pays pour se lancer dans des représailles. Dans le même temps, un peu comme si elle voulait donner des gages de fermeté, l'armée continue à dynamiter les maisons de Beita dont les occupants sont soupçonnés d'avoir participé à l'agression. Huit ont été démolies vendredi, cinq autres jeudi.

ALAIN FRACHON.

IRAN

Elections sous les missiles irakiens

L'Irak a étendu, le vendredi 8 avril, ses tirs de missiles sol-sol et ses raids aériens à plusieurs villes d'Iran, au moment où la population iranienne se rendait aux urnes pour les premières élections législatives depuis 1984. Bagdad a annoncé le tir, à trois heures d'intervalle, dans la nuit de jeudi à vendredi, d'une série de quatre missiles contre Téhéran, à près de 500 kilomètres de la frontière, Qom (sud de Téhéran), Ispahan (centre) et Tabriz (nord). L'agence iranienne IRNA a confirmé la chute de missiles irakiens sur des quatiers résidentiels de Téhéran et d'Ispahan.

Depuis le déclenchement de la « guerre des villes », le 28 février dernier, l'Irak a affirmé avoir lancé au total 149 missiles sol-sol sur l'Iran, dont 114 sur Téhéran. Bagdad, qui se trouve à moins de 150 kilomètres de l'Iran, a pour sa part été la cible de 35 engins iraniens, selon les autorités irakiennes.

L'Irak a annoncé la chute, vendredi à 14 h 55 locales (10 h 55 TU), d'un missile sol-sol iranien sur un quartier résidentiel de Mossoul (nord de l'Irak), faisant *« des morts et des blessés »*, dont des femmes et des enfants.

Une participation « remarquable »

En Iran, la population était appelée, vendredi, aux urnes pour élire les 270 députés du Majlis (Parlement), et l'imam Khomeiny a demandé aux Iraniens de prendre part massivement à ces élections législatives. Selon les observateurs, la participation risque cependant d'être affectée par les conséquences de la *« guerre des missiles »*, les villes, notamment Téhéran, ayant été désertées par une grande partie de leur population.

Selon la radio, toutefois, la participation au scrutin a été *« remarquable ».* Sur le front, les soldats ont pu voter et les habitants des zones inaccessibles par la route ont déposé leurs bulletins dans des urnes transportées ensuite par hélicoptère.

Des mesures ont été prises pour protéger les électeurs des tirs de missiles et des raids aériens irakiens. Des bureaux de vote ont été ainsi installés à proximité d'abris antiaériens là où la situation le permettait. – *(AFP, Reuter.)*

Afrique

NAMIBIE

Les pouvoirs de l'administrateur sud-africain sont encore renforcés

JOHANNESBURG
de notre correspondant

L'administrateur général de l'Afrique du Sud en Namibie, M. Louis Pienaar, sera doté de pouvoirs accrus, a annoncé, le vendredi 8 avril, le président Pieter Botha, à l'issue de sa première visite à Wind-hoek depuis la mise en place, le 17 juin 1985, du gouvernement intérimaire de ce territoire. A la tête d'une importante délégation de ministres, le chef de l'Etat s'est entretenu avec les membres de ce gouvernement dit *« de transition »* pour tenter de résoudre les nombreuses difficultés qui ont surgi au sein de cette instance et aplanir les manifestations d'opposition à l'égard du pouvoir de tutelle.

Parce qu'il était sans doute difficile de recoller les morceaux, le président Botha a décidé d'accroître les pouvoirs de son représentant au détriment d'une institution qui était censée renforcer son autorité administrative sur le territoire et étendre sa représentativité et son assise.

Désormais, M. Pienaar, ancien ambassadeur à Paris, pourra notamment appeler à des élections, prendre les mesures nécessaires contre les médias *« qui promeuvent la subversion et le terrorisme »* et dissoudre *« les autorités existantes ou diminuer leur pouvoir au gouvernement ».* Le retour en arrière est patent.

La première pomme de discorde entre Pretoria et le « gouvernement » local réside dans la tenue d'élections régionales sur une base ethnique, souhaitées par Pretoria mais refusées par quatre partis sur les six qui composent le gouvernement intérimaire, ces derniers considérant qu'il s'agirait là d'une perpétuation du système de l'apartheid. Deuxième grain de sable, le projet de Constitution auquel les autorités sud-africaines sont hostiles parce qu'il ne prévoit pas dans ses dispositions de garantie pour les droits de la minorité blanche. M. Pienaar a clairement indiqué, à plusieurs reprises, que la nouvelle Constitution devait être bâtie sur une ligne ethnique. En accord avec lui, deux dirigeants de partis membres de la coalition gouvernementale se sont retirés du Comité constitutionnel et se proposent de rédiger leur propre Constitution. En revanche, deux ministres de ce gouvernement menacent de démissionner si Pretoria est décidé à maintenir l'apartheid sur place.

Enfin, troisième source de friction entre le pouvoir sud-africain et le « gouvernement » de Windhoek, cette institution jugée « fantoche » par les opposants de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest namibien) n'est jamais parvenue à élargir sa base et sa représentativité politique dans le territoire. Or c'était là l'une des missions que lui avait confiées Pretoria. Les nouveaux pouvoirs accordés à l'administrateur général vont encore réduire son peu de crédibilité.

Le chef de l'Etat avait, déjà à la fin du mois dernier, sérieusement compromis son rôle de puissance tutélaire en exemptant purement et simplement des tribunaux six membres des forces armées accusés du meurtre d'un vieux militant de la SWAPO, Immanuel Shifidi, le 30 novembre 1986. Un texte existe qui permet en effet de stopper le processus judiciaire si des coupables en uniforme ont agi *« de bonne foi, dans le but de combattre le terrorisme dans la zone opérationnelle ».* Or aucune de ces conditions n'était présente alors que les six étaient déjà inculpés de meurtre. Cette affaire avait été ressentie comme une insulte au système judiciaire, *« un abus de pouvoir »* qui survenait quelques jours après que le chef de l'Etat eut refusé la grâce aux « six de Sharpeville » au nom de la séparation des pouvoirs entre l'exécutif et la justice...

MICHEL BOLE-RICHARD.

ÉTHIOPIE

Un certain volume d'aide va continuer de parvenir aux populations civiles

L'acheminement des secours par voie aérienne jusqu'à la ville éthiopienne de Mekele (Tigré) va se poursuivre malgré l'ordre donné par le gouvernement à toutes les organisations caritatives étrangères de quitter les provinces d'Erythrée et du Tigré affectées par la famine, a déclaré, le vendredi 8 avril, un porte-parole de Nations unies.

De même l'UNICEF fait savoir que ses délégués seraient autorisés à poursuivre leurs travaux dans la partie septentrionale du pays d'où les autres organisations de secours ont été évincées. *« Nous avons été informés officiellement que l'UNICEF* (Fonds des Nations unies pour l'enfance) *n'était pas concerné par les mesures d'évacuation »*, a indiqué un porte-parole de l'Organisation.

Enfin, rappelant que les mesures prises par le gouvernement éthiopien *« ne touchent pour l'instant que le personnel expatrié »* (on estime à une cinquantaine le nombre d'étrangers affectés par l'ordre de repli sur la capitale), le Secours catholique a précisé : *« Les réseaux des églises (orthodoxes, protestantes et catholiques), coordonnées au sein du « Joint Relief Programme » et composés essentiellement d'Ethiopiens, continuent de fonctionner, de même que la Croix-Rouge éthiopienne. Les programmes d'aide en cours à partir des capitales provinciales d'Érythrée, Asmara, et du Tigré, Mekele, se poursuivent, et le pont aérien Asmara/Mekele reste opérationnel. La route entre Massawa (port érythréen sur la mer Rouge) et Asmara est toujours ouverte. »*

Reste que les avions gros porteurs de l'UNDRO (Office du coordonnateur des Nations unies pour les secours d'urgence en cas de catastrophe) et de Caritas-Éthiopie ont été employés durant la journée de vendredi à évacuer sur Addis-Abeba les membres des diverses organisations gouvernementales ou non gouvernementales présentes dans le nord de l'Éthiopie.

Ces dernières poursuivent leur campagne visant à faire annuler la décision gouvernementale.

Diplomatie

Les relations économiques ont dominé la visite de Mme Thatcher en Turquie

ISTANBUL
de notre correspondant

Au cours de la visite de deux jours de Mme Margaret Thatcher en Turquie, la première d'un chef de gouvernement britannique, quatre questions ont dominé la partie politique des entretiens. Le premier ministre turc, M. Turgut Ozal, a réclamé un soutien à la demande de son pays d'adhérer à la CEE. Mais Mme Thatcher n'a pas fait mystère de sa préférence pour une réactivation du traité d'association de 1963 entre Ankara et la CEE.

En déclarant à ses interlocuteurs que l'OTAN réagirait à une attaque contre la Turquie de la même façon qu'à une agression contre tout autre de ses membres, elle a coupé court aux inquiétudes exprimées depuis un an sur les réticences alliées à venir éventuellement en aide à la Turquie.

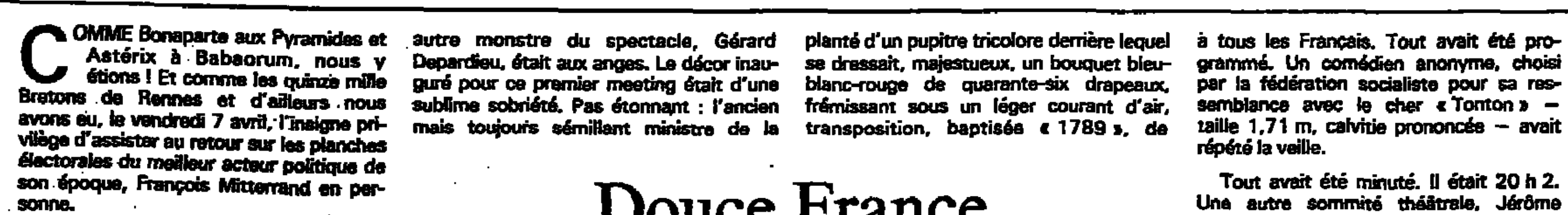
Sur la question de Chypre, le langage tenu par Mme Thatcher n'a pas déplu à ses hôtes. Sans évoquer le retrait des troupes turques du nord de l'île, elle a apporté, comme la Turquie, son soutien aux initiatives du secrétaire général de l'ONU tendant à la création d'un Etat fédéral, et demandé qu'on profite de l'élection de M. Vassiliou et de l'esprit du sommet de Davos, entre M. Ozal et M. Papandréou, pour trouver une solution aux *« problèmes des deux communautés ».* La formulation, qui ne mentionne pas *« la République turque de Chypre nord »*, présidée par M. Denktash et reconnue par la seule Turquie, a été reprise par M. Ozal : celui-ci s'était déclaré, dans un entretien à la BBC à la veille de l'arrivée de Mme Thatcher, prêt à participer à un sommet quadripartite avec M. Papandréou et MM. Vassiliou et Denktash, *« dirigeants des deux communautés »*, à condition que ces deux derniers se rencontrent avant, ce que refuse M. Vassiliou qui considère M. Ozal comme seul interlocuteur.

Les deux premiers ministres ont enfin souhaité la fin de la guerre du Golfe. Mme Thatcher a rappelé son soutien à la résolution du Conseil de sécurité et s'est félicitée des efforts de conciliation déployés par la Turquie, qu'elle a remerciée pour sa contribution à la libération des passagers britanniques de l'avion koweïtien détourné en Iran.

Les relations économiques bilatérales ont dominé le reste des entretiens. La construction d'un troisième pont sur le Bosphore, pour laquelle les Britanniques ont fait une offre moins avantageuse qu'une société turque actuellement en position de l'emporter, était le plus important des contrats discutés. Aucune décision n'a cependant été prise à ce sujet, pas plus que dans le domaine des industries de défense, dans lequel Mme Thatcher estime que les deux pays *« peuvent coopérer beaucoup plus qu'aujourd'hui ».* Tout en se félicitant de l'accroissement de 42 % en un an des exportations turques vers le Royaume-Uni, devenu le cinquième marché de la Turquie, elle a regretté que les importations anglaises n'aient augmenté que de 18 % en 1987.

MICHEL FARRERE.

Le meeting de M. Mitterrand à Rennes



Douce France

COMME Bonaparte aux Pyramides et Astérix à Babaorum, nous y étions ! Et comme les quinze mille Bretons de Rennes et d'ailleurs nous avons eu, le vendredi 7 avril, l'insigne privilège d'assister au retour sur les planches *électorales du meilleur acteur politique* de son époque, François Mitterrand en personne.

Nous, les vaillants envoyés spéciaux du *Monde*, nous pourrons ainsi raconter aux futures générations journalistiques comment, à 19 h 42, *surgissant du néant*, le célébrissime *« fou chantant »*, qui, lui aussi, défie le temps et les modes, maître Charles Trenet, entonna, *a capella*, son fameux refrain pémonitoire : *Douce France...*

Ils étaient tous là, au premier rang, autour de Danielle Mitterrand, les fidèles du « carré » présidentiel, Roger Hanin en tête. Jack Lang, qui avait à sa droite un autre monstre du spectacle, Gérard Depardieu, était aux anges. Le décor inauguré pour ce premier *meeting* était d'une sublime sobriété. Pas étonnant : l'ancien mais toujours sémillant ministre de la culture avait, *une fois de plus, fait appel* au talent de l'architecte Christian du Pavillon — associé à Patrick Bouchin, — *« spécialiste des cérémonies funéraires et festives de la République »*, concepteur, en 1981, de la « montée » de François Mitterrand au Panthéon, puis, en 1982, de l'hommage funèbre rendu à Pierre Mendès France.

Au fond du long chapiteau blanc, un grand escalier bleu avait été dressé, planté d'un pupitre tricolore derrière lequel se dressait, majestueux, un bouquet bleu-blanc-rouge de quarante-six drapeaux, frémissant sous un léger courant d'air, transposition, baptisée « 1789 », de l'œuvre du sculpteur Arman qui orne le hall du palais de l'Elysée, mais inspirée aussi de Delacroix et de sa *Liberté guidant le peuple*.

Fini le symbolisme des roses. Le président-candidat de 1988 ne pouvait plus être le candidat socialiste de 1981. *Retour aux sources des valeurs républicaines.* Pas de concessions au modernisme. Priorité au message, en l'occurrence la missive envoyée deux jours avant à tous les Français. Tout avait été programmé. Un comédien anonyme, choisi par la fédération socialiste pour sa ressemblance avec le cher « Tonton » — taille 1,71 m, calvitie prononcée — avait répété la veille.

Tout avait été minuté. Il était 20 h 2. Une autre sommité théâtrale, Jérôme Savary, venait de s'exclamer, face à la foule qu'il voyait immense : *« Voilà qui n'est pas flou, qui n'est pas vague ! Voilà une grande vague ! »* A gauche des oriflammes, la silhouette hiératique de Barbara, courbée sur son piano, venait tout juste de terminer son hymne à cet *« homme, une rose à la main »* qui, un jour, *« a ouvert le chemin vers un autre demain »*...

Alors, il est entré, à l'autre bout, sous les acclamations. Auguste, il a traversé le chapiteau d'un pas rapide. Impérial, il s'est installé aussitôt derrière le pupitre. D'un geste court, il a demandé à la salle de retenir ses bravos. Comme s'il éprouvait une certaine pudeur à se livrer une fois de plus au regard des siens. Comme s'il voulait incarner, physiquement, dans sa propre retenue, la distance prise par le président-candidat, par-delà le temps, à l'égard du candidat d'il y a sept ans. Et il a commencé à parler. En humaniste. En philosophe. En combattant... du bicentenaire de la Révolution française tourné vers le *troisième millénaire. Vivant trait d'union* entre deux époques de son socialisme, hier flamboyant, aujourd'hui cajoleur.

Pendant ce temps, dehors, à proximité, on installait un autre chapiteau, destiné, celui-là, à la prochaine venue de Jacques Chirac. Mais cela, bien entendu, nous le raconterons... la prochaine fois.

Récit du service politique.

« Nous, nous n'exclurons personne... »

RENNES
de nos envoyés spéciaux

M. Mitterrand a commencé son discours d'une heure cinquante, le vendredi 8 avril, à Rennes, en affirmant : *« La France unie ne le sera que si elle est en même temps la France du mouvement ; la France unie ne le sera que si elle choisit d'être juste, d'être celle qui écarte les privilèges, qui refuse les exclusions, qui frappe les injustices, qui, inlassablement, s'attaque aux inégalités sociales. »*

Le président-candidat a développé chacun de ces chapitres, en commençant par *« la France du mouvement »* à l'extérieur. Il a donc réaffirmé la nécessité de la construction européenne avant de remarquer que tous les candidats à la présidence de la République se disent décidés à bâtir l'Europe, alors que *« certains n'ont fait qu'en retarder l'heure »*. *« Ils étaient contre le Marché commun*, a-t-il ajouté, *contre le marché unique, contre l'entrée de l'Espagne et du Portugal, contre Eurêka, contre Erasmus. Ils sont les bienvenus, ces ouvriers de la dernière heure. Mais, quitte à faire confiance, je prendrais, moi, mes précautions. »*

M. Mitterrand a ensuite repris ce thème à propos du désarmement et de la paix : *« Bien entendu, ils la veulent*, a-t-il remarqué, *mais encore faut-il en choisir les moyens, en prendre le chemin. Il vaut mieux se tourner du côté de ceux dont la tradition s'inspire depuis près d'un siècle du désarmement ; quitte à désigner un président de la République, une majorité parlementaire et la suite, moi, je prendrais mes précautions. »*

De même pour le tiers-monde et l'aide que la France lui apporte : *« Depuis quelque temps, cela reste étale si cela ne recule pas. S'il faut choisir un président de la République, avec une Assemblée, moi, je prendrais mes précautions. »* La foule a longuement salué par ses applaudissements cet appel à voter *« par précautions »* pour le président sortant, contre tous les autres.

Hommage aux enseignants

Consacrant ensuite son propos à la France, M. Mitterrand a rendu hommage aux enseignants et a longuement commenté la priorité inscrite dans son projet sur la formation, l'instruction, l'égalité des chances. Il a souligné que le gouvernement de M. Chirac — qu'il n'a pas nommé — a eu *« comme premier geste »* de tailler dans les crédits consacrés à la recherche, *« d'abîmer l'instrument construit par des gouvernements de toutes tendances »*. Il a rapidement insisté sur la nécessité de mettre au point des incitations fiscales afin que les entreprises réinvestissent leurs bénéfices. Puis il a évoqué le rôle de l'Etat dans l'économie du pays, en rappelant qu'il est partisan du système *« d'économie mixte »*.

M. Mitterrand a invité ses auditeurs à l'ouverture d'esprit : *« Vous êtes la force la plus puissante de France*, leur a-t-il déclaré ; *et, pour cela, vous restez ouverts à tous les autres. Nous ne sommes pas un camp qui veut abattre un autre camp. Nous voulons que la France s'unisse. »*

Abordant alors la deuxième partie de son discours — *« la France sera unie si elle sait être juste »*, — M. Mitterrand a parlé une nouvelle fois de la *« cohésion sociale »*. Il a mis en garde contre la tentation, qu'il *« voit se dessiner »*, d'une Sécurité sociale à deux vitesses, *« mieux assurée pour les riches »*, *« moins assurée pour les plus pauvres »*. Il propose de *« revenir à la bonne Sécurité sociale, celle de 1945. On me dira que je fais de l'immobilisme ou que je suis un peu rétrograde*, a-t-il affirmé. *Mais j'aime mieux la loi de 1945, qui assure à chacun selon ses besoins, qu'un simili-progrès qui consisterait à faire le contraire »*.

Au passage, le président-candidat a remarqué qu'il y a dans l'actuelle majorité *« des hommes de valeur, des hommes excellents »*. Comme la foule protestait, il a réaffirmé : *« Il y en a. »* *« Non ! »* a-t-on crié dans l'assistance. *« Croyez-moi, je les vois, il m'arrive de les fréquenter* (sifflets). *Ne vous laissez pas emporter ; il ne faut pas s'en prendre aux hommes, il faut s'en prendre à l'esprit de système, à l'idéologie. Nous ne sommes pas les bons ; ils ne sont pas les méchants* (sifflets), *même s'ils considèrent qu'ils sont les bons et nous les méchants. »* (Applaudissements.)

M. Mitterrand a ensuite affirmé qu'il convient de défendre les lois Auroux sur le droit d'expression dans les entreprises. Puis il a parlé de son refus de l'exclusion et d'abord de la condition des « nouveaux pauvres » : *« Va-t-on laisser ces nouveaux pauvres comme une honte sous nos yeux ? »* Encouragé par l'enthousiasme de l'auditoire, il a rappelé son souhait de *« réimposer les grandes fortunes »*, afin de financer en partie le revenu minimum des plus défavorisés. *« Parce qu'ils ont beaucoup, il faut qu'ils partagent un peu ; demander un peu à ceux qui ont beaucoup pour aider ceux qui n'ont rien, cela n'est pas une position révolutionnaire ; ce n'est pas une mesure socialiste. C'est une mesure qui va dans le sens des idées conquises par nos ancêtres. »*

A propos du code de la nationalité, il a affirmé que celui-ci doit être maintenu. Il s'est longuement étendu sur le droit de vote pour les immigrés aux élections municipales, auquel il est favorable : *« Je sais que c'est une mesure très largement impopulaire*, a-t-il dit. *Il reste à accomplir un grand effort de pédagogie pour faire comprendre que c'est dans le droit fil de la République. Je n'engage personne d'autre en disant cela. La France est à la traîne. C'est dommage pour la France. Je m'efforcerai de l'expliquer, de le faire comprendre et admettre. L'imposer serait mal admis. L'expliquer finira par être compris. C'est une direction dans laquelle les hommes de progrès doivent s'engager. Je n'ai pas l'intention de me présenter à la confiance des Français et de taire ma vérité. Je prendrai tous les risques qui paraissent nécessaires à ma conscience. Je n'achèterai aucun suffrage. »*

Au passage, le président-candidat a dénoncé ceux qui font *« des clins d'œil »* aux partisans des thèses racistes, *« comme si on comprenait »*... « On », c'est-à-dire M. Chirac.

Le désespoir de la Nouvelle-Calédonie

Le chef de l'Etat a ensuite évoqué assez largement la situation en Nouvelle-Calédonie : *« Le destin de tout pays et de toute population est de connaître un jour l'indépendance, mais il existe des situations qui rendent atrocement difficile la mise en œuvre d'une telle perspective. Il y a en Nouvelle-Calédonie plusieurs ethnies face à face. Je ne puis consentir à donner aux uns raison parce qu'ils voudraient chasser les autres, et pas davantage je ne donnerai raison aux autres s'ils veulent agir de la même façon avec le camp d'en face. De telle sorte que je ne vois pour l'instant, sans exclure rien, que la République pour arbitrer, pour protéger, pour assurer le droit [...], le droit d'un peuple qui pour moi est un peuple opprimé. Il faut que les Canaques aient le droit de vivre, et le droit de vivre, ce n'est pas seulement le droit de manger ; c'est aussi le droit de penser, de s'exprimer, de développer sa culture, le droit de posséder des droits. »*

Regrettant la concomitance du premier tour de l'élection présidentielle et des élections régionales organisées sur le territoire, M. Mitterrand a souligné : *« Je crains que la violence du désespoir ne finisse par l'emporter. »* Evoquant l'émotion provoquée il y a plusieurs semaines par le verdict d'acquittement prononcé à Nouméa en faveur des auteurs de la fusillade de Hienghène, il a dit : *« On ne peut pas naturellement, lorsqu'on est président de la République, dire qu'une décision de justice n'est pas acceptable, mais il faut alors en examiner les alentours et voir comment cela a été possible, voir si ce n'est pas simplement le résultat d'un système. Or c'est le résultat d'un système ! Et c'est ce système que je récuse ! »*

« Les inégalités sont partout, a ajouté M. Mitterrand. *Chaque fois qu'il y a une réforme, les plus riches gagnent quelque chose et les pauvres y perdent. C'est la mode depuis quelque temps. »*

Le président candidat s'est ensuite adressé aux femmes : *« Ce n'est pas normal*, a-t-il dit, *que le plus grand nombre de chômeurs soient des femmes. Ce n'est pas normal que les plus mal payées soient des femmes. »*

M. Mitterrand a répondu, en outre, aux récents commentaires suscités par la comparaison de son projet avec les programmes de ses principaux adversaires : *« J'entends souvent en ce moment : tous ces candidats disent la même chose. Pour les Français, c'est un rébus. C'est vrai... Les mots sont les mêmes... Mais pas les choses ! On est tous pour la recherche : il y en a qui augmentent les crédits et d'autres qui les baissent ; on est tous pour la culture : il y en a qui font monter les crédits, et il y en a qui les font baisser. Pour la musique : il y en a qui créent des chaînes musicales et il y en a qui les suppriment ! On est tous pour l'environnement : il y a des crédits en hausse et d'autres en baisse. Pour l'éducation : on voit des crédits monter et on voit des crédits descendre. Pour l'Europe : il y en a qui disent oui et il y en a qui font non. Pour la paix et le désarmement : il y en a qui vont vite et d'autres lentement. On est tous contre l'apartheid : il y en a qui fréquentent et d'autres qui ne fréquentent pas ! »* (Applaudissements nourris.)

En conclusion de son discours, M. Mitterrand a souligné : *« Je réclame et je réclamerai dans un mois l'autorité dont j'ai besoin pour la défense des intérêts de la France et pour sa sécurité. Je réclamerai aussi le droit d'assurer l'arbitrage, lorsque des fractions de la population tenteront de s'opposer, lorsque des intérêts dominants tenteront de ruiner les chances et les droits des intérêts plus faibles.* [...] *Mon honneur, ma force et peut-être ma gloire seront de considérer que je suis simplement celui qui a été choisi pour assurer le rôle qui lui est réservé par nos lois et qui lui vaut la confiance des siens.* [...] *Mon devoir, croyez-moi, est lourd. Il l'a été. Il risque de l'être de nouveau. Alors, pourquoi ? On me suggère ici et là parfois d'aller me reposer. Certes, je le pouvais et même je le voulais. Je ne suis pas de nouveau mêlé à ce combat politique par ma seule volonté ou par la seule ambition. Si j'ai une ambition, elle est celle-ci : mener à son terme une action politique que je vous dois, qui est la vôtre et qui vous appartient.* [...] *J'ai vraiment, et je voudrais que vous fussiez comme moi, les bras ouverts. Je ne refuse à personne le droit de se sentir à l'aise dans son pays. Jamais nous, nous n'excluerons personne de la vie en France. Nous assurerons le droit, nous respecterons le droit et la justice des autres et même nous leur viendrons en aide s'il le faut. »*

J.-Y. L. et A. R.

Secouez-moi, secouez-moi !

« IL faut nous secouer », dit M. Chirac à une France dont il craint qu'elle ne soit engourdie par *« l'immobilisme »* du président-candidat. Retenu par une réunion-dialogue à Strasbourg, le premier *ministre n'a pas pu faire un saut à* Rennes où, pour la première fois de sa campagne, M. Mitterrand tenait meeting sur fond de drapeaux tricolores frémissants. M. Chirac aurait été tiré du cauchemar qui, en la personne d'un roi fainéant installé à demeure à l'Elysée et qui *« prétend ne rien faire »*, hante ses nuits.

« Secouez-moi, secouez-moi ! » : c'est en effet ce qu'attendait une foule très militante frustrée depuis sept ans de son mitterrandisme de *campagne. Mitterrand lui en a* donné, à *Rennes, pour* l'argent de son déplacement. Il a parlé aux gros bataillons de ses troupes. *« Nous »*, disait-il en s'adressant aux socialistes. *« Vous,* ajoutait-il à l'intention des mêmes, qui *êtes la force la plus puissante de France. »* L'auditoire attendait un discours de combat et, en sympathie avec l'orateur, donnait de la voix, sans révérence envers le chef de l'Etat, afin que le candidat se soumette à cette exigence.

Mais M. Mitterrand voulait aussi parler à tous les autres, par-dessus la tête de ceux qui lui sont acquis. Entre l'appel militant des uns et la volonté d'élargir manifestée par l'autre — paumes ouvertes, tel un prêcheur — s'établit alors, par instants, un curieux dialogue des faibles au fort.

Il y a, dans l'actuelle majorité, des hommes *« de valeur »* et même quelques-uns qui sont *« excellents »*, dit M. Mitterrand après avoir cogné à bras raccourcis sur un gouvernement qui menace *« la cohésion sociale »* en donnant *« aux plus riches »* au détriment *« des plus pauvres »*. La simple évocation d'une quelconque *« excellence »* dans l'autre camp lui attira les huées. M. Mitterrand, amusé, insista. On lui répondit *« non »* et l'on siffla. *« Nous ne sommes pas les bons. Ils ne sont pas les méchants* — on siffla encore — *même s'ils considèrent qu'ils sont les bons et nous les méchants »* — on applaudit enfin.

Ce mélange de passion et de réserve, ces attentes à demi comblées, à demi déçues, ce jeu de la séduction qui appelle le *« non »* annonçant le *« oui »*, est révélateur du discours présidentiel, projet mâtiné de tactique. Discours susceptible de mobiliser au moins la base électorale du premier tour et *de rassembler au second*. Discours qui s'adresse à la gauche et à tous les républicains.

Maître d'école ou tribun

Discours difficile aussi. Une heure cinquane minutes de leçon sur l'Europe, la paix et le désarmement, la recherche, le tiers-monde ; de conversation sur l'état de la France ; de dialogues impromptus ; *d'adresses enthousiastes ; de pro*fessions de foi, d'invites à l'ouverture d'esprit. M. Mitterrand dressé derrière son pupitre, maître d'école ou tribun ; ou bien les avant-bras posés sur la tablette, le buste en avant, presque couché, les lèvres près du micro, en confidences. Discours qui ne cède en presque rien — sauf hommage à la profession d'enseignants — aux obligations du genre : rien, en Bretagne, sur l'agriculture, la marine, les langues régionales.

Discours révélateur d'un Mitterrand complexe qui harangue son camp et en appelle aux autres sans les ménager. Appels en demi-teinte à une cohérence rapide entre la future majorité parlementaire et l'Elysée. Discours de clarification en quelques phrases à l'emporte-pièce destinées à déchirer le faux consensus des projets sur l'éducation, la recherche, l'Europe, la paix, et que résume cette apostrophe : *« Nous sommes tous pour l'Europe. Il y en a qui disent « oui », et d'autres qui font « non ».*

Discours de rectification enfin lorsque les précédents propos ont heurté. Aux franges de la droite : il *n'est, dit-il, l'ennemi de personne ;* l'impôt sur les grandes fortunes n'est ni une mesure *« socialiste »* ni un programme *« révolutionnaire »*. Au cœur de la gauche : il prendra *« tous les risques »* et *« n'achètera »* donc aucun suffrage à droite pour défendre, par l'explication, le droit des immigrés de participer aux élections locales. M. Chirac en sera certainement « secoué ».

JEAN-YVES LHOMEAU.

Le scrutin vu par M. Evan Galbraith ancien ambassadeur américain à Paris

L'ancien ambassadeur américain à Paris, M. Evan Galbraith, dont la vigueur des convictions, et parfois même des propos, avait, en son temps, provoqué quelques vaguelettes diplomatiques, récidive. Dans les colonnes du *Figaro*, en date du 10 avril, il exprime, à titre personnel cette fois, ses vues sur la campagne présidentielle française.

Estimant que *« le toupet socialiste porte ses fruits »*, l'ex-diplomate est très sévère pour le président sortant *(« il a pactisé avec le diable aux dépens de la nation »)*, mais pense que l'électorat *« flottant »* — non socialiste mais favorable à l'alternance — va *« se réveiller »*. Irrité visiblement de ce que M. Mitterrand cherche à s'identifier au personnage de de Gaulle, M. Galbraith confie que les discours de M. Mitterrand sont *« stéréotypés »* et qu'il *« s'est vu attribuer une bonne cote par le fait de ne rien faire ou presque »*.

Après un coup de chapeau involontaire *(« aussi exaspérant, troublant, insaisissable soit-il, il est parvenu à renaître de ses cendres »)*, M. Galbraith dresse le bilan du *« déclin de la France sous Mitterrand »*. Sa conclusion : *« La France a besoin d'une économie performante »*, car la question principale reste *« celle d'une économie libre »*. Le mieux à même, pour y parvenir, serait, à son avis, M. Chirac — bien que M. Galbraith entre M. Raymond Barre et le maire de Paris paraisse hésiter, — la recette pour l'avenir étant très simple : *« Il faut faire une omelette d'un genre nouveau et pour y parvenir il faut casser les œufs socialistes. »*

Enfin, dernier éclairage sur l'inimitié prononcée qu'il porte au président français : *« Je l'ai vu commettre de grossières erreurs* [...] *comme arriver intentionnellement en retard à un dîner donné par le président Reagan à Paris. »*

PROPOS DE CAMPAGNE

Mme Laguiller
Un record

Mme Arlette Laguiller a ironisé sur la sorte de record que la France serait sur le point d'établir. *« A écouter les trois « grands » candidats, nous allons avoir bientôt les chômeurs les mieux formés du monde »*, a déclaré, le vendredi 8 avril à Bordeaux, la candidate de Lutte ouvrière dont, d'autre part, le livre intitulé *Il faut changer le monde* vient d'être mis en vente chez les marchands de journaux.

M. Le Pen
Une certitude

« J'ai la certitude que je vais créer la surprise de cette campagne électorale », a déclaré M. Jean-Marie Le Pen, le vendredi soir 8 avril à Caen (Calvados). *Après avoir ironisé sur le « retour de Tonton Cristobal »*, il a réaffirmé sa volonté d'arriver en tête des candidats de droite le 24 avril. Auparavant, le président du Front national avait assuré, au cours d'une conférence de presse, que, pour M. Barre, *« les carottes ne sont pas cuites, mais elles sont en train de cuire »* et il avait comparé M. Chirac à *« un moulin à promesses »*.

M. Marchais
Le centre ?

« Le centre qu'on présente aux Français comme la grande nouveauté de 1988 n'existe pas. Le centre, c'est la droite », a affirmé, le vendredi 8 avril, M. Georges Marchais à Liévin (Pas-de-Calais). Le secrétaire général du PCF a estimé que *« le centre, c'est l'alliance avec les pires réactionnaires que sont Chirac, Barre et consort »*.

M. Méhaignerie
Une remontée

Pour M. Pierre Méhaignerie, *« tout indique que M. Barre est en train de faire une remontée importante* [dans l'opinion publique], *car il se situe sur un axe de rassemblement dans le mouvement et non dans l'immobilisme des situations acquises »*. Le président du CDS qui, sans préciser l'origine de ses estimations, a chiffré, le vendredi 8 avril à Montpellier, à 18 % ou 20 % les intentions de vote pour l'ancien premier ministre, a souhaité que M. Giscard d'Estaing apporte son soutien au député du Rhône.

Le calendrier électoral

— ***Samedi 9 avril :*** date limite de dépôt des réclamations contre la liste des candidats.

— ***Vendredi 22 avril à minuit :*** clôture de la campagne électorale.

— ***Dimanche 24 avril :*** premier tour de scrutin.

— ***Lundi 25 avril à minuit :*** délai limite de clôture des travaux des commissions départementales de recensement des votes.

— ***Mardi 26 avril à 20 heures :*** délai limite de recours du représentant de l'Etat ou des candidats contre les opérations électorales.

— ***Mercredi 27 avril à 20 heures :*** jour et heure limites de proclamation par le Conseil constitutionnel des résultats du premier tour (au cas où un candidat obtiendrait la majorité absolue des suffrages exprimés dès le premier tour, le Conseil constitutionnel disposerait, pour proclamer les résultats, d'un délai de dix jours après le 24 avril).

— ***Jeudi 28 avril à minuit :*** délai limite des retraits éventuels.

— ***Vendredi 29 avril :*** publication au *Journal officiel* de la liste des candidats du second tour. Ouverture de la campagne électorale.

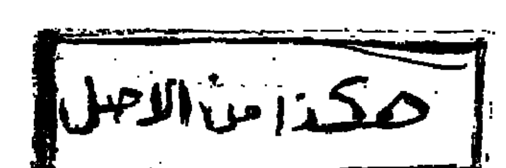
— ***Vendredi 6 mai à minuit :*** clôture de la campagne électorale.

— ***Dimanche 8 mai :*** second tour de scrutin.

— ***Mardi 10 mai à 20 heures :*** délai limite pour les recours contre les opérations électorales du second tour.

— ***Mercredi 18 mai :*** date limite pour la proclamation des résultats du second tour par le Conseil constitutionnel.

— ***Jeudi 19 mai :*** date limite pour la publication des résultats au *Journal officiel*.





Politique

Les candidats de la majorité en Aquitaine et en Alsace

M. Barre, imperturbable, « pense qu'il n'y a pas moyen de faire autrement »

PAU
de notre envoyé spécial

Les décibels d'*Elektric Band* de Chick Corea, les accents contrastés de Dave MacLand *(Secret Sensation !)*, les sonorisations d'enfer de la terre entière ne changeront rien, jamais, à l'affaire : on se tient bien, calmement, sagement, patiemment dans les rassemblements de Raymond Barre, attendant bravement tout le temps qu'il faut l'arrivée et la prestation du candidat pour lui décerner les marques d'un enthousiasme réel mais sans excès, comme par crainte des remontrances d'un père aimé et sévère.

Tout de même, à Pau, le vendredi 8 avril, la patience fut un peu ébréchée. Un tout petit peu : rares lazzis, sifflets maigrelets. C'est que Raymond Barre était vraiment trop en retard. Horriblement en retard. Il était près de 22 h 10 quand le député de Lyon a pénétré sous le chapiteau où plus de trois mille de ses partisans l'attendaient – certains depuis près de trois heures.

La pluie, le brouillard, les quarts d'heure perdus au cours des étapes précédentes, Bordeaux et Bayonne, avaient bon dos. La cause essentielle *de ce retard était... le retard.*

Comprimer à douze minutes le rituel entretien, à la mairie de Bordeaux, avec le maître des lieux, Jacques Chaban-Delmas n'avait servi à rien. Parcourir d'un pas fort peu barriste la rue Sainte-Catherine pour un bain de petite foule et une tournée chez les commerçants non plus.

Avant de filer à Bayonne pour une autre réunion, l'ancien premier *ministre sacrifia sagement, devant* plusieurs centaines de partisans serrés dans une petite salle de spectacle, à un autre rituel : celui de l'union, en présence, derechef, de M. Jacques Chaban-Delmas, du ministre Jacques Valade et d'un certain nombre d'élus RPR.

Cérémonie moins fictive qu'ailleurs, peut-être, dans cette Aquitaine, terre d'élection de cette riche *palette* dont *toutes* les nuances s'organisent autour de la couleur radicale, au mépris des tons plus violents et sans trop tenir compte des commodes étiquettes et des sigles.

A ses partisans assemblés, qu'ils soient dix ou qu'ils soient mille, M. Barre ne fait jamais l'injure du petit mot qui ne soit que de circonstance et calibré par le chronomètre des gestionnaires de tournées.

Ceux de Bordeaux eurent donc droit aux réflexions sérieuses et rigoureuses que le candidat Barre distille imperturbablement en tous lieux. Un clin d'œil, un seul, une référence à « *la récente épître de l'apôtre François aux Gaulois* », bon mot rodé la veille.

Puis ce fut le départ, Bayonne, d'autres retards, et Pau enfin. Pau, où il était fatalement menacé d'une audacieuse comparaison longuement filée avec Henri IV avant de se voir promu « *Béarnais d'honneur* ».

Une fois cette cordiale menace mise à exécution par M. François Bayrou, député CDS des Pyrénées-Atlantiques, M. Barre parla, alors *qu'à plusieurs centaines* de kilomètres de là les derniers propos de son adversaire – ô combien explicite désormais – François Mitterrand avaient déjà cessé de faire vibrer le chapiteau rennais.

Mais le député de Lyon ne cultive pas, comme le député Bayrou, le style distribution de prix. Imperturbablement plongé dans cet exercice de grave « *lucidité* » qu'il recom*mandait à son auditoire*, il a pour la énième fois peint le tableau d'une France de demain qu'il dirigerait volontiers si...

S'il ne montre ni « pessimisme » ni « *morosité* » dans ses variations inaltérables sur l'avenir de la France dans l'Europe et dans le monde, ses enjeux et ses risques, ni le pimpant ni l'ample bénédiction un peu floue ne s'y glissent jamais, même par effraction. Toujours, M. Barre barrise, sans jamais faiblir : « *On va vous dire, mesdames et messieurs, que ce langage-là, on ne le tient pas en période électorale. Eh bien, moi, je vous le tiens parce qu'il n'y a pas moyen de faire autrement.* »

Faux et arguments

C'est comme du Barre mais ce n'est pas du Barre. Un numéro pirate *« spécial élections »* de *Faits et Arguments*, la lettre mensuelle de l'ancien premier ministre circule depuis quelques jours dans Paris. Dix feuillets bien remplis présentant dans le détail *« tout ce que vous vouliez savoir sur Raymond Barre sans jamais avoir osé le demander ».* Est-il gaulliste ? Est-il antisémite ? Pourquoi les rapatriés le détestent ? Ses convergences avec Michel Rocard. *Ses liens avec la Trila*térale. Bref un minimum de faits pour un maximum de faux arguments et de ragots. Les barristes ont décidé *« de saisir la justice pour qu'il soit mis un terme à cette tentative de manipulation et que les auteurs en soient poursuivis ».*

Tenace et un peu gris

Ce langage? « *Si la France est gouvernée, si la France est défendue, si la France réussit à retrouver son dynamisme démographique [...], sa compétitivité et si cette France est en même temps une France solidaire, alors, je vous le dis [...], non seulement nous pourrons être fiers de notre pays mais notre pays sera à l'avant-garde de l'Europe que nous voulons construire.* »

Ainsi va M. Barre, dans cette dernière ligne droite comme dans tous les tours de piste déjà accomplis : ferme, précis, tenace, un peu gris, censeur jamais lassé des errements d'autrui : « *Nous savons ce que l'illusionnisme nous a coûté il y a quelques années.* »

Ainsi va-t-il, agissant comme si « *ceux qui souhaitent me gommer, m'effacer, me marginaliser* », n'étaient pas en mesure d'y parvenir. Il est vrai que le député de Lyon s'est de longue date identifié à ce pari et qu'il n'y a désormais, comme il le dirait lui-même, pas « *moyen de faire autrement* ».

MICHEL KAJMAN.

M. Chirac soupçonne M. Mitterrand de préparer des « combinaisons » sur un projet « croupion »

STRASBOURG
de notre envoyé spécial

C'est dit : M. Jacques Chirac attaque, désormais, M. François Mitterrand pour ce qu'il se donne, et non pour ce qu'il fut ou pour ce qu'il pourrait être soupçonné d'être encore. Finie l'évocation de l'étatisme, « *consubstantiel au socialisme* », ou celle de la liberté, l'étouffement de la liberté d'enseignement, à laquelle tout socialiste serait porté « *par nature* ». Fini le temps où, pour tenter de saisir son insaisissable adversaire, le premier ministre suscitait le spectre d'un retour, si le chef de l'Etat était réélu, aux années 1981-1984.

David Smith - The Independent.

Le vendredi 8 avril, à Strasbourg, M. Chirac n'a parlé qu'une fois du « *candidat socialiste* » et, à cette exception près, s'est intéressé à « *M. Mitterrand* ». Certes, à ses yeux, lorsque le président de la République adopte pour slogan « *la France unie* », c'est « *l'uniformisation, en réalité* », qui est proposée, ce qui « *implique, en général, le rabotage par le bas* », promet un « *déclin mou* » et renvoie à une « *caricature de la vocation sociale des uns* », opposée à « *la vocation économique des autres* ».

Le clivage dont M. Mitterrand cherche, ainsi, à tirer parti est, selon M. Chirac, dépassé, car « *personne en France, parmi les responsables politiques, ne veut exclure personne* ». « *Ceci*, a continué le premier ministre, *ne doit pas conduire à des combinaisons – passe-moi la rhubarbe, je te passe le séné – pour une formation de gouvernement sur un embryon de projet, un croupion de projet.* »

Le « *rassemblement* » que veut, lui aussi, M. Chirac est « *un rassemblement dans l'effort* ». Il dispose, lui, d'« *une majorité qui est unie, qui est soudée* », et « *il est légitime qu'il y ait une opposition* ». « *Que chacun*, a-t-il dit, *prenne ses responsabilités. Que les uns assument celles du gouvernement, et les autres celles de l'opposition.* »

Derrière le « *flou* » qu'entretient M. Mitterrand, M. Chirac n'entrevoit plus le socialisme, mais « *un monde de vague (...), d'incertitude et, surtout, d'immobilisme* ». « *La France*, a-t-il déclaré, *a besoin de tout, aujourd'hui, sauf d'immobilisme. Aujourd'hui, il faut nous secouer si nous voulons assumer les responsabilités du renforcement des solidarités nationales, de l'efficacité économique indispensable et de la construction européenne de demain. C'est avec imagination, énergie et détermination que nous devons triompher de ces obstacles, et non pas en rêvant au coin du feu.* »

Le premier ministre entend juger M. Mitterrand sur pièces, celles que le chef de l'Etat a fournies dans sa *Lettre à tous les Français*. Si ce qu'elle annonce n'est pas dénoncé par M. Chirac comme le socialisme d'il y a sept ans, ce n'en est pas moins l'enfer. « *L'enfer*, a-t-il dit, *est pavé de bonnes intentions. Il ne suffit pas d'exprimer de bonnes intentions, il faut, encore, inspirer aux électeurs suffisamment confiance pour qu'on vous crédite de la capacité de les mettre en œuvre.* »

Or M. Chirac n'a trouvé « *ni dans le comportement de M. Mitterrand pendant la période où il avait le pouvoir, ni pendant la période où il l'avait perdu tout en restant à la tête de l'Etat, ni dans l'expression de son projet des raisons de considérer que celui-ci avait une véritable valeur* ».

La « godille » du président

Après avoir déclaré « *pas très convenable* » le refus de M. Mitterrand de participer, comme M. Raymond Barre et lui-même, à l'émission « l'Heure de vérité », sur Antenne 2, M. Chirac a porté d'autres attaques contre le chef de l'Etat, accusé – sans être, cette fois, nommé – de « *manque d'imagination* » et d'entretenir le « *brouillard* ». C'est à l'évolution même de M. Mitterrand que le premier ministre s'en est pris en critiquant ceux qui avancent « *à la godille, au coup par coup, au gré de convictions changeantes* ». C'est à l'auteur de la *Lettre* qu'il faisait allusion en dénonçant les « *incantations creuses* ».

Cela n'a pas empêché M. Chirac de relever, dans le projet de son adversaire, une volonté de « *reprise en main de l'économie par l'Etat et par le Plan* », de même que celle d'« *accroître les charges fiscales* » pour, en définitive, « *pénaliser ceux qui réussissent* ».

M. Chirac parlait, au Parc des expositions, devant environ cinq mille personnes, au moment même où M. Mitterrand participait à son premier meeting, à Rennes. Les journaux télévisés ayant montré le candidat du PS traversant, à 20 heures, la foule de ses partisans, le candidat RPR a fait lui aussi, une heure plus tard, une entrée par l'arrière du hall et est passé au milieu des siens en serrant des mains. Il a tenu à donner à sa réunion, par sa longueur notamment, une ampleur comparable à celle qui se tenait en Bretagne.

Au premier rang des assistants, toute la fine fleur du centrisme alsacien était présente : MM. Daniel Hoeffel, Marcel Rudloff et, même, M. Pierre Pflimlin. L'ancien président du conseil n'avait pas assisté au dîner-débat qui avait réuni dans sa ville, autour de M. Barre, deux mille cinq cents personnes. Il est, en effet, en désaccord avec le député du Rhône depuis que celui-ci s'est prononcé contre la cohabitation.

M. Chirac a rendu un hommage appuyé à M. Pflimlin et souligné l'« *union* », la « *cohésion* » et la « *loyauté* » de la majorité. A la fin de la réunion, M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat aux affaires sociales (CDS), est monté à la tribune. Il s'agissait seulement pour lui, a-t-il expliqué, de « *chanter* la Marseillaise » à côté du premier *ministre*, de M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales, de M. Jacques Boyon, secrétaire d'Etat à la défense, et de M. Yvon Briand, secrétaire général du CNI. M. Zeller est trop patriote ou trop aimable. Cela va lui jouer des tours.

PATRICK JARREAU.

Un appel aux électeurs du FN

Dans un entretien accordé au *Figaro Magazine*, qui paraît le samedi 9 avril, M. Raymond Barre lance aux électeurs du Front national l'appel suivant :

« Vous êtes attachés à un certain nombre de valeurs fondamentales pour l'avenir du pays. Vous n'hésitez pas à marquer votre fidélité au patriotisme, à une époque où cette valeur est quelque peu galvaudée. Vous n'hésitez pas non plus à marquer votre attachement à l'identité nationale, à laquelle les Français ont toujours été très fidèles. Vous n'hésitez pas à souligner que notre société doit respecter un certain nombre de principes, faute desquels règnent le laxisme et l'anarchie. Sur ces points vous avez raison.

» Mais en ce qui concerne les points d'application que vous choisissez pour marquer votre attachement à ces valeurs, à mon avis, vous vous fourvoyez. Vous donnez le sentiment de vouloir une France contraire à ses traditions d'ouverture et d'humanisme, d'être partisans d'une France qui pratique le racisme et la xénophobie. Et vous donnez ce sentiment dans un temps où le monde devient interdépendant, où la réalité la plus évidente est celle de l'interdépendance de tous les hommes ; interdépendance face à la paix ou à la guerre, face à la misère ou au développement, face à la liberté ou à l'oppression.

» Alors, restez fidèles à vos valeurs, mais ne vous fourvoyez pas ! »

M. Pierre Boussel sous les flashes

Flashes, micros et caméras, M. Pierre Boussel a donné, le vendredi 8 avril, sa première conférence de presse *de candidat officiel* à l'élection présidentielle. L'animation était inhabituelle dans le local austère du MPPT (Mouvement pour un parti des *travailleurs*), *situé* boulevard de Strasbourg à Paris, distant de quelques rues du siège du PCI (Parti communiste internationaliste), dont M. Boussel assure la direction depuis de nombreuses années sous le pseudonyme de « Lambert ».

Celui qui se présente comme « *un vieux militant ouvrier depuis l'âge de quinze ans* » souhaite avant tout faire connaître son mouvement qui, selon la formule consacrée, regroupe des « lambertistes », des socialistes et des communistes, officiellement neuf mille adhérents. Ceux qui en sont partis ou en ont été exclus sont beaucoup moins optimistes quant à la diversité des origines politiques et à la quantité des troupes fraîches.

Homme discret qui évoque plus un père tranquille qu'un coupeur de têtes, bien qu'il ait marginalisé, *rompu* ou *écarté successivement* tous ses rivaux potentiels dans la sphère de direction, M. Boussel exerce un certain charisme sur plusieurs générations de militants dont certains sont aujourd'hui dans le sillage d'un autre candidat... M. François Mitterrand.

M. Boussel est un personnage complexe : militant de Force ouvrière et relation personnelle de M. André Bergeron, dont l'hostilité au communisme est connue, il a participé, et même présidé en partie, à *une conférence* internationale à Caracas en 1987 « *contre les plans du FMI* », à laquelle participaient les PC de Cuba et du Venezuela.

Le MPPT, qui l'a désigné comme candidat à l'occasion de son deuxième congrès *(le Monde* du 21 novembre 1987), est doté d'une charte en quatre points : « *Reconnaissance de la lutte de classes : laïcité de l'école et de l'Etat ; liquidation des institutions antidémocratiques de la V[e] République ; indépendance réciproque entre les partis politiques et les organisations syndicales.* »

Ce candidat ne donnera pas de consigne pour le second tour afin de « *ne pas séparer ceux qui vont s'abstenir et ceux qui vont voter* ». Dans l'immédiat, il préconise une augmentation des salaires de 10 % qui permettrait de « *relancer la consommation et donc la production* », tout en ayant l'avantage, à l'en croire, de résorber le déficit de la Sécurité sociale, institution où le PCI, par l'intermédiaire de FO, est très bien implanté. Défenseur des 643 000 malades que « *Séguin a chassé du remboursement à 100 %* », le candidat du MPPT est pour la suppression des TUC et des SIVP, contre le gel de 1 million *d'hectares de terres agricoles et* contre la décentralisation.

OLIVIER BIFFAUD.

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

La carte d'identité de la France

En pleine campagne électorale, dans la saturation des discours qui se ressemblent, dans la confusion des notions de gauche, de droite et de centre, il est encore possible, oui, possible, de redécouvrir la politique à la source. Là où elle s'élabore et puise ses forces, à la conjonction des valeurs qui empruntent à l'organisation archaïque des systèmes familiaux, aux traditions religieuses, aux crises historiques qui ont ébranlé la société. Pour cela, il suffit de suivre Emmanuel Todd dans son exploration de « la nouvelle France ».

Ce jeune historien, expert en démographie, signe là l'un des *essais les plus excitants qui soient* par la richesse de son contenu informatif et l'acuité de ses conclusions qui remettent en *cause bien des idées reçues. Non* seulement, il apprend beaucoup, mais, de plus, il oblige à désapprendre, ce qui ne va jamais *sans irriter*.

En simplifiant à l'extrême, on dira que toute l'habileté de l'auteur consiste à battre et à dis*tribuer les cartes de France et* toute son intelligence à lire les donnes ainsi révélées. Ces cartes sont, par exemple, celles des pra*tiques et des crises religieuses*, des coutumes successorales, des types familiaux, des *métiers* et des branches d'activité, des degrés de *scolarisation* et des résultats électoraux.

L'information anthropologique domine parce qu'elle fournit à *Emmanuel Todd la matière première de sa thèse : « Le lien entre structure familiale et système idéologique*, écrit-il, *est le déterminant le mieux enfoui mais le plus puissant. Il n'est jamais évoqué par les hommes politiques ou par les électeurs, mais détermine silencieusement la segmentation fondamentale du paysage idéologique français par les valeurs de liberté et d'autorité, d'égalité et d'inégalité. Il définit l'opposition du socialisme et du communisme, de la droite catholique et de la droite laïque. Il est un inconscient de la vie politique. »*

Il n'est pas indifférent que, dans le sud du pays, la structure dominante soit celle de la famille de souche, comprenant plus qu'un simple noyau familial, alors que le Nord et le Bassin parisien se caractérisent par le type nucléaire. La première privilégie la transmission lignagère, s'autorégule, encourage la performance scolaire et véhicule les valeurs d'autorité et d'inégalité. La structure nucléaire, moins figée, développe des conceptions plus libérales et égalitaires. Ce schéma se nuance dans la pratique et sur le terrain en fonction des données historiques et économiques propres à chaque région, mais il se révèle d'une grande permanence.

L'autre thèse d'Emmanuel *Todd est que le fonds politique* hérité de l'Ancien Régime, modifié par la Révolution et les autres *formes de révolution qui ont suivi* (scolaire, industrielle, culturelle) a implosé entre 1981 et 1986 par *« décomposition des gauches et des droites ».* On découvrira, non sans surprise, que ce qui sépare les socialistes des communistes, le RPR de la droite classique, procède beaucoup plus *de valeurs* enfouies dans le passé de la communauté que de différences d'appréciation sur l'actualité. On *mesurera ce que le déclin du PC* doit à la montée des classes moyennes et au fonds libéral du Bassin parisien, et ce que l'émergence du Front *national emprunte* à la déchristianisation (et pas seulement à la xénophobie anti-immigrés). On aura la révélation de la double nature du PS (autoritaire-interventionniste, ici, et libérale, voire libertaire, là) et de la progression d'une enquête de valeurs. *Il en résulte* un flottement général car, observe Emmanuel Todd, entre autres notations originales, *« la France ne souffre que d'une absence d'identification idéologique ».*

∴

Michel Charzat, député socialiste, aboutit à sa manière à des conclusions analogues, et, en acteur engagé dans le combat politique, il en tire une conclusion militante s'agissant de son camp : il faut, dit-il, *« redonner à la gauche son identité, en conservant la sienne à la France ».* L'auteur, qui est l'un des principaux lieutenants de Jean-Pierre Chevènement, tente donc de jeter les bases d'un projet pour la gauche puisque celle-ci a déçu en révélant ses insuffisances : *« Elle a décrété le changement puis elle a géré la modernisation »*, subissant ensuite le contrecoup des *« espérances inabouties ».*

La France et le Déclin, de Michel Charzat, ne serait qu'un *programme de plus pour la gauche* – qui n'en a jamais été avare – si les propositions avancées ne découlaient pas d'une analyse si forte de la société française et si elles ne visaient pas à agir en profondeur et à long terme ; il ne s'agit pas d'un catalogue de mesures pour un gouvernement mais d'orientations de nature à infléchir la démographie, la formation des citoyens, les valeurs de *« l'éthique démocratique »* (affirmation de la valeur absolue de savoir et du principe égalitaire qui n'est ni égalitariste ni identaire), le rôle de l'État et l'organisation de son contrôle, l'indépendance des moyens de communication, etc.

Pour en arriver là, et c'est tout l'intérêt de sa démarche, Michel Charzat s'interroge sur la notion de déclin, ce qui le conduit à retracer l'histoire de l'utilisation du concept de décadence. Il produit une synthèse brillante et polémique de nos défaillances nationales en les resituant dans leur environnement culturel et politique. L'auteur en retient que l'unification et l'identité françaises ont toujours été des valeurs fragiles et qu'elles sont menacées, aujourd'hui encore, par le déclin démographique, le modèle culturel dominant, l'internationalisme économique. Elles doivent beaucoup au *« génie républicain »* et c'est, précisément, *« une nouvelle synthèse républicaine »* qu'il appelle de ses vœux.

Loin des calculs tactiques, au-delà des échéances électorales, ce travail n'en est que plus politique : parce qu'il exprime un engagement politique, certes, mais surtout parce qu'il appuie son énergie volontariste sur une réflexion culturelle globale touchant à tous les fondements de la cité.

★ *La Nouvelle France*, d'Emmanuel Todd. Seuil, 285 p., 110 F.

★ *La France et le Déclin*, de Michel Charzat. PUF, 174 p., 98 F

● **Décès d'un conseiller général socialiste de l'Aude.** – Conseiller général de Lagrasse (Aude) et maire de Montlaur, Louis Angelvy (PS) est décédé, le lundi 4 avril, des suites d'une longue maladie.

[Né le 9 décembre 1932 à Montlaur (Aude), Louis Angelvy, directeur d'école, avait été élu conseiller général de Lagrasse en remplacement de M. Charles Alquier (PS), qui ne s'était pas représenté. Il était maire de sa ville natale depuis 1983.]

● **Inhumation de la mère de Roger Hanin.** – La mère du comédien Roger Hanin a été inhumée, le mercredi 6 avril, au cimetière de Rabiac-Estagnol, à Antibes. Elle était âgée de quatre-vingt-dix-sept ans. De nombreuses personnes, proches et amis, entouraient Roger Hanin et son épouse, Christine Gouze-Rénal. Le président de la République et M[me] Mitterrand avaient envoyé une gerbe de fleurs avec leurs seuls prénoms : François et Danielle. – *(Corresp.)*

Communication

La campagne officielle à la radio et à la télévision

La CNCL a communiqué, vendredi 8 avril, la grille des émissions officielles à la télévision et à la radio des neuf participants au premier tour de l'élection présidentielle.

LUNDI 11 AVRIL

A2, 19 heures-19 h 45 : MM. Jacques Chirac, Pierre Boussel, Pierre Juquin, Mme Arlette Laguiller, MM. Jean-Marie Le Pen, Raymond Barre, Antoine Waechter, André Lajoinie, François Mitterrand.

FR3, à partir de 22 h 15 : rediffusion du premier message des neuf candidats.

France-Inter, 20 heures-20 h 45 : MM. Waechter, Chirac, Barre, Le Pen, Juquin, Lajoinie, Mitterrand, Boussel, Mme Laguiller.

MARDI 12 AVRIL

FR3, 7 h 30-8 h 15 : Rediffusion du premier message des neuf candidats.

A2, 13 h 30-14 h 15 : M. Chirac, Mme Laguiller, M. Lajoinie.

FR3, 17 heures-17 h 45 : M. Chirac, Mme Laguiller, M. Lajoinie (rediffusion).

A2, 19 heures-19 h 30 : MM. Waechter, Mitterrand.

FR3, à partir de 22 h 15 : MM. Waechter, Mitterrand (rediffusion).

France-Inter, 13 h 30-14 h 15 : MM. Waechter, Le Pen, Boussel. 20 heures-20 h 30 : M. Mitterrand, Mme Laguiller.

MERCREDI 13 AVRIL

FR3, 7 h 30-8 heures : MM. Waechter, Mitterrand (rediffusion).

A2, 9 heures-9 h 45 : M. Chirac, Mme Laguiller, M. Lajoinie (rediffusion).

FR3, 17 heures-17 h 30 : MM. Le Pen, Juquin (rediffusion).

A2, 19 heures-19 h 30 : MM. Boussel, Barre. A partir de 22 h 15 : MM. Boussel, Barre (rediffusion).

France-Inter, 13 h 30-14 heures : MM. Juquin, Barre. 20 heures-20 h 30 : MM. Chirac, Lajoinie.

JEUDI 14 AVRIL

FR3, 7 h 30-8 heures : MM. Boussel, Barre (rediffusion).

A2, 9 heures-9 h 30 : MM. Le Pen, Juquin. 13 h 30-14 heures : MM. Waechter, Barre.

FR3, 17 heures-17 h 30 : MM. Waechter, Barre (rediffusion).

A2, 19 heures-19 h 30 : M. Juquin, Mme Laguiller. A partir de 22 h 15 : M. Juquin, Mme Laguiller (rediffusion).

France-Inter, 13 h 30-14 heures : MM. Mitterrand, Lajoinie. 20 heures-20 h 30 : MM. Barre, Le Pen.

VENDREDI 15 AVRIL

FR3, 7 h 30-8 heures : M. Juquin, Mme Laguiller.

A 2, 9 heures-9 h 30 : MM. Waechter, Barre (rediffusion). 13 h 30-14 heures : MM. Mitterrand, Boussel.

FR 3, 17 heures-17 h 30 : MM. Mitterrand, Boussel (rediffusion).

A 2, 19 heures-19 h 45 : MM. Le Pen, Lajoinie, Chirac.

FR 3, à partir de 22 h 15 : MM. Le Pen, Lajoinie, Chirac (rediffusion).

France-Inter, 13 h 30-14 heures : Mme Laguiller, M. Chirac. 20 heures-20 h 45 : MM. Juquin, Boussel, Waechter.

SAMEDI 16 AVRIL

FR 3, 7 h 30-8 h 15 : MM. Le Pen, Lajoinie, Chirac (rediffusion).

A 2, 9 heures-9 h 30 : MM. Mitterrand, Boussel (rediffusion).

LUNDI 18 AVRIL

A 2, 13 h 30-14 h 15 : MM. Juquin, Chirac, Le Pen.

FR 3, 17 heures-17 h 45 : MM. Juquin, Chirac, Le Pen (rediffusion).

A 2, 19 heures-19 h 30 : MM. Mitterrand, Boussel.

FR 3, à partir de 22 h 15 : MM. Mitterrand, Boussel (rediffusion).

France-Inter, 13 h 30-14 h 15 : MM. Barre, Waechter, Juquin. 20 heures-20 h 30 : Mme Laguiller, M. Chirac.

MARDI 19 AVRIL

FR 3, 7 h 30-8 heures : MM. Mitterrand, Boussel (rediffusion).

A 2, 9 heures-9 h 45 : MM. Juquin, Chirac, Le Pen (rediffusion). 13 h 30-14 heures : Mme Laguiller, M. Lajoinie.

FR 3, 17 heures-17 h 30 : Mme Laguiller, M. Lajoinie (rediffusion).

A 2, 19 heures-19 h 30 : MM. Barre, Waechter.

FR 3, à partir de 22 h 15 : MM. Barre, Waechter (rediffusion).

***France-Inter,** 13 h 30-14 heures* : MM. Le Pen, Boussel. 20 heures-20 h 30 : MM. Lajoinie, Mitterrand.

MERCREDI 20 AVRIL

FR 3, 7 h 30-8 heures : MM. Barre, Waechter (rediffusion).

A 2, 9 heures-9 h 30 : Mme Laguiller, M. Lajoinie (rediffusion) : 13 h 30-14 heures sur A 2 : MM. Boussel, Waechter.

FR 3, *17 heures-17 h 30* : MM. Boussel, Waechter (rediffusion).

A 2, 19 heures-19 h 30 : MM. Lajoinie, Juquin.

FR 3, *à partir de 22 h 15* : MM. Lajoinie, Juquin (rediffusion).

France-Inter, 13 h 30-14 heures : MM. Chirac, Mitterrand ; 20 heures-20 h 30 : MM. Boussel, Barre.

JEUDI 21 AVRIL

FR 3, 7 h 30-8 heures : MM. Lajoinie, Juquin (rediffusion).

A 2, 9 heures-9 h 30 : MM. Boussel, Waechter (rediffusion) : 13 h 30-14 heures : MM. Barre, Mitterrand.

FR 3, 17 heures-17 h 30 : MM. Barre, Mitterrand (rediffusion).

A 2, 19 heures-19 h 45 : M. Chirac, Mme Laguiller, M. Le Pen.

FR 3, à partir de 22 h 15 : M. Chirac, Mme Laguiller, M. Le Pen (rediffusion).

France-Inter, 13 h 30-14 heures : M. Lajoinie, Mme Laguiller ; 20 heures-20 h 45 : MM. Waechter, Le Pen, Juquin.

VENDREDI 22 AVRIL

FR 3, 7 h 30-8 h 15 : M. Chirac, Mme Laguiller, M. Le Pen (rediffusion).

A 2, 9 heures-9 h 30 : MM. Barre, Mitterrand (rediffusion) ; 19 heures-19 h 45 : Mme Laguiller, MM. Waechter, Le Pen, Barre, Mitterrand, *Boussel, Chirac, Lajoinie,* Juquin.

FR 3, à partir de 22 h 15 : rediffusion.

A 2, 23 h 15-24 heures : rediffusion.

France-Inter, 20 heures-20 h 45 : MM. Le Pen, Mitterrand, Juquin, Lajoinie, Mme Laguiller, MM. Chirac, Waechter, Boussel, Barre.

● **Pierre Arditti et Alain Delon déprogrammés à « Sept sur sept ».** – A la demande de la CNCL, la direction de l'information de TF 1 a décidé, en raison de la campagne *électorale officielle, d'inviter à une* date ultérieure Pierre Arditti (de sensibilité socialiste) et Alain Delon (proche de M. Raymond Barre), prévus à « Sept sur sept » les dimanches 10 et 17 avril 1988.

● **Protestation des journalistes de BFO-Tahiti.** – Les « retouches » apportées par RFO à deux reportages relatant l'expulsion de onze Polynésiens d'Asie a *provoqué, le mercredi* 6 avril, le mécontentement de la rédaction de la station régionale de Papeete. Les journalistes FO, CFDT et CFTC ont dénoncé, dans une motion commune, *« cette atteinte au pluralisme qui ne peut que nuire à la crédibilité de RFO ».* Marc Drucker, rédacteur en chef, soutient n'avoir procédé à aucune censure mais avoir *« effectué une remise en voix et un remaniement des reportages »* en remplaçant notamment une interview de M. Joinville-Pomare, descendant de l'ancienne famille régnante de Tahiti et chef du Pomare Parti, par un résumé de ses propos. Le Pomare Parti affirme volontiers ses aspirations indépendantistes et revendique, entre autres, le retour de la terre polynésienne aux Polynésiens. Onze de ses membres ont été refoulés de Kuala-Lumpur alors qu'ils s'apprêtaient, dit-on, à se rendre en Libye pour une formation dans les camps d'entraînement. – *(Corresp.)*

L'enquête policière sur les revenus de M. Droit

L'académicien affirme être un « bouc émissaire »

Après les informations publiées dans *le Monde* du 8 avril sur les revenus de M. Michel Droit, membre de la CNCL, l'académicien s'est défendu d'avoir été en contradiction avec les obligations de son mandat à la CNCL. Il s'est également étonné, sur France-Inter, de la « *coïncidence extraordinaire* » grâce à laquelle ces révélations étaient parues « *en même temps que le programme du candidat-président dans lequel la CNCL est sérieusement accrochée* ». Affirmant être le « *bouc émissaire* » à la commission depuis son inculpation en novembre dernier pour forfaiture, M. Droit affirme que l'affaire « *est un coup monté, une opération politique contre la CNCL à travers ma personne* ».

Dans un communiqué, M. Georges Sarre, député socialiste, affirme de son côté, qu'il s'agit d'« *une affaire extraordinairement grave qui ne peut pas être une fois de plus classée au nom de l'arbitraire. Au moment où la fonction de la CNCL consiste à veiller à l'objectivité de l'information pendant la campagne présidentielle, la présence en son sein d'un membre fortement suspecté de s'être décidé par faveur ou intérêt la disqualifie dans sa mission de veiller au respect des règles démocratiques de traitement de l'information. Il appartient au garde des sceaux de veiller et faire veiller à l'application des lois, y compris lorsqu'il s'agit de M. Michel Droit.* »

Société

Les obsèques de Dulcie September

Aucune charge n'a été retenue contre les personnes interpellées à Paris

Les obsèques de Dulcie September, la représentante de l'ANC (Congrès national africain) pour la France, la Suisse et le Luxembourg, assassinée à Paris le 29 mars, devaient avoir lieu, le samedi 9 avril, au cimetière du Père-Lachaise. Au cours de cette cérémonie, M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, devait être le principal orateur français, aux côtés de représentants du mouvement d'opposition sud-africain. Ce privilège accordé au Parti communiste est diversement apprécié parmi les militants français anti-apartheid et suscite un certain embarras au sein de la délégation de l'ANC.

La présidence de la République et le Parti socialiste ont ainsi décidé de n'envoyer de délégation significative que le samedi matin, à la Maison des métallurgistes CGT, où repose la dépouille mortelle de Dulcie September. Celle du PS était conduite par M. Pierre Mauroy, tandis que l'Elysée était représenté par M. Edgard Pisani, chargé de mission auprès de M. Mitterrand, et M. Jean Audibert, conseiller pour les affaires africaines et malgaches.

Depuis la veille, à partir de 17 heures, et durant la nuit, une veillée mortuaire à la mémoire de la représentante de l'ANC s'était tenue à la Maison des métallurgistes. De nombreuses associations de solidarité et des délégations syndicales se sont succédé au micro pour de courtes prises de parole, interrompues par la lecture de messages de soutien venus du monde entier.

Les autorités mozambicaines ont accusé explicitement le gouvernement sud-africain d'avoir commandité l'attentat à la voiture piégée, commis jeudi à Maputo, au cours duquel un avocat sud-africain en exil, membre de l'ANC, Albie Sachs, a été grièvement blessé. *« Les responsables de cet attentat ne peuvent être que ceux qui commanditent et organisent des actes de banditisme contre notre pays, à savoir le régime de Pretoria »*, a affirmé une source officielle, citée par l'Agence d'information mozambicaine (AIM). Par l'intermédiaire de Mme Phyllis Oakley, porte-parole du département d'Etat, les Etats-Unis ont condamné l'attentat. Après l'amputation de son bras droit, Albie Sachs serait dans un état « critique ».

A Paris, cinq des six personnes interpellées jeudi et vendredi par la brigade criminelle dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat de Dulcie September *(le Monde du 9 avril)* ont été relâchées vendredi, en fin de journée. Aucune charge n'a pu être retenue contre elles, et aucun fait matériel n'est venu recouper le renseignement à l'origine de ces arrestations. Cependant la police rechercherait toujours un suspect, de nationalité angolaise, proche de M. Pitha Assesso, président du Parti démocratique libéral d'Angola (PDLA). Ce dernier, interpellé jeudi à Paris, n'a pas été remis en liberté et a été déféré au parquet pour infraction aux conditions de séjour des étrangers, sa carte de séjour temporaire ayant expiré le 9 mars.

Jeux d'ombre sur une enquête incertaine

Curieuse atmosphère que celle qui entoure l'enquête sur l'assassinat de Dulcie September. La police judiciaire fait son travail : un renseignement lui est transmis, elle l'exploite, le confronte aux rares éléments matériels en sa possession et aux quelques témoignages recueillis sur les lieux du crime. Mais, alentour, certains s'agitent, forcent les déductions, alimentent les rumeurs, non sans *a priori* idéologique. C'est ainsi que de l'interpellation, le jeudi 7 avril, d'un réfugié politique sud-*africain blanc, Martijn Van* Geems, et d'un Angolais opposant au régime marxiste de Luanda, Pitha Assesso, on en est arrivé, dans la journée du vendredi 8 avril, à la diffusion d'une prétendue « information » que rien aujourd'hui, tant dans l'enquête de police judiciaire que dans les renseignements des services spécialisés, ne permet d'avancer.

Il fut donc suggéré, avec insistance, que Dulcie September avait été retournée par les services sud-africains et aurait été exécutée par une faction de l'ANC pour cette raison. Pourtant aucune source fiable, aussi bien au ministère de l'intérieur que chez les enquêteurs ou dans le monde du renseignement occidental à Paris, ne confirme une telle hypothèse. A l'évidence, certains milieux français espèrent vivement innocenter le régime de Pretoria et s'en tiennent toujours à la thèse d'un « *règlement de compte entre factions rivales* ». Comment ne pas relever ainsi que cette rumeur discréditant Dulcie September a été diffusée alors qu'était mise en évidence la présence, au cabinet du ministre de l'intérieur, M. Charles Pasqua, d'un éminent représentant du lobby sud-africain en France, en la personne de M. Jean Taousson, chargé de missions et rédacteur en chef du *Courrier austral parlementaire ?*

Toujours est-il que, même s'ils n'ont pas en leur possession de renseignement opérationnel permettant d'établir un lien direct avec les exécutants du meurtre, les spécialistes des services de renseignement occidentaux privilégient, eux, toujours la thèse d'une responsabilité sud-africaine dans l'assassinat. Les événements survenus à Londres, en juillet 1987 (tentative de séquestration de membres de l'ANC), en Belgique, *en février et mars derniers* (tentative d'assassinat et d'attentat à l'explosif visant la représentation de l'ANC), des renseignements faisant état de mouvements d'agents sud-africains en Europe, nourrissent cette conviction. Toutefois, plus qu'au National Intelligence Service (NIS), le service secret sud-africain, c'est au South African Military Intelligence Directorate (SAMID), les services de renseignement militaires, qu'ils imputent les actions punitives contre l'ANC.

Un renseignement non recoupé

Tel est le décor, dans un contexte où les conflits entre services de renseignement alimentent informations et contre-informations. En effet, le MI 6 britannique est actuellement fort « *remonté* » contre son homologue sud-africain, tandis que les services de renseignement américains ne sont pas particulièrement tendres avec les autorités françaises, notamment depuis le départ de l'Iranien Wahid Gordji. C'est dans ce jeu complexe d'un univers de l'ombre qu'est intervenue l'information obtenue par les renseignements généraux (RG), début avril, à peine une semaine après la mort de la représentante de l'ANC.

Pour les RG parisiens, il s'agissait, à l'évidence, d'un renseignement non recoupé, sans doute obtenu de seconde main. Mais sa précision justifiait qu'il soit exploité par la PJ. L'information indiquait que Pitha Assesso, angolais, opposant au régime marxiste du MPLA, avait reçu 60 000 F à Lisbonne (Portugal), qu'il avait ensuite remis à Martijn Van Geems, réfugié politique sud-africain blanc en France, afin d'organiser le meurtre. Un troisième personnage, également angolais, aurait aussi été associé à ce complot dont les commanditaires n'étaient pas précisés par la source des RG.

La brigade criminelle devait donc interpeller Van Geems et Assesso, ainsi que leurs compagnes, puis un Français d'origine congolaise et sa femme, suspectés d'avoir hébergé le troisième homme, toujours introuvable. Les interrogatoires menés au 36 quai des Orfèvres devaient quelque peu discréditer le renseignement des RG. Martjin Van Geems, rencontré vendredi soir, après la fin de sa garde à vue, ne comprend pas ce qui lui arrive.

Agé de vingt-neuf ans, ayant fui la conscription militaire, obtenant pour cette raison – l'objection de conscience n'existe pas en Afrique du Sud – le statut de réfugié politique le 21 mai 1985, il n'est en aucun cas un militant politique chevronné. Artiste et bohème, habitant une HLM de banlieue, il n'est pas membre de l'ANC. Sympathisant de la cause anti-apartheid, il a simplement eu l'occasion d'aider, lors de soirées de solidarité, rencontrant ainsi Dulcie September. Ayant un enfant avec sa compagne, de nationalité chilienne, il assure ne s'être jamais rendu au Portugal, ne pas connaître Assesso jusqu'à ce qu'il le rencontre dans les locaux de la PJ, et émet l'hypothèse que le renseignement obtenu des RG vienne d'un réfugié blanc mozambicain, violemment anticommuniste, croisé dans un centre d'accueil lors de son arrivée en France.

Contrairement à ce que laissaient entendre les mêmes sources qui accréditaient l'hypothèse d'un « retournement » de Dulcie September, il n'est pas membre du Parti communiste. Simplement, on lui a donné, lors d'une soirée de solidarité, une carte des JC – qui *ne porte aucun timbre de cotisation* – et qu'il a gardée par dérision, de même que des amis américains qui l'accompagnaient ce soir-là.

Le PCF a *vivement dénoncé* l'« infamie », présentant les interpellés comme des militants communistes et l'« honteuse calomnie » insinuant que September était un agent double. Les enquêteurs assurent cependant que le Français d'origine congolaise interpellé était détenteur d'une carte du PCF. Père de six enfants, et bientôt d'un septième, il vivrait dans une extrême pauvreté.

Dans tous les cas, aucune charge n'a pu être retenue contre les uns et les autres. A l'exception de Pitha Assesso, dont la carte de séjour n'était valable que jusqu'au 9 mars, déféré pour cette raison au parquet. Le Partido democratico liberal de Angola (PDLA) dont il s'affirme président intrigue. *Aucun spécialiste n'en a* entendu parler en Angola même. Dans un tract imprimé, en notre possession, le PDLA se présente comme un mouvement opposé au régime marxiste de Luanda. Il appelle au « *dialogue national entre le MPLA et l'UNITA* », à la fin de « *toute ingérence étrangère, cubaine, américaine, sud-africaine* », au « *libéralisme économique* » et à l'« *économie de marché* », avec pour mot d'ordre : « *Patrie Paix Unité* ».

Certaines sources présentent Pitha Liboryo Assesso comme un « *mégalomane* » et supposent que ce parti, récemment apparu, serait en fait un moyen commode utilisé par des Angolais pour obtenir le statut de réfugié politique en europe et pouvoir s'y installer. La Ligue des francophones angolais, déclarée à la préfecture de Seine-Saint-Denis fin 1986, est encore plus énigmatique. En son nom, Assesso a écrit, le 29 janvier dernier, au ministère de la justice pour obtenir le droit de visiter des Angolais détenus pour des affaires de droit commun dans les prisons françaises. L'administration pénitentiaire lui a donné son accord, ce qui devait susciter une protestation de l'ambassade d'Angola à Paris. Enfin, le 31 mars, soit deux jours après le *meurtre de Dulcie September*, Assesso a écrit au ministère de l'intérieur pour solliciter une protection. Le 23 décembre 1987, il avait été victime d'un vol de documents (liste des membres du PDLA) et d'argent (3 200 dollars).

Le mystère des exécutants de l'assassinat reste donc entier. Seule piste hypothétique : le troisième homme, réfugié politique angolais, recherché actuellement sur lequel ne pèsent cependant que les soupçons formulés par l'information des RG.

GEORGES MARION et EDWY PLENEL.

La veillée funèbre à la Maison des métallurgistes

« On ne tue pas la révolution »

Les yeux clos, les mains jointes, Satima Ibrahim, la femme du jazzman sud-africain Dollar Brand, prend lentement sa respiration. Debout à côté du cercueil de Dulcie September, elle *entonne, dans un souffle, Sometimes I Feel Like a Motherless Child* (1). La salle se fige. Les allées et venues s'interrompent. Tassée sur sa chaise, la sœur de Dulcie September ferme les yeux.

Depuis l'arrivée du fourgon mortuaire devant la Maison des métallurgistes CGT à 17 h 30, les chants n'ont pas cessé. Les chœurs de l'ANC balancent leurs épaules en faisant frémir leurs voix. Rapidement à l'étroit entre les deux rangées de fauteuils de plastique jaune soigneusement alignés le long du mur, ils se lèvent, bousculent quelques chaises, frappent le sol en cadence. Derrière le cordon qui protège le cercueil, les personnes venues assister à la veillée se laissent gagner par le rythme des chants.

« Nous ne sommes pas là pour pleurer, mais pour nous mobiliser », lance au micro une représentante du bureau de l'ANC de Londres en ouvrant la cérémonie. *« C'est exactement ce que Dulcie aurait voulu que nous fassions. »* Le visage grave, le poing levé, elle entonne les premières mesures de *Nkosi Sikeleli Africa – « Que Dieu sauve l'Afrique »* – un cantique *devenu l'hymne du nationalisme* noir sud-africain. Toute la salle s'est levée. Et de rappeler ensuite la lutte de Dulcie September contre l'apartheid, ses années d'emprisonnement en Afrique du Sud, son exil en France il y a trois ans et demi. *« Les forces de Pretoria l'ont rattrapée jusqu'ici,* poursuit-elle, *mais on ne tue pas la révolution. »*

Au nom de l'AFASPA, l'Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique, Maurice Cukierman, un ami de Dulcie September, s'avance à son tour vers le micro. *« C'est la dernière fois que je suis à tes côtés »,* murmure-t-il. Le timbre est incertain. Maurice Cukierman doit forcer sa voix pour ne pas trembler : *« Ta mort ne fait que souligner la justesse de tes propos : avec l'apartheid, il ne peut y avoir ni rapports normaux ni discussion ».* Un à un, les orateurs se succèdent devant l'immense drapeau aux couleurs de l'ANC tendu au fond de la salle. Tous demandent inlassablement que la France cesse toutes relations avec l'Afrique du Sud. Au-dessus du parterre qui réunit les représentants de l'ANC et ceux des mouvements de solidarité, une banderole exige *« l'application immédiate de sanctions globales ». « Et qu'on ne vienne pas nous dire que de telles décisions puniraient le peuple sud-africain,* précise une représentante du MRAP, *l'Afrique du Sud est sans doute le seul pays au monde dont les habitants eux-mêmes demandent que nous boycottions leurs produits. »*

A quelques mètres de là, les cahiers de condoléances disposés à l'entrée du hall se couvrent de nouvelles signatures. Hésitantes, silencieuses, des dizaines de silhouettes s'avancent en permanence vers le cercueil de Dulcie September. *« Je suis écœuré,* entend-on murmurer, *dire qu'ils ont osé venir la supprimer jusqu'ici. »*

ANNE CHEMIN.

(1) « *Parfois je me sens comme un enfant orphelin.* »

Société

MÉDECINE

La recherche sur le cancer

L'inspection générale des affaires sociales dénonce le pouvoir excessif de l'ARC

Dans un rapport destiné à Mme Michèle Barzach, ministre délégué chargé de la santé et de la famille, l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) met en cause le fonctionnement *« opaque »* de l'institut Gustave-Roussy (IGR) (1) de Villejuif. Ce document de plus de deux cents pages dénonce, d'autre part, le pouvoir de l'Association pour la recherche sur le cancer (ARC), un pouvoir que le président, M. Jacques Crozemarie, exerce *« de manière quasi théocratique »*. Autant de jugements que réfute le professeur Maurice Tubiana, directeur de l'IGR, dans l'entretien qu'il nous a accordé.

Ce rapport, demandé en février 1987, à l'IGAS, était notamment motivé par les nombreuses demandes de dérogations budgétaires présentées au ministère de la santé par la direction de l'IGR.

Après plusieurs mois d'enquête, les trois inspecteurs de l'IGAS, Mme Catherine Bergeal, le docteur Claude Gubler – qui est aussi le médecin personnel de M. François Mitterrand – et M. Maurice Ramond ont rédigé un rapport qui date de décembre dernier et dont les grandes lignes sont aujourd'hui révélées par l'hebdomadaire médical *Impact médecin*. Non seulement ce document met en cause le fonctionnement de l'un des plus beaux fleurons de la médecine française, mais il dénonce aussi les pratiques jugées trop interventionnistes de l'ARC au sein de la recherche médicale.

Avant toute chose, écrivent les inspecteurs de l'IGAS, *« le prestige international de l'IGR, ses succès, ses efforts permanents pour l'innovation, ne doivent en aucune façon être remis en cause »*. De même, le professeur Maurice Tubiana, le directeur de l'IGR, a-t-il, selon l'IGAS, *« une autorité incontestée dans le secteur de la recherche et de l'organisation médicale »*. Cependant, les inspecteurs de l'IGAS disent avoir relevé, au cours de leur enquête, *« un malaise profond atteignant l'IGR dans ses fondements mêmes. Malgré une convivialité affichée et vécue par l'ensemble du personnel, malgré un souci partagé d'excellence dans les soins et l'innovation, de rigueur dans la vie quotidienne, la politique générale de la direction était contestée non seulement par les syndicats, mais par une large partie de l'encadrement »*.

Des financements occultes

Selon l'IGAS, cette *« contestation larvée »* tient pour l'essentiel *« à l'opacité des décisions, en particulier en ce qui concerne les moyens de mise en œuvre de la recherche, à la place non mesurée de cette dernière dans le budget de l'établissement et surtout aux rapports avec l'Association pour la recherche contre le cancer (ARC) (2), dont les liens avec la direction, d'une part, et avec certains chercheurs, d'autre part, ont créé une dépendance lourde et malsaine »*.

Selon le rapport, *« l'organisation de la recherche est insuffisamment maîtrisée et elle entraîne des surcoûts volontairement ou involontairement non évalués »*. Plus loin, on peut lire que *« l'ignorance volontaire des coûts et l'intervention de financements occultes ont mis l'IGR dans un état de dépendance tel qu'il est susceptible de porter atteinte à la sérénité qu'exige la recherche scientifique »*.

A l'origine de cette dépendance, l'ARC essentiellement, qui gère notamment cinq comptes pour l'institut et qui a ouvert des comptes au nom de quarante chercheurs de Gustave-Roussy. Ainsi, peut-on lire dans le rapport, il a pu arriver que l'IGR *« ignore la présence d'équipements se trouvant dans ses murs »* : il suffit pour cela que ces appareils aient été commandés directement par des chercheurs et réglés par l'ARC. Principale conséquence : ces équipements peuvent engendrer des coûts de fonctionnement imprévus. Un exemple : un accélérateur linéaire de particules (le Saturne III) avait été financé par l'ARC (7,9 millions de francs). Mais l'IGR a dû trouver ailleurs 8 millions de francs pour construire le bâtiment destiné à abriter cet appareil.

Selon les inspecteurs, l'IGR aurait dû présenter en toute logique à l'ARC *« une liste d'investissements classés par ordre décroissant de priorité »*. En réalité, l'ARC ne semble pas avoir appliqué cette règle puisque, selon le rapport, cette association *« entend juger de la pertinence des investissements choisis et de la qualité de la recherche menée »*. Parmi les différents critères retenus par l'ARC pour décider de l'attribution de ses financements, l'IGAS remarque que *« les relations personnelles que M. Jacques Crozemarie, le président de l'ARC, peut entretenir avec l'un des chercheurs qui peut servir d'image publicitaire à l'association dans le public, pèsent à l'évidence aussi sur ses décisions »*.

Pouvoirs « quasi-théocratiques »

Plus encore, l'ARC arrivait même à concurrencer l'IGR : *« L'énormité des moyens publicitaires mis en œuvre par l'ARC dans le public,* remarque l'IGAS, *la confusion volontairement entretenue par l'association à son bénéfice entre toutes les institutions hospitalières du plateau de Villejuif (services de cancérologie de l'hôpital Paul-Brousse, institut du CNRS, IGR, ARC), sa politique extrêmement active de séduction auprès des notaires et d'appropriation de legs mal libellés, ne peuvent en effet être que de nature à concurrencer sérieusement l'IGR »*. *« Cette concurrence,* remarque l'IGAS, *est extrêmement préoccupante pour l'institut. »*

« Il existe, ajoutent les rapporteurs, *un marché de la bienfaisance qui, comme tout marché, doit être soutenu. Il est tout à fait normal que l'IGR laisse sans réagir l'ARC inciter les donateurs à lui adresser tous leurs dons et legs pour la recherche contre le cancer, à charge pour cette association de décider souverainement de leur attribution entre les institutions qu'elle souhaite selon ses propres critères. »*

Les rapporteurs concluent : *« Force est de constater que la dépendance de l'institut vis-à-vis de l'ARC est telle que l'IGR ne peut plus se permettre de se défendre contre les initiatives de l'association sans mécontenter son président. Nous y voyons là une preuve du caractère excessif de la dépendance de l'IGR par rapport à l'ARC. »* D'autant plus que, comme le souligne le rapport, le président de l'ARC *« entend ses pouvoirs de manière quasi théocratique »*.

D'une manière générale, note le rapport, *« la direction de l'IGR ne peut se permettre de critiquer les initiatives de l'ARC »*. Il en est ainsi du projet de construction d'un vaste centre de dépistage anticancéreux que beaucoup de chercheurs dénoncent en privé et que personne ne critique publiquement. Preuve s'il en était, affirment les rapporteurs, de *« la puissance de l'ARC au sein de la communauté de la recherche tout entière »*.

F. N.

(1) Situé à Villejuif, l'institut Gustave-Roussy (IGR) avait en 1987 un budget général de 735 millions de francs. Cette même année, 12 à 15 millions de francs avaient été directement versés à l'IGR sous la forme de dons et legs. Pour sa part, l'ARC avait versé, en 1986, 29 millions de francs à l'IGR. En 1986, 2 650 personnes travaillaient à l'IGR dont 380 médecins et 220 chercheurs.

(2) L'Association pour la recherche sur le cancer (ARC) est, avec la Ligue nationale française contre le cancer, l'une des deux principales associations reconnues d'utilité publique chargées de recueillir des fonds privés au profit de la recherche sur le cancer. Regroupant plus de deux millions cinq cent mille adhérents, cette association gère plus de sept cents comptes au profit de laboratoires de recherche établis en France. Présidée par M. Jacques Crozemarie, l'ARC édite un magazine trimestriel, *Fondamental*.

Le professeur Tubiana :

« Rancœur et jalousie »

Le professeur Maurice Tubiana, directeur de l'Institut Gustave-Roussy, réfute en bloc les accusations contenues dans le rapport de l'IGAS. *« Il est exact,* nous a-t-il déclaré, *que nous sommes en partie financés par l'ARC, et ceci pour une simple raison : depuis quelques années, notre budget est en légère régression en francs constants. Cette érosion budgétaire est incompatible avec le développement de la recherche clinique que nous avons engagée depuis dix ans. Notre règle de fonctionnement étant que nous consacrons 5 % de notre budget à la recherche, il nous a donc fallu faire appel à l'aide privée. Et c'est pourquoi nous avons fait appel à l'ARC. »*

Selon le professeur Tubiana, la contribution de l'ARC au budget recherche de l'IGR est d'environ 20 %. *« Dans ces conditions,* ajoute-t-il, *dire que nous sommes inféodés à l'ARC est donc déraisonnable. J'ajoute, d'autre part, que l'IGR ne représente que 6 % du budget total de l'ARC. »*

« Cet argent que l'ARC nous donne, poursuit le professeur, *n'a jamais servi à embaucher du personnel permanent. Nous l'avons seulement utilisé pour prendre quelques vacataires, accorder des bourses à certains chercheurs et acquérir du matériel. Mais il faut, en outre, savoir que, parallèlement, nous avons encouragé les dons et legs faits directement à l'IGR : en 1981, ce mode de financement était d'environ 2 millions de francs ; il est aujourd'hui de 25 millions. Soit plus que ce que nous donne l'ARC. Il faut ajouter à cela qu'une politique active de contrats avec l'industrie nous a permis de recueillir cette année environ 10 millions de francs »*.

Selon le professeur Tubiana, ces sommes ont permis, d'une part, de développer les greffes de moelle (l'IGR est de ce point de vue le premier centre en Europe) ; d'autre part, de développer la recherche clinique et l'immunothérapie. *« Au total,* indique le professeur Tubiana, *nous avons fait de l'IGR le premier centre anticancéreux de France. Un centre qui peut se comparer avec les instituts les plus prestigieux du monde »*.

Alors pourquoi cette ambiance parfois difficile au sein de l'Institut ? *« Il est certain,* répond le Pr Tubiana, *que cette politique très active a suscité beaucoup de rancœur et de jalousie »*.

Concernant l'accélérateur de particules mentionné dans le rapport, le professeur indique que son acquisition était devenue nécessaire pour premettre d'irradier des moelles. *« Grâce à lui, nous pouvons en faire aujourd'hui environ deux cents par an. Quant au bâtiment qu'il a fallu construire pour le loger, il a été entièrement financé par un don. Dans cette affaire, la Sécurité sociale n'a pas dépensé un centime »*.

« Des hauts et des bas »

Sur le fond, comment juge-t-il ce rapport et les conclusions qu'il tire ? *« Je crois,* répond le professeur Tubiana, *qu'à travers l'IGR, c'est en fait l'ARC qui est visée. Nos relations avec l'ARC ont connu des hauts et des bas. Mais dans l'ensemble, je veux dire que cette association nous a donné beaucoup de moyens. Et qu'elle ne s'est jamais immiscée dans les affaires de l'IGR. Cela dit, afin d'améliorer nos rapports, nous négocions actuellement une convention de partenariat. Il ne faut pas avoir une attitude dogmatique concernant les financements privés. Regardez ce qui se passe aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne. J'ajouterai enfin que les critiques formulées par l'IGAS à propos du centre de dépistage anticancéreux ne tiennent pas : ce centre ne sera pas construit à Villejuif, mais à l'hôpital Saint-Louis de Paris... »*

Aujourd'hui, le professeur Tubiana dit ne pas comprendre ce qui a pu motiver un tel rapport. Arrière-pensée politique ? Jalousie des milieux médicaux vis-à-vis des centres anticancéreux et de leur statut particulier ? Dans quelques mois, ce cancérologue de réputation internationale va partir à la retraite. Le 1er octobre prochain, c'est le professeur Robert Flamant qui lui succédera à la tête de l'IGR (l'arrêté a été signé il y a huit jours par Mme Barzach).

FRANCK NOUCHI.

URBANISME

Faire revivre des quartiers malades

Mantes-la-Jolie ville-laboratoire

(Suite de la première page.)

Le 9 mars dernier, Paul Picard a piloté à travers le Val-Fourré une vingtaine de spécialistes étrangers, réunis à Paris pour un séminaire international sur les quartiers en crise. Chicago, Glasgow, Budapest, Belgrade et maintes autres villes souffrent des mêmes maux que les nôtres.

Monsieur le maire n'a pas proposé de potion magique. Il a montré au contraire qu'au dépérissement d'un quartier on ne peut opposer qu'une somme d'efforts multiples, coûteux, prolongés et dont les résultats peuvent être à tout instant remis en cause. L'idée forte, c'est qu'on ne sauve pas un grand ensemble sans associer ses habitants. On a redécouvert en somme cette idée simple : seule la démocratie au quotidien, celle qui s'exerce au ras de l'asphalte, peut garantir le bon fonctionnement d'une collectivité.

Pour que la population « y croie » il faut d'abord lui offrir un minimum de confort. Sur les 8 300 logements du Val-Fourré, près de la moitié ont été réhabilités ou sont en chantier. A l'intérieur, les appartements trop vastes sont coupés en deux et les ascenseurs modernisés. A l'extérieur, les tristes et maigres façades des immeubles sont doublés de parois isolantes, agrémentées de loggias et repeintes de neuf. Pour donner un peu de dignité aux entrées, les architectes les soulignent de frontons à colonnes. Dans les cours, les jardiniers municipaux sèment du gazon et plantent des fleurs, sans se lasser.

Autre condition du mieux-vivre : l'adéquation de logements aux besoins des locataires. Vaste problème, car la plupart des appartements sont attribués de manière autoritaire à des ayants droit qui sont trop contents d'avoir un toit pour réclamer autre chose. La préfecture, la mairie, les grandes entreprises logent leurs « ressortissants » dans les locaux que chacun a contribué à financer. Aucune souplesse dans ce système. Solution : une bourse des logements, imaginée par Paul Picard, de manière à faciliter les échanges. Mais ce sont des montagnes administratives à soulever.

Le chômage est évidemment un ulcère permanent qui ronge ces termitières, où l'on n'a pas prévu la moindre zone d'activité. Le maire de Mantes fait feu des quatre fers, mais avec de bien maigres moyens. Il offre aux entreprises qui voudraient s'installer chez lui des ateliers-relais à loyers très modérés. Il fait construire un « hôtel industriel » pour celles qui ne trouvent pas de locaux. Une petite équipe de « développement économique » cherche des repreneurs pour les commerces qui ferment. Premier succès : Leclerc va rouvrir l'une des grandes surfaces.

Du théâtre à domicile

Mais le problème numéro un reste la participation des étrangers aux activités collectives. Elle passe évidemment par leur intégration progressive, ce qui n'est pas une mince affaire. Malgré de véhémentes protestations, Paul Picard et sa municipalité ont accepté la construction d'une mosquée à Val-Fourré. Mais en même temps, ils ont ouvert une cinquantaine de locaux municipaux où les habitants peuvent se rencontrer. Les écoliers d'origine étrangère viennent faire leurs devoirs à la bibliothèque, inaugurée en 1984. Ils y trouvent une aide que leur famille est incapable de donner.

Les parents sont conviés à des cours d'alphabétisation. Pour faire sortir les Maghrébines de leur foyer, on leur a offert un local, où elles se réunissent chaque après-midi, par dizaines, à l'écart des hommes, mais avec des Françaises. Des machines à tricoter et des tables de coupe pour la confection de robes sont à leur disposition.

Puisque les immigrants ne viennent pas au théâtre, c'est le théâtre qui va chez eux. Une troupe de comédiens va jouer dans les appartements d'HLM, soir après soir. Elle a ainsi touché deux mille spectateurs en trois mois.

Réussira-t-on à arrimer le Val-Fourré à Mantes-la-Jolie ? L'aide de l'Etat au développement social des quartiers doit prendre fin cette année. Paul Picard demande un nouveau contrat de cinq ans. *« Nous avons réussi à éviter ici une explosion type Minguettes,* dit-il. *Mais rien n'est gagné. Il faut tenir jusqu'à ce que les enfants d'immigrés parviennent à l'âge adulte. Quand les Rachida et les Mohammed – qui sont français – prendront la place de leurs parents, alors le Val-Fourré pourra devenir un quartier comme les autres. Que Mantes soit une ville banale, dont on ne parle plus, c'est tout ce que je souhaite. »*

MARC AMBROISE-RENDU.

JUSTICE

La mort de Guy Floch, ancien premier vice-président du tribunal de Paris

Tendre juge

Guy Floch est mort, le vendredi 8 avril, à l'hôpital du Val-de-Grâce à Paris. Né le 15 mars 1923 à Rambervilliers (Vosges), il commença sa carrière de magistrat en 1950 dans la France d'outre-mer, avant de rentrer en métropole en 1963 où il fut substitut à Corbeil (Essonne) avant d'être nommé, à Paris, substitut du procureur de la République jusqu'en 1973, puis successivement juge d'instruction (il instruisit notamment le dossier de Broglie), président de la cour d'assises et, en 1984, premier vice-président chargé des affaires pénales, poste qu'il venait de quitter.

Il faisait froid dans la longue galerie qui mène à la Cour de cassation. Les lumières s'éteignaient progressivement, et on venait de couper le chauffage. Par petits groupes magistrats et journalistes devisaient en attendant l'annonce, le 10 décembre dernier, du dessaisissement sans précédent du juge Grellier dans l'affaire Michel Droit.

Parmi ces magistrats d'ordinaire plus discrets, Guy Floch avait tenu à venir. Il était malade et tout le monde le savait. Fatigué, le premier vice-président du tribunal de Paris, chargé des affaires pénales et de l'instruction, n'était plus au Palais que par intermittence, grignoté par une maladie dont il savait bien qu'elle ne lui laisserait plus de répit.

Mais Guy Floch, une fois de plus, avait décidé d'être là, en signe de solidarité. Les hiérarques de la justice se faisaient rares, et si certains venaient en curieux, sa présence ne passait pas inaperçue. Un bel hommage à un « petit juge » en difficulté qu'il n'hésita pas à convier dans son bureau, le sacro-saint « 101 » avec ses collègues, autour d'une coupe de champagne, au moment où il était le plus durement attaqué. Cela ne se voulait pas une provocation ou un pied de nez, mais un signe de tendresse, dont Guy Floch n'était pas avare. Aussi, lorsque, dans l'après-midi du 8 avril, la nouvelle, pourtant attendue, de sa mort s'est répandue, l'émotion au Palais ne fut pas feinte. On saluait bien sûr celui qui, refusant de mener une vie de malade *« quitte à la raccourcir »*, *« aimait bien être debout »*. Au propre comme au figuré. Mais on s'attachait aussi – dans une étonnante unanimité pour le monde de jalousies et d'aigreurs que peut être la justice – à saluer sa rigueur, son courage professionnel et son indépendance.

Commencée en 1950 dans la France d'outre-mer sa carrière de magistrat se poursuit, au début des années 60, comme juge d'instruction dans l'Essonne, puis comme substitut à Paris. Il y fut nommé juge d'instruction en 1973, avant de présider les assises puis d'être nommé premier vice-président en octobre 1984.

Les prolongations manquées

A l'instruction, il ne manqua pas de grands dossiers : les enlèvements de Louis Hazan ou de Guy Thodorof, le hold-up avec prise d'otages de l'avenue de Breteuil, l'affaire de la rue Toullier où « Carlos » abattit deux inspecteurs de la DST et un ressortissant libanais. Mais le plus dur fut sans conteste l'affaire de Broglie où il dut, par des voies détournées, se procurer les rapports de police annonçant l'assassinat trois mois avant qu'il n'ait lieu et qu'il ne joignit pas – tenu par la parole donnée à son informateur – au dossier d'instruction.

« Il y a deux façons de faire son métier : rester dans son bureau et attendre que cela vienne, c'est l'attitude normale. On peut aussi vouloir en savoir un peu plus. Il y a deux juges qui en sont morts. A-t-on le droit de se boucher les yeux et les oreilles ? J'ai pris mes responsabilités » déclarait-il lors du procès. Vilipendé par l'avocat général, M. Marcel Dorwling-Carter, en butte aux attaques du président de la cour d'assises, M. André Giresse, qui l'accusa d'avoir dissimulé des preuves, Guy Floch dut se défendre. Il le fit avec toute sa conscience et ne porta, avec répugnance, l'affaire sur la place publique – et devant la justice – que bien des années plus tard lorsque, dans un livre vengeur *Seule la vérité blesse*, M. André Giresse lui sembla avoir dépassé les bornes de l'honnêteté et de la bienséance.

Président de la cour d'assises *« il était généreux sans être faible »* se rappelle un avocat. *« Il ne cédait jamais au bon mot ou à l'effet facile, ni ne cherchait à faire rire aux dépens d'un accusé. Il faut distinguer les magistrats des juges. Lui, c'était un juge, et c'est le plus beau compliment qu'on puisse faire. »*

Sans *a priori* politique, *« très égal avec tous »*, chaleureux, toujours attentif aux difficultés de « ses » juges lorsqu'il fut nommé premier vice-président et quand les rémissions de son mal le lui permettaient, Guy Floch devait, à soixante-cinq ans, prendre sa retraite en mars dernier. Mais dans un petit mot envoyé à tous les juges d'instruction parisiens – et à leurs greffiers – il leur annonçait : *« Au terme d'une carrière de trente-sept ans, je m'apprête à jouer les prolongations en devenant juge au tribunal et appelle à célébrer ce modeste événement »*, autour d'un pot dans son bureau. Ils s'y seraient rendus avec bonheur, pour une fois solidaires. La vie n'a pas laissé le temps à Guy Floch de rempiler.

AGATHE LOGEART.

SCIENCES

Démission d'un nouveau responsable à l'ORSTOM

Le responsable de la Mission de l'information scientifique et technique (MIST) de l'Institut français de recherche en coopération pour le développement (ORSTOM), M. Jean-Yves Martin, vient de démissionner. En juin 1987, quatre chefs de départements avaient quitté l'organisme pour protester contre sa *« remise au pas autoritaire »* et la présentation d'un plan de restructuration présenté par le nouveau président du conseil d'administration, M. François Doumenge, dans lequel le nombre des départements scientifiques passait de huit à cinq.

Dans sa lettre au directeur général de l'ORSTOM, M. Jean-Yves Martin indique qu'il a continué à assumer les responsabilités qui étaient les siennes depuis 1983 parce qu'il pensait *« qu'il était possible (...) de mener une politique cohérente de l'information scientifique et technique hors des remous politiciens. Les derniers événements m'amènent,* dit-il, *à conclure que ce n'est pas possible dans les circonstances présentes. Elles dénotent en effet une volonté de prise en main des outils d'expression scientifique et de contrôle de cette expression »*.

CINÉMA

Les sixièmes Rencontres de Quimper

Nicholas Ray, témoin et martyr

Après la « glasnost » soviétique l'an dernier, Quimper nous invitait cette année à « revoir » Nicholas Ray, l'un des auteurs fétiches des Cahiers du cinéma.

Père fondateur de l'introspection au cinéma, modèle jamais renié de Jean-Luc Godard, Nicholas Ray a vécu, et jusqu'à son dernier soupir, le mythe d'un cinéma miroir, d'un cinéma purificateur. *« Je travaille très dur*, précisait-il dans l'interview la plus personnelle de sa carrière (*les Cahiers du cinéma*, mai 1978), *à aider les gens à lever leurs inhibitions. »*

Né dans le Wisconsin, au cœur de l'Amérique profonde, Nicholas Ray grandit en pleine dépression. Avec Elia Kazan et Joseph Losey, il symbolise cette génération de cinéastes américains confrontés à l'effondrement du mythe américain dans les années 30 et à celui du vieil Hollywood deux décennies plus tard. Entre les deux, la seconde guerre mondiale, que Ray ignore probablement pour des raisons de santé, et l'épisode du maccarthysme, à la fin des années 40, qu'il traverse sans encombre, à l'opposé de Losey et de Kazan.

C'est par l'entremise de John Houseman, le « découvreur » d'Orson Welles, qu'il échoue à Hollywood en 1947, chez RKO. Le studio, une des cinq *majors* de la profession, se lance alors dans l'entreprise la plus originale conçue par les usines du rêve hollywoodien : recycler la production des films B, transformer les compléments de programme en œuvres de recherche, tourner des petits films libres mais réalisés avec l'appareil technique d'un grand studio. Nicholas Ray entreprend ainsi *They Live by Night (les Amants de la nuit)* : c'est un chef-d'œuvre.

Ses héros sont jeunes, ils s'aiment, ils courent à leur perte dans cette Amérique de la crise que le cinéaste esquisse à peine. L'un et l'autre (Farley Granger et Cathy O'Donnell) *se trouvent liés par le simple* hasard de la naissance ou des circonstances à de minables gangsters. Bowie, le garçon, y laissera sa peau, pour le malheur de Keechie, sa bien-aimée. Nicolas Ray esquisse en mineur, sans jamais forcer la note, la romance de pauvres amants à la dérive.

Révolte contre la famille

Le cinéaste partage sa carrière entre les studios de RKO où il est sous contrat et ceux de Columbia et de Republic. En 1952-1954, il réussit un très beau doublé : *les Indomptables*, avec Robert Mitchum, et *Johnny Guitar*, avec Joan Crawford et Sterling Hayden. Sur fond de western, loin des rêves héroïques de John Ford, il montre une Amérique soudainement racinienne, où seule compte la passion amoureuse. Le thème, frôlé dans *les Indomptables*, devient le nerf du récit dans *Johnny Guitar*, avec ce héros de nulle part parti retrouver, dans un coin perdu de l'Ouest, la femme qu'il a aimée et visiblement trahie, mais qui l'aime toujours à la folie. Et Ray met sur l'écran, physiquement, l'objet de cette passion, un Sterling Hayden d'une élégance, d'une souplesse féline à faire pâlir les danseurs étoiles du New York City Ballet.

En 1955, Nicholas Ray rencontre James Dean *et la Fureur de vivre (Rebel Without a Cause)*. Moins beau, moins abouti, moins équilibré que *les Amants de la nuit*, le film s'inscrit dans cette courte période qui nous sépare de la contestation des années 60, avec une force prémonitoire : révolte contre la famille, violence, quête d'un refuge, recherche d'une autre façon de vivre, perte de la conscience. Le réalisateur entame une dérive vers le social, qui marque définitivement sa carrière et annonce tout ce qui va suivre. *Derrière le miroir (Bigger Than Life, 1956) avec James Mason permet* à François Truffaut, encore critique, d'écrire une de ses plus brillantes analyses (*les Films de ma vie*, 1975). Toute l'œuvre du cinéaste sera désormais une ouverture sur son univers intime.

La trajectoire de Nicholas Ray s'infléchit de manière décisive après les événements de 1968 auxquels il est mêlé d'assez près, tant aux Etats-*Unis* qu'en France. *Interrompue* volontairement, sa carrière hollywoodienne n'est qu'un souvenir. En 1969, Ray est à Chicago pour le procès des Sept, révélateur de l'encroûtement de l'establishment. Toujours à Chicago, il filme au pied levé les événements qui suivent immédiatement l'assassinat du leader noir Fred Hampton. Fin 1971, il part enseigner le cinéma au Harpur College, une dépendance de l'université de New-York; il crée une communauté cinématographique au milieu d'une ferme qu'il a achetée. Deux films témoignent de cette expérience : *We Can't Go Home again (Impossible de rentrer chez soi)*, une œuvre collective, et *I'm A Stranger Here Myself (Je suis un étranger ici)*, un documentaire de David Helpern. A la fin des années 70, il vit à New-York-même le bouillonnement culturel qui a suivi la contestation. Il meurt du cancer le 18 juin 1979, coréalisateur et cointerprète, avec Wim Wenders, du film le plus impudique de l'histoire du cinéma, *Nick's Movie*.

LOUIS MARCORELLES.

★ A lire, deux récentes monographies de Nicholas Ray, par Pierre Giuliani (Edilig, 1987, 59 F) et Jean Wagner (Rivages, 1987, 45 F), ainsi que la brochure publiée par Marc Ruscart à l'occasion des Rencontres (27, rue Chapeau-Rouge, 29000 Quimper). 50 F.

« Meurtre d'un cinéaste », un livre de Sydney D. Kirkpatrick

Une enquête de King Vidor

Au lieu d'écrire une biographie de King Vidor, Sydney Kirkpatrick retrace une année de la vie du grand cinéaste. Celle où ce dernier tente de résoudre l'énigme d'un meurtre vieux de quarante ans. Un véritable roman policier.



COLLECTION KING VIDOR

King Vidor et Colleen Moore sur le tournage de « The Sky Pilot » en 1922

Qui connaît, aujourd'hui, William Desmond Taylor, célèbre réalisateur américain du cinéma muet qui dirigea Mary Pickford et Mary Miles Minter, dont il avait essayé de faire une nouvelle « petite fiancée du monde » ? Personne, même si l'on trouve sa trace dans un ou deux dictionnaires. Né en 1870, William Desmond Taylor est mort assassiné chez lui dans la nuit du 1er au 2 février 1922, et l'on ne sut jamais qui était coupable du meurtre. On se souvient peut-être qu'à la même époque l'acteur Fatty Arbuckle avait été mêlé à un scandale de mœurs et que Hollywood pendant ces années folles avait mauvaise réputation. Mais encore ?

En 1967, King Vidor — il avait soixante-douze ans — eut envie d'écrire un scénario et de tourner un *film sur le mystère Taylor. Quarante* ans avaient passé ; il restait quelques témoins de l'affaire. Vidor se transforma en détective, remonta aux sources autant qu'il le put, découvrit bien des choses bizarres dans les anciennes enquêtes de police et, en fin de compte, la vérité. Pourtant, il n'écrivit jamais le scénario.

Tout cela serait resté dans l'ombre si un journaliste et réalisateur de courts métrages, Sydney D. Kirkpatrick, n'avait, dans les années 80, en préparant une biographie « autorisée » du grand King Vidor, eut vent, par la famille et les amis, d'un projet secret du cinéaste en 1967. Il finit par découvrir les documents manquants pour cette année-là dans un coffre fermé de la maison d'invités de King Vidor à Beverly Hills. Et au lieu d'écrire une biographie de King Vidor, le journaliste écrivit *« l'histoire de King Vidor en train de résoudre le meurtre de William Desmond Taylor »*. Un véritable roman policier auquel *vous devrez, si vous vous mettez* à le lire le soir, une délectable nuit blanche.

L'intrigue est ténébreuse comme dans les enquêtes menées par les détectives privés de Dashiell Hammett ou de Raymond Chandler, mais, puisque l'enquêteur et son biographe sont des hommes de cinéma, on a l'impression d'entrer directement dans un film où les époques se mêlent, avec des retours en arrière. Sydney D. Kirkpatrick est un habile homme : son livre est écrit et découpé comme un scénario. Si, en 1967 (on verra pourquoi), King Vidor avait des raisons de ne pas donner suite à son projet, une fois le mystère élucidé par lui, le récit — le film possible — ne peut plus aujourd'hui gêner quiconque.

Un monde de mensonges enfouis

Sydney D. Kirkapatrick n'avance rien qu'il n'ait vérifié, cite toutes ses sources, mais, lorsque sur les faits rapportés se greffent des conversations dont on sait bien qu'elles n'ont pu être *sténographiées, son imagination* donne aux comptes-rendus la dimension cinématographique de la recherche du « Rosebud » dans *Citizen Kane*, d'Orson Welles, ou de *Toute la vérité sur Eve*, le film de Mankiewicz. C'est d'ailleurs ce qui est passionnant.

On retrouve William Desmond Taylor, individu très complexe qui avait caché son nom véritable et son homosexualité (ce ne fut pas la cause de sa mort), et les mystères d'Hollywood en 1922, mais le personnage essentiel, intéressant, déterminant, est King Vidor. Le vieil homme, écarté des studios dirigés par des technocrates, rêve à son propre Hollywood, croise Gloria Swanson et ses contemporains survivants et *reprend une idylle* avec Colleen Moore, vedette, elle aussi, du cinéma muet, femme jadis aimée, ce qui va lui attirer la colère de sa troisième épouse Betty. A mesure qu'il lève le voile sur l'affaire Desmond, King Vidor précipite la brouille avec Betty. Elle le chasse de leur maison et lègue tous ses biens à son berger allemand Toby, qui mourut deux ans après... King Vidor.

Partagé entre son projet et sa vie privée, le cinéaste-détective avance dans un monde de mensonges enfouis, de fantômes évoqués, de gens très âgés qui tiennent encore en *mains des lambeaux du passé*. L'actrice Mabel Normand, Mary Miles Minter et sa terrible mère et « impresario » Charlotte Shelby, assurent la pérennité de l'Hollywood mythique à travers les années, et l'on est parfois tout près de *Sunset Boulevard*. Par contre, en 1967, dans l'entourage de King Vidor, il y a bien des personnages familiers, telle la secrétaire Thelma Carr, avec lesquels on vit une chronique intimiste.

Rétro années 20, rétro années 60..., il n'y aurait plus, en somme, qu'à distribuer les rôles. *Pour peu que la nostalgie s'en* mêle...

JACQUES SICLIER.

★ *Meurtre d'un cinéaste*. La vérité sur l'affaire qui secoua Hollywood, par Sydney D. Kirkpatrick. Editions Calmann-Lévy, 272 p., ill., 96 F.

MUSIQUE

« L'opéra autrement » à Villeneuve-lès-Avignon

Passerelles entre paroles et musiques

Penser « l'opéra autrement », tel est le but de l'atelier pédagogique « musique et théâtre » qui vient de se tenir à la chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon.

C'est bien pour ouvrir des voies originales que Claude Samuel, l'association Acanthes et la Fondation FNAC (1) ont organisé la rencontre « musique et théâtre » à Villeneuve-lès-Avignon : de jeunes comédiens et chanteurs, déjà professionnels, étaient rassemblés pendant douze jours pour étudier des méthodes vocales et gestuelles nouvelles avec des musiciens et des gens de théâtre.

Nos moines provisoires, les cinquante-trois stagiaires retenus (sur cent vingt postulants) évoluaient avec bonheur entre la maison du procureur, la salle gothique, le tinel et la boulangerie des chartreux. Ils commençaient leur journée par un travail de la voix (avec Lorraine Nubar, la grande pédagogue américaine) et de la « disponibilité corporelle » (avec Alain Maratrat ou Albert Jatton), expériences très *enrichissantes pour certains*, tant ces techniques fondamentales de la mise en condition physique sont souvent négligées.

L'après-midi, ils se partageaient entre quatre ateliers. Les deux Jean-Claude, Malgoire et Penchenat, associés au Festival d'Aix-en-Provence pour *Tancrède* et *Psyché*, faisaient porter leurs exercices sur le parallélisme entre la tragédie de Racine et l'opéra de Lully, les relations entre déclamation musicale et déclamation théâtrale.

C'est sous des formes très différentes que Georges Aperghis et Philippe Minyana établissaient des passerelles entre paroles et musique : par exemple à partir d'un texte surréaliste, tragi-comique, découpé en sections brèves enchaînées par une quinzaine de comédiens qui apportaient chacun leurs réactions, leurs émotions, poussées peu à peu au paroxysme : cette *« machine à fabriquer des paroles explosives »*, selon l'expression d'Aperghis, prenait alors l'intensité d'un film d'actualité ou d'une vision d'épouvante.

Deux autres ateliers étaient plus directement liés à des spectacles placés sous le signe du mythe. A partir des *Histoires sacrées* de Carissimi, *« opéras miniatures où le souci du détail peut en permanence être référé au point de vue de l'ensemble »*, Christian Gangneron amenait les chanteurs à inventer eux-mêmes leurs gestes et leur mise en scène dans un va-et-vient permanent avec la musique en fonction de la personnalité de chacun : *« Il faut trouver la bonne distance... celle au moment où tu en as envie, si tu en as envie... »* Et bientôt la vérité de l'œuvre *(Jephté, le Jugement de Salomon)* jaillissait, dans le réseau serré d'une analyse dramatique et la *réponse instinctive, puis codifiée*, de l'interprétation. Sans costumes, sans décors, par la seule évidence scénique et musicale, on était pris.

Même force envoûtante dans *l'atelier de Farid Paya, l'auteur de l'Opéra nomade*. Ici aussi on part d'un thème antique, mais la création s'étend du geste au canevas de l'action et à la musique. Tel un sorcier, Paya modèle l'improvisation, fondée sur quelques bribes de texte français et des chants populaires orientaux ou inventés, qui s'enfle jusqu'à la transe.

Ces stages forment un excellent prolongement du cycle pédagogique estival mené par le centre Acanthes dans cette même chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon, qui revêtira cet été (2) un éclat particulier avec la présence de Pierre Boulez et la création de *Repons* dans sa version définitive.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) « L'opéra autrement » est financé à hauteur de 800 000 F environ par la Fondation FNAC (400 000 F), le conseil supérieur du mécénat au ministère de la culture, le conseil régional de Languedoc-Roussillon et le SACD, les stagiaires versant un droit de 600 F, souvent pris en charge par une bourse.

(2) Du 4 au 20 juillet (renseignements : Acanthes, 146, rue de Rennes, 75006 Paris).

RECTIFICATIF. — Par suite d'un défaut de transmission, une erreur s'est glissée dans l'article de Jacques Lonchampt, *le Monde* du 6 avril. Il ne s'agissait pas de « parc » mais de « Pâques » musicales.

ACTION CULTURELLE

Une salle pluridisciplinaire près de Central Park

La ligne Paris-New-York

Montand, Messiaen, Cocteau, Malle and Cº : la France à la (2e) conquête de l'Amérique.

L'Institut français de New-York et l'Alliance française bénéficient d'une nouvelle salle de spectacle à quelques pas de Central Park. Situé 55, East 59e rue, le Florence Gould Hall — 400 places — est un espace pluridisciplinaire. Il sera voué au théâtre, au concert, au ballet et au cinéma. Il fera également office de salle de conférences et de congrès.

Financée en partie par la fondation Florence J. Gould, une riche Américaine qui vécut longtemps à Paris et fut une mécène des arts et lettres, — la construction du centre correspond, selon l'architecte Peter George, au dernier cri de la technique dite d'« acoustique variable » : les murs, les éléments de la scène et les plafonds sont en effet mobiles et peuvent assumer une variété de positions, à la recherche de l'angle optimal.

Le nouvel espace a été inauguré le mercredi 6 avril, avec la première américaine des *Mariés de la tour Eiffel*. L'œuvre de Jean Cocteau a *été exécutée par une troupe* composée à la fois de Français (mise en scène) et d'Américains (chorégraphie et direction d'orchestre).

De même, les 14 et 15 avril, hommage sera rendu au compositeur Olivier Messiaen, à l'occasion de son quatre-vingtième anniversaire. La première soirée sera consacrée à *Des canyons aux étoiles*, avec Yvonne Loriod au piano et l'orchestre de l'église Saint-Luke de New-York. A la fin du mois, le Groupe de recherche chorégraphique de l'Opéra de Paris y fera ses premiers entrechats new-yorkais.

Enfin, la première manifestation cinématographique se déroulera début mai, avec une semaine consacrée aux films où la musique tient un rôle important, du *Don Giovanni*, de Joseph Losey (et Mozart) à l'*Alexandre Newsky*, d'Eisenstein (et Prokofiev).

En attendant, en collaboration avec le Musée d'art moderne (la Cinémathèque de New-York) et sous l'égide de Perspectives du cinéma français, s'est ouvert, le 8 avril, un cycle de films français inédits (aux Etats-Unis). Au programme, entre autres : *Tandem*, de Patrice Leconte ; *Poussière d'ange*, d'Edouard Niermans ; *les Keufs*, de Josiane Balasko ; *le Cri du hibou*, de Claude Chabrol ; *Travelling avant*, de Jean-Charles Tachella ; *les Innocents*, d'André Techiné ; *Agent trouble*, de Jean-Pierre Mocky, le double Agnès Varda-Jane Birkin : *Jane B. par Agnès V.*, et *Kung fu Master*. Nathalie Baye, Josiane Balasko, Jean-Claude Brialy et Agnès Varda feront le voyage pour *« faire sonner les tambours »*, comme disent les Américains.

Toujours dans le cadre de ces *Perspectives, seront exposées* une série d'affiches de films français (collection de la Cinémathèque et archives de Martin Scorsese), et un hommage sera rendu à Louis Malle, qui saura mardi prochain s'il a obtenu l'oscar du meilleur film étranger à Hollywood.

Enfin, soirée de gala et de bienfaisance, le Lincoln Center et la Film Society rendront un grand hommage *le 25 avril prochain* à Yves Montand.

HENRI BEHAR.

● **PHOTO : prix Niepce 1988.** — D'un montant de 70 000 F, grâce à la Fondation Hewlett-Packard, le prix Niepce 1988 a été attribué au photographe japonais Keiichi Tahara pour sa série sur les statues et ses portraits. Organisé par l'association Gens d'images, sur un mode de sélection différent, ce prix nouvelle formule est destiné à couronner une œuvre déjà confirmée.

Agé de trente-six ans, Tahara est largement connu en France, où il réside depuis 1972, et à l'étranger. Outre une exposition en juin au CNP, son travail fera l'objet d'une rétrospective à *l'Espace Photo de Paris*, du 20 septembre au 6 novembre prochains.

THÉATRE

Robert Hossein met en scène la Révolution de 1789

Le metteur en scène Robert Hossein avait pour la célébration du bicentenaire de la Révolution de grandes ambitions : un film de long métrage pour le cinéma et une série de six heures pour la télévision, écrits par l'académicien Alain Decaux, l'écrivain Daniel Boulanger et son complice Georges Soria. Mais, par manque de temps — le film n'aurait été achevé qu'en 1990 — et surtout par manque d'argent — *« nous n'avons obtenu aucun soutien des pouvoirs publics »* — il a dû renoncer, *« avec déception et nostalgie »* à ces projets.

Il en aurait fallu plus pour décourager celui qui avait mis en scène il y a déjà longtemps *Danton et Robespierre*. Devançant l'appel, Robert Hossein proposera au public dès le 18 novembre prochain un spectacle nouveau : *la Liberté ou la Mort*, signé Decaux et Soria, sur la grande scène du Palais des congrès de Paris. *Avec le soutien de ses* seuls producteurs — le Palais des sports, Alap-Lumbroso, Roland Hubert, peut-être rejoints par TF 1 — il retracera, avec la complicité du public assemblé en une sorte de forum, *« l'histoire des hommes qui ont contribué à la naissance des droits de l'homme, depuis la mort de Louis XVI jusqu'au Directoire »*. Les spectateurs, comme pour *l'Affaire du courrier de Lyon*, dernière mise en scène de Robert Hossein, jugeront en leur âme et *conscience de l'attitude du roi*, des montagnards et des girondins, de Danton, Desmoulins, Robespierre, Saint-Just et de tous ceux qui *« se sont opposés, livré un combat sans pardon, sans appel, tous dignes de foi »*.

Spectacles

théâtre

SPECTACLES NOUVEAUX

LE PUBLIC. Odéon/Th. de l'Europe (43-25-70-32), sam. à 20 h 30 ; dim. à 15 h.

LES VOISINS. Th. Marie-Stuart (45-08-17-80), sam. à 22 h.

CHAT QUI PEUT. Th. Essaïon de Paris (42-78-46-42), 21 h, sam., dim. 17 h.

VOLTAIRE'S FOLIES. Comédie de Paris (42-81-00-11), sam. 19 h 30 et 21 h 30.

LE PARADIS SUR TERRE. Vincennes. Th. Daniel-Sorano (48-08-60-83), dim. à 18 h.

QUAND ON A PEUR DU LOUP, DU VENT, DE LA TEMPÊTE. Cartoucherie. Th. de l'Aquarium (43-74-72-74), sam. à 20 h 30, dim. à 16 h.

Les autres salles

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). L'Invité : 20 h 30.

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). Les Cahiers tango : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.

ARCANE (43-38-19-70). ▷ Dim. Quatre chantiers : 17 h.

ARTS-HÉBERTOT (43-87-23-23). Le Malade imaginaire : 21 h, dim. 15 h 30.

ATELIER (46-06-49-24). La Double Inconstance : 15 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle C. Bérard. Callas : 20 h 30, mar. 18 h 30.

BERRY (43-57-51-55). Poèmes : 18 h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). La petite chatte est morte : 15 h 30 et 18 h. Bacchus : 18 h et 21 h 30, dim. 15 h 30.

BOUFFONS-THÉÂTRE DU XIXE (42-38-35-53). Les samedis qui chantent : 16 h 30.

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35). Victime du devoir : 15 h.

CARTOUCHERIE EPÉE DE BOIS (48-08-39-74). Volpone ou le renard : 20 h 30, dim. 16 h.

CARTOUCHERIE THÉATRE DE L'AQUARIUM (43-74-72-74). Quand on a peur du loup, du vent, de la tempête : 20 h 30, dim. 16 h.

CARTOUCHERIE THÉATRE DU SOLEIL (43-74-24-08). L'Indiade ou l'Inde de leurs rêves : 18 h 30, dim. 15 h 30.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Et vote... la galère !... : 21 h, dim. 15 h 30.

CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). Prince des nuées dénué de tout : 16 h et 20 h 45.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Reviens dormir à l'Elysée : 21 h, dim. 15 h 30.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire' Folies : 19 h 30 et 21 h 30.

COMÉDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. La guerre de Troie n'aura pas lieu : 20 h 30. ▷ Dim. Le Véritable saint Genest, comédien et martyr : 14 h.

DAUNOU (42-61-69-14). Monsieur Masure : 21 h, dim. 15 h 30.

DEUX ANES (46-06-10-26). Elysée....moi : 21 h, dim. 15 h 30.

DIX-HUIT THÉATRE (42-26-47-47). Le Gardien : 20 h 30, dim. 16 h.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 23 h.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Les Lizisons dangereuses : 21 h, dim. 15 h 30.

ELDORADO (42-49-60-27). Aventure à Tahiti : 15 h, dim. 14 h et 17 h.

ESPACE ACTEUR (42-62-35-00). Sonate à Johannesburg : 20 h 30.

ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). Salle I. Oui mais non : 18 h 30, dim. 15 h. Chat qui peut : 21 h, dim. 17 h. Salle II. L'empereur panique : 21 h, dim. (dernière) 17 h.

FONTAINE (48-74-74-40). *Hors limite* : 18 h et 21 h.

GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Joe Egg : 20 h 45, dim. 15 h.

GALERIE 55-THE ENGLISH THEATRE OF PARIS (43-26-63-51). You're *good man Charlie Brown* : *20 h 30*.

GRAND HALL MONTORGUEIL (42-96-04-06). Eux seuls le savent : 20 h 30, dim. (dernière) 18 h 30.

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Lettre d'une inconnue : 18 h 45. La Sorcière : 20 h 30. Double je : 22 h 15.

GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). La Métamorphose : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 45.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. Proust : j'avais toujours quatre ans pour elle : 21 h 30.

LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Ce que voit Fox (Fall) : 21 h, dim. 15 h.

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Bien dégagé autour des oreilles : 20 h. Pierre Péchin : 21 h 45, dim. 15 h.

LES DÉCHARGEURS (42-36-00-02). Spectacle de magie : 21 h, dim. 17 h.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 20 h. Nous, Théo et Vincent Van Gogh : 21 h 15. Théâtre rouge. Veuve martiniquaise cherche catholique chauve : 20 h 15. La Ronde : 21 h 30.

MADELEINE (42-65-07-09). Au bord du lit : 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.

MARIE STUART (45-08-17-80). Pinpin peint Monroe : 20 h 30. les Voisins : 22 h.

MARIGNY (42-56-04-41). L'Homme de la Mancha : 21 h, dim. 15 h.

MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). La Menteuse : 18 h et 21 h, dim. 15 h.

MATHURINS (42-65-90-00). Rosel, suivi de Douce Nuit : 20 h 30.

MICHEL (42-65-35-02). Pyjama pour six : 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30.

MICHODIÈRE (42-66-26-94). Show André Lamy l'Ami public n°1 : 18 h 30 et 21 h 30.

MOGADOR (42-85-28-80). George Dandin : 20 h 30, dim. 15 h.

MONTPARNASSE (43-22-77-74). Le Secret : *18 h et 21 h 15, dim. 15 h 30*.

MONTPARNASSE (PETIT) (43-22-77-74). Fioretti, d'après la vie de saint François d'Assise : 02 h, dim. 15 h 30.

MUSÉUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE (45-35-75-23). Buffon *côté jardin : 18 h, 16 h*, jeu. (scol.) 14 h et 15 h.

NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD (43-31-11-99). Salomé : 20 h 45, dim. (dernière) 15 h 30.

NOUVEAUTÈS (47-70-52-76). Une soirée *pas* comme les autres : 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30.

ODÉON-THÉATRE DE L'EUROPE (43-25-70-32). El Publico (Paris à l'heure espagnole) : 20 h 30, dim. 15 h.

ŒUVRE (48-74-42-52). Je ne suis pas rappaport : 20 h 45, dim. 15 h.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-93). Petite salle. J'ai pas le choix, je chante Boby Lapointe : 20 h 30, dim. 15 h 30. ▷ Dim. La Madeleine Proust à Paris : 15 h.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). L'Hurluberlu ou le Réactionnaire amoureux : 20 h 30, dim. 15 h.

PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Judas-Pilate (d'après Figures et Paraboles) : 21 h, dim. 16 h 30.

POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97). Salle II. Coup de crayon : 20 h 30, dim. 15 h.

PORTE SAINT-MARTIN (46-07-37-53). La Taupe : 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.

POTINIÈRE (42-61-44-16). Agatha : 19 h, dim. 17 h 30. Et puis j'ai mis une cravate et je suis allé voir un psychiatre : 21 h, dim. 15 h.

RANELAGH (42-88-64-44). Pendant ce temps nos deux héros... : 20 h 30, dim. 17 h.

RENAISSANCE (42-08-18-50). Good le Choc : 20 h 45, dim. 15 h 30.

ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). Soirée d'avril : 18 h 30.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Drôle de couple : 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h.

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Divas sur canapé : 20 h 30.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). Jango Edwards explose au Splendid' : 20 h, 22 h et 20 h 30.

THÉATRE DE DIX HEURES (42-64-35-90). Enfin Bénureau : 20 h 30, dim. 16 h. 22, v'la du fric : 22 h, dim. 14 h.

THÉATRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salomé : 18 h, dim., lun. 20 h 30. Salle I. L'Etranger : 20 h 30, dim. 15 h. L'Ecume des jours : 22 h, dim. 17 h. Salle II. Les Bonnes : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉATRE DE LA VILLA-D'ALÉSIA *(46-64-89-09). Le Crocodile : 21 h, dim.* (dernière) 15 h 30.

THÉATRE DES DEUX PORTES (43-61-24-51). Vol au-dessus d'un nid de coucou : 20 h 30.

THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT *(47-27-81-15). Grand Théâtre. Le Misanthrope* : 20 h 30. ▷ Dim. Anacaona : 15 h.

THÉATRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Grande salle. La Traversée de l'empire : 15 h et 20 h 30.

THÉATRE RENAUD-BARRAULT (42-56-60-70). Petite salle. Fièvre romaine : 21 h, dim. 15 h et 18 h.

TINTAMARRE (48-87-33-82). La Timbale : 15 h 30. Il était temps que j'arrive : 20 h 15. Smaïn : 21 h 30.

TOURTOUR (48-87-82-48). En attendant : 19 h. Le Dieu des mouches : 20 h 30. Le Détour : 21 h 30. Le Chant profond du Yiddishland : 22 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). El Secundo (Bill Baxter) : 20 h 30.

VARIÉTÉS (42-33-09-92). C'est encore mieux l'après-midi : 20 h 30, dim. 15 h.

ZINGARO (CHAPITEAU CHAUFFÉ) ALEXANDRE-DUMAS (43-71-28-28). Zingaro : 20 h 15.

Les opéras

OPÉRA DE PARIS palais Garnier (47-42-53-71). Boris Godounov. Jusqu'au 9 avril, 19 h 30, sam. (dernière). (Version de 1874). Opéra en quatre actes de M. Moussorgski, d'après A. Pouchkine et N. Karamzine, dir. mus. de L. Zagrosek, mise en scène de P. Ionesco (4 h).

Les concerts

CENTRE MANDAPA (45-89-01-60). Usamn Khan-Nishikhant Bhalodekar, 21 h, sam. Sitar et tabla. Musique de l'Inde du Nord.

ÉGLISE AMÉRICAINE DE PARIS Frédéric Aladjem, Marie-Laure Gallier, 18 h, dim. Violon et piano. Œuvres de *Tartini, Paganini, Franck, Ysaye, Saint-*Saëns. Entrée libre.

ÉGLISE DES BILLETTES, Michèle Leclerc, 10 h, dim. Récital d'orgue. Œuvres de Bach, Messiaen, Demaisieux. Entrée libre (1 h 30).

ÉGLISE SAINT-GERVAIS (Entrée libre). Olivier Trachier, 16 h 30, sam. Récital d'orgue. Œuvres de Cabanilles, Couperin, Scheidt (1 h 30).

ÉGLISE ST-LOUIS-EN-L'ILE. Serge Rougegrez, Alain Fontes, Elisabeth Herr, 20 h 30, sam. Concert pour deux trompettes *et orgue. Œuvres de Bach, Haen*del, Vivaldi, Lully, Purcell (1 h 30).

Samedi 9 - Dimanche 10 avril

ÉGLISE SAINT-MERRI (Entrée libre). Valérie Duchateau, Pierre Lenert, 21 h, sam. Duo guitare-alto. Œuvres de Beethoven, Marcello, Giuliani, Paganini, Corelli, Hindemith (1 h 30).

Avon Stuart, André Gorog, 16 h, dim. *Duo voix-piano*. Œuvres de Mozart, Haendel, Beethoven et negro spirituals (1 h 30).

NOTRE-DAME DE PARIS (Entrée libre). Günter Lade, 17 h 45, dim. Audition d'orgue. Œuvres de Guilmant, Tournemire, Langlais.

SAINTE-CHAPELLE (46-61-55-41). L'Ensemble d'archers français. Jusqu'au 30 avril, 21 h, sam., « Les Quatre Saisons » de Vivaldi, dirigé par Jean-François Gonzales. Avec Christophe Boulier au violon, Sinfonies n° 1 et 2, Concerto en la mineur pour deux violons, Avec Jean-François Gonzales et Bruno Garlej. Ouverture des portes à 20 h.

THÉATRE RENAUD-BARRAULT (42-56-08-80). Michel Deneuve. Sam., jusqu'au 30 avril 21 h, Œuvres de Satie, Bach, Deneuve.

Solistes de l'Orchestre de chambre de l'Europe. 11 h, dim. Septième symphonie en la majeur opus 92 de Beethoven.

ZÉNITH (42-08-60-00). Ibrahim Tatlises, 14 h, dim. ; 20 h, dim. Un des plus grands chanteurs de musique turque, avec dix-sept musiciens.

cinéma

La Cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDI

Le diable souffle (1974), de Edmond T. Gréville, 15 h ; Camouflage (1979, v.o.s.t.f.), de Krzysztof Zanussi, 17 h ; 1984 (1984, v.o.), de Michael Radford, 19 h ; Richard III (1955, v.o.s.t.f.), de Laurence Olivier, 21 h.

DIMANCHE

Le Pavillon brûlé (1941), de Jacques de Baroncelli, 15 h ; Sans Anesthésie (1977-1978, v.o.s.t.f.), de Andrzej Wajda, 17 h ; Notre agent à La Havane (1960, v.o.s.t.f.), de Carol Reed, *19 h 15* ; les Corps sauvages (1959), de Tony Richardson, 21 h 15.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-78-35-57)

SAMEDI

The Chaser *(1928)*, de *Harry Langdon*, 15 h ; l'Insurgé (1970, v.o.s.t.f.), de Martin Ritt, 17 h ; les Oiselles (1979, v.o.s.t.f.), de Karel Smyczek, 19 h ; la Belle et la Bête (1946, v.o.s.t.f.), de Jean Cocteau, 21 h.

DIMANCHE

Le Roman comique de Charlot et Lolotte (1914), de Mack Sennett, le Sous-Marin pirate (1915), de Charles Avery et Sydney Chaplin, 15 h ; Infidèlement vôtre (1948, v.o.s.t.f.), de Preston Sturges, 17 h ; Signum Laudis (1980, v.o.s.t.f.), de Martin Holly, 19 h ; l'Assistant (1981, v.o.s.t.f.), de Zoro Zahon, 21 h.

SALLE GARANCE CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-78-37-29)

SAMEDI

Trente ans de cinéma espagnol 1958-1988 : El Verdugo (1964, v.o.), de Luis Garcia Berlanga, 14 h 30 ; Los Golfos (1959, v.o.), de Carlos Saura, 17 h 30 ; Matador (1986, v.o.), de Pedro Almodovar, 20 h 30.

DIMANCHE

Trente ans de cinéma espagnol 1958-1988 : Patrimonio nacional (1980, v.o.), de Luis Garcia Berlanga, 14 h 30 ; Padre Nuestro (1984, v.o.), de Francisco Regueiro, 17 h 30 ; la Cousine Angelique *(1973, v.o.)*, de Carlos Saura, *20 h 30*.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (40-26-34-30)

SAMEDI

La Troisième République : Actualités anciennes : Actualités *Gaumont, 13 h 30* ; Affaires d'Etat : l'Affaire Dreyfus (1965) de Jean Vigne, la Troisième République (1970) de E. Cailland, 14 h 30 ; From populaire : 36, le Grand Tournant (1970) de H. de Turenne, la Vie est à nous (1936) de Jean Renoir, 17 h ; la Crise : Actualités Gaumont, Faubourg Montmartre (1931) de R Bernard, 18 h ; Fin d'une époque : la Troisième République (1970) de D. Lander, Actualités Gaumont, Jean Jaurès (1959) de J. Lods, 20 h ; Drapeau rouge : la Commune, Louise Michel et nous *(1972) de M. Gard, la Nouvelle Babylone* (1929) de Grigori Kozintsev et Leonide Trauberg, 21 h.

DIMANCHE

La Troisième République : Paris au quotidien : la Troisième République, Paris qui *tourne (1977) de F. Marquis, Paris 09-31* (1986) de J. Leclercq, 14 h 30 ; 1900 : l'Exposition 1900 (1967) de Marc Allégret, Equivoque 1900 (1965) de M. Lepeuve, Paris 1900 (1946) de Nicole Védrès et Pierre Braunberger, 17 h ; Guinguette : A la Varenne (1933), la Belle équipe (1936) de Julien Duvivier, 18 h ; Années trente : la Troisième République (1970) de D. Lander, Métropolis 1930 (1984) de G. Scher, 20 h ; le Temps des cerises ? : Paris au temps des cerises (1965) de J. Darribehaude et J. Desvilles, la Pipe du communard (1929) de C. Mardjanov, 21 h.

Les exclusivités

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.) : *Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18)*.

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-All.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

AUX QUATRE COIN-COIN DU CANARD (Fr.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LES AVENTURES DE CHATRAN (Jap., v.f.) : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

BENJI LA MALICE (A., v.f.) : Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) ; Napoléon, 17e (42-67-63-42).

BERNADETTE (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

LA BOHÈME (Fr., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40).

BRÈVES RENCONTRES (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

BROADCAST NEWS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; *Pathé* Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

CANDY MOUNTAIN (Fr.-Can.-Suis., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

CHAMBRE AVEC VUE... (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

CHOUANS (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Rex (Le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobe*lins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e* (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

CINGLÉE (A., v.f.) : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

LA COMÉDIE DU TRAVAIL (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

CRY FREEDOM (Brit., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e *(47-20-76-23)* ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52).

DEUX MINUTES DE SOLEIL EN PLUS (Fr.) : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

ECLAIR DE LUNE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Gaumont Parnasse, *14e (43-35-30-40) ; v.f. : Paramount* Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).

EMPIRE DU SOLEIL (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

ENGRENAGES (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Cluny Palace, 5e (43-54-07-76) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76).

LES FOURMIS TISSERANDES (Fr.) : La Géode, 19e (40-05-06-07).

FRANTIC (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e *(48-28-42-27) ; Le Mail*lot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

FRÉQUENCE MEURTRE (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

GANDAHAR (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; Les Trois *Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Gaumont Alé*sia, 14e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LES GENS DE DUBLIN (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

HIDDEN (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Saint-Germain Studio, 5e (46-33-63-20) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Maxevilles, 9e (47-70-72-86) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

HISTOIRE DE LA VITESSE (A.) : La Géode, 19e (40-05-06-07).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er *(40-26-12-12)* ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Le Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33).

INTERVISTA (Fr.-It., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

JANE B. PAR AGNÈS V. (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

LE JUSTICIER BRAQUE LES DEALERS (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

KUNG FU MASTER (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

LIAISON FATALE (*) (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Montparnos, *14e (43-27-52-37)*.

LA LOI DU DÉSIR (*) (Esp., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

LES LONGS ADIEUX (Sov., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

MA VIE DE CHIEN (Su., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

MADE IN HEAVEN (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

*LA MAISON ASSASSINÉE (Fr.) : Gau*mont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

LA MAISON DE JEANNE (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LE MARIN DES MERS DE CHINE (Hong Kong, v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Images, 18e (45-22-47-94).

MAURICE (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

MIRACLE SUR LA 8e RUE (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

LES P'TITS SCHTROUMPFS (Bel.) : *George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Fran*çais, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

PICASSO BY NIGHT BY SOLLERS (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

PRICK UP YOUR EARS (*) (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

PRINCESS BRIDE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03).

RUNNING MAN (*) (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).

SAIGON, L'ENFER POUR DEUX FLICS (*) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

Les grandes reprises

AMARCORD (It., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

ASCENSEUR POUR L'ÉCHAFAUD (Fr.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).

ATOMIC CYBORG (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

LES AVENTURES DE BERNARD ET BIANCA (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Napoléon, 17e (42-67-63-42).

LA BAMBA (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

BRITANNIA HOSPITAL (Brit., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

DARK CRYSTAL (A., v.f.) : Grand *Pavois, 15e (45-54-46-85)*.

FANNY ET ALEXANDRE (Su., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

L'HOMME A LA PEAU DE SERPENT (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34).

ILS ÉTAIENT NEUF CÉLIBATAIRES (Fr.) : Le Champo, 5e (43-54-51-60).

L'IMPOSSIBLE M. BÉBÉ (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

JONATHAN LIVINGSTON LE GOÉLAND (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; v.f. : Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

LE LIVRE DE LA JUNGLE (A., v.f.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Rex (Le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Napoléon, 17e (42-67-63-42) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

MOBY DICK (A., v.o.) : Reflet Médicis Logos, 5e (43-54-42-34) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

MOLIÈRE (Fr.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97).

PETER PAN (A., v.f.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

QU'EST-CE QUE J'AI FAIT POUR MÉRITER ÇA ! (*) (Esp., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

RENEGADE (It.-A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

LA SCANDALEUSE DE BERLIN (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

THE WOMEN (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

TOMMY (Brit., v.f.) : Maxevilles, 9e (47-70-72-86).

UN DIMANCHE COMME LES AUTRES (Brit., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

LA VIE PASSIONNÉE DE VINCENT VAN GOGH (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

LES FILMS NOUVEAUX

L'AFFAIRE DU CANON NOIR. Film chinois de Huang Jianxin, v.o. : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

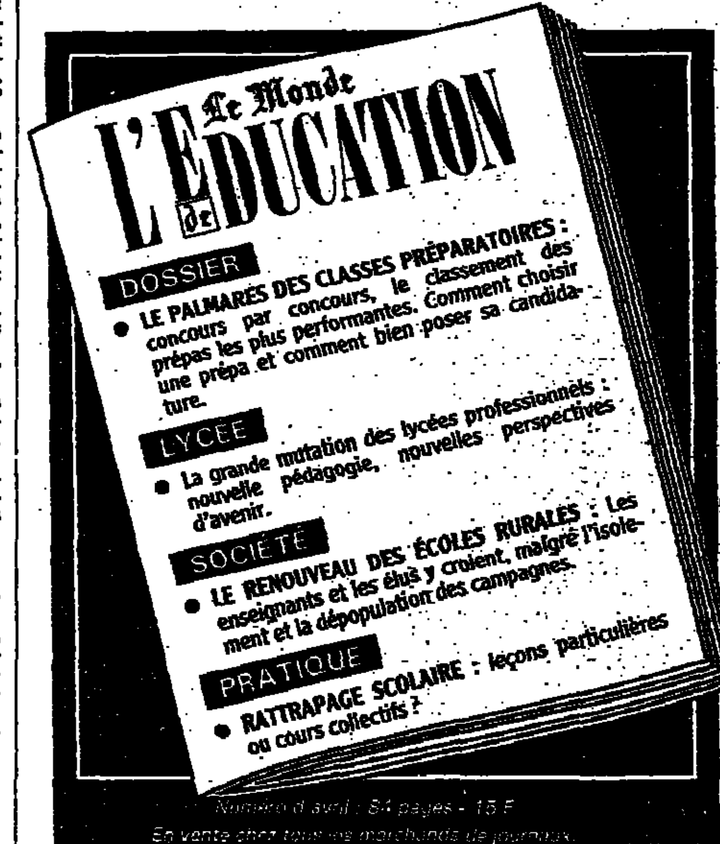
JAUNE REVOLVER. Film français d'Olivier Langlois : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

LONGUE VIE A LA SIGNORA. Film italien d'Ermanno Olmi, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Mistral, 14e (45-39-52-43).

MARAVILLAS. Film espagnol de Manuel Gutierrez Aragon, v.o. : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

LES MENDIANTS. Film français de Benoit Jacquot : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94).

PARLE A MON PSY, MA TÊTE EST MALADE. Film américain de Michael Ritchie, v.o. : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Saint-Germain Village, 5e (46-33-63-20) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Images, 18e (45-22-47-94).







Sports

TENNIS : Les quarts de finale de la Coupe Davis

Le culot des débutants Australiens

La France menait devant l'Australie par deux victoires à zéro, à l'issue de la première journée des quarts de finale de *Coupe Davis*, le vendredi 8 avril à Clermont-Ferrand. Dans le premier simple, Yannick Noah a battu Darren Cahill (3-6, 6-4, 6-4, 6-2) et Henri Leconte est venu à bout de Mark Woodforde (6-3, 7-9, 3-6, 7-5, 6-0).

CLERMONT-FERRAND
de notre envoyé spécial

Prenez une toile de feutre, déroulez sur un parquet et fixez par un immense cadre en bois ; recouvrez-la d'une sous-couche de cent tonnes de machefer, puis d'une couche de cent tonnes de calcaire. Saupoudrez avec trois tonnes de brique pilée ; ajoutez de l'huile de lin et de la peinture au latex pour le tracé des lignes ; laissez sécher quatre jours avant l'utilisation : la recette du court en terre battue, spécialement construit pour une rencontre de Coupe Davis, avait déjà *été utilisée trois fois*, avec des fortunes diverses, par la Fédération française de tennis depuis la finale de 1982 à Grenoble. Elle devait, *a priori*, suffire à dépayser les tennismen australiens.

Contracté et bousculé

En l'absence de leur *leader*, Pat Cash, vainqueur de Wimbledon et des derniers Internationaux d'Australie – devenu père jeudi d'une petite fille – on ne donnait pas cher de leurs chances. C'était compter sans le flair et le métier de Neale Frazer, l'ancien champion de Wimbledon (1960) *et de Forest-Hills* (1950 et 1960), devenu depuis une quinzaine d'années un capitaine de Coupe Davis dans la lignée du regretté Harry Hopman. Même en période de traversée du désert, Neale Frazer, avec son inséparable casquette a toujours su motiver ses « boys » pour assurer, ces douze dernières années, la présence de l'Australie en demi-finale de Coupe Davis et même remporter le trophée en 1978, 1983 et 1986. Sans se plaindre du forfait de Pat Cash, il a saisi l'occasion contre la France pour faire débuter deux amis d'enfance de vingt-deux ans, Darren Cahill et Mark Woodforde, nés à neuf jours d'intervalle dans une banlieue d'Adelaïde. « *Ils n'auront rien à perdre* », disait-il, pour justifier son choix.

De fait, le plus contracté pour aborder le premier match était incontestablement Yannick Noah, qui n'avait plus disputé de rencontre de Coupe Davis en France depuis la finale de Grenoble. Trop passif, maladroit, notamment sur ses retours de service en revers, le numéro un français perdrait le premier set (6-3) face à Darren Cahill (60e au classement ATP). Bon volleyeur, bon smatcheur, le longiligne Australien résistait bien dans le deuxième set, jusqu'à ce que Noah réussisse le break à 5-4, sur un superbe passing de coup droit. Enfin libéré, le Français retrouvait tous ses moyens physiques et son jeu spectaculaire pour s'imposer (3-6, 6-4, 6-4, 6-2).

L'exploit que Darren Cahill n'avait pu réussir allait être frôlé par Mark Woodforde dans le deuxième simple. Si ce n'était son revers à deux mains, le rouquin Australien rappelle, par ses coups à plat et sa vitesse de bras de gaucher, son adversaire d'un jour, Henri Leconte. Vif, bien inspiré, le Français lui donnait la leçon dans le premier set (6-3). Mais son manque de compétition allait vite se faire sentir.

Après s'être fêlé les os de deux doigts en février, en frappant de *dépit la porte de son vestiaire après* avoir été éliminé par Boris Becker au tournoi de Milan, Henri Leconte n'avait pu disputer qu'un tournoi-exhibition à Houston (Texas) avant *la Coupe Davis. Peu en jambes et* déconcentré, le Français était bousculé par les services volée de Mark Woodforde qui remportait le deuxième et le troisième set. Réussissant le break d'entrée dans le quatrième, l'Australien semblait alors s'envoler vers sa première victoire en Coupe Davis, quand Henri Leconte profita d'une contestation d'arbitrage, qu'il avait provoquée, pour égaliser à 3-3. Cet incident décontenançait l'Australien, qui perdait le quatrième set (7-5). Il n'en fallait pas plus pour que le Français retrouve le moral et gagne le cinquième set (6-0) et le match à l'énergie, après quatre heures de jeu.

GÉRARD ALBOUY.

● FOOTBALL : championnat de France. – En match avancé de la trente et unième journée du championnat de France, Paris-Saint-Germain et Matra-Racing-Paris ont fait match nul, le vendredi 8 avril, sur le score de 1-1.

Religions

Jean-Paul II veut poursuivre les efforts de l'Eglise pour rallier Mgr Lefebvre

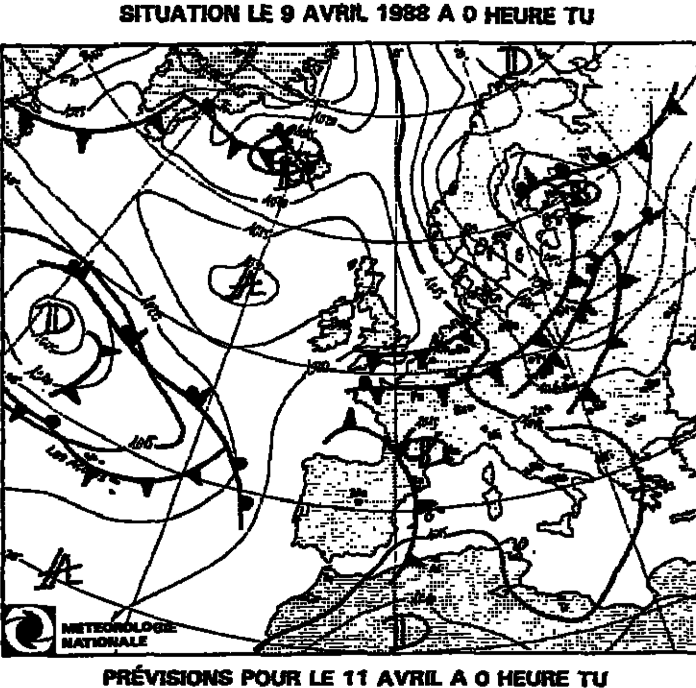
Le pape Jean-Paul II a demandé, le vendredi 8 avril, au cardinal Josef Ratzinger, préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi, de *poursuivre ses efforts pour ramener* Mgr Lefebvre, chef de file des intégristes français, dans le giron de l'Eglise officielle. Dans une lettre au cardinal Ratzinger, Jean-Paul II écrit notamment : « *Votre Eminence connait bien tous les efforts accomplis par le Siège apostolique, dès le début de l'existence de la Fraternité* [la Fraternité Saint-Pie-X fondée par Mgr Lefebvre (NDLR)] *pour assurer par rapport à son activité, l'unité ecclésiale.* »

Mais l'essentiel du message papal est consacré plus largement à « *la mise en œuvre de tout ce qui demeure l'héritage spécifique du concile Vatican II* ». Le pape constate que deux tendances – « *progressisme* » et « *intégrisme* » – s'opposent. La première, écrit-il, « *est caractérisée par le désir de changements qui ne sont pas toujours en harmonie avec l'enseignement et avec l'esprit de Vatican II* » et ne tient pas compte de « *la fonction de la tradition qui est fondamentale pour la mission de l'Eglise* », tandis que la seconde « *s'en tient au seul passé, sans tenir compte de la juste aspiration vers l'avenir qui s'est précisément manifestée dans l'œuvre de Vatican II* ».

Si le pape dit pouvoir comprendre dans une certaine mesure les positions des uns et des autres, il souligne « *certains abus* » dans la réalisation de « *l'aspiration au renouveau* », comme « *l'abandon de valeurs essentielles* » de la doctrine catholique sur la foi et la morale, et il estime parallèlement que l'interprétation correcte de la position intégriste devrait signifier la foi immuable de l'Eglise en la Vérité reçue de Dieu « *à travers les circonstances changeantes de l'histoire* ».

Météorologie

SITUATION LE 9 AVRIL 1988 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 11 AVRIL A 0 HEURE TU

Résumé : les ondées persisteront sur le Sud-Est. Net rafraîchissement au nord de la Seine.

Evolution probable du temps en France entre le *samedi 9 avril à 0 heure et le* lundi 11 avril à 24 heures.

La dépression centrée sur le golfe du Lion se comblera progressivement, tout en se décalant vers l'Italie. Ainsi, l'instabilité *orageuse faiblira sur les régions* méridionales. La descente d'air froid qui aura lieu sur la mer du Nord sera déviée vers l'est et ne touchera que les régions de l'extrême nord.

Lundi :

En début de journée, les nuages seront nombreux sur tout le pays. On trouvera des brouillards de la Vendée au Centre, au nord du Massif Central, au Jura et aux Alpes du Nord. Près des frontières du Nord, des bruines se produiront. On pourra même voir quelques flocons sur les Ardennes. Les petites gelées feront leur réapparition sur les régions du Nord, de Lille à Metz. Ailleurs, les températures de la nuit seront plus clémentes.

Les ondées deviendront plus rares de la Méditerranée aux Alpes. Cependant, en soirée, des orages éclateront, notamment sur les Cévennes et les Alpes. En Corse, les averses se produiront dans l'après-midi. Le ciel restera très nuageux de la Picardie et du Nord au Nord-Est, à la Bourgogne, au Lyonnais et aux Alpes du Nord. Mais les petites pluies disparaîtront.

Sur les autres régions, les éclaircies seront *de retour dans l'après-midi. Les* plus belles se situeront des Pays de Loire aux Charentes et au Poitou. Ce qui permettra au thermomètre d'atteindre entre 14 et 18 degrés du Sud-Ouest à la Méditerranée. On aura environ 12 degrés sur le Centre-Est.

Sur la moitié nord, les températures varieront de 9 à 11 degrés.

LEGENDE : ENSOLEILLE — ECLAIRCIES PEU NUAGEUX — NUAGEUX COURTES ECLAIRCIES — TRES NUAGEUX OU COUVERT — PLUIE OU BRUINE — NEIGE — AVERSES — ORAGES — BRUMES ET BROUILLARDS — SENS DE DEPLACEMENT

localement * Faible

METEOROLOGIE NATIONALE

TEMPS PREVU LE dim. 10 avril 1988 — DEBUT DE MATINEE

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 8-4-1988 à 6 heures TU et le 9-4-1988 à 6 heures TU — le 9-4-1988

FRANCE			
AJACCIO	16	5	N
BIARRITZ	13	8	N
BORDEAUX	17	8	P
BOURGES	16	3	B
BREST	11	7	C
CAEN	9	5	B
CHERBOURG	7	4	C
CLERMONT-FERR.	17	5	N
DIJON	14	6	B
GRENOBLE St-M-H	19	6	B
LILLE	12	5	P
LIMOGES	16	6	B
LYON	18	7	D
MARSEILLE-MAR.	17	9	C
NANCY	13	8	A
NANTES	14	6	B
NICE	16	10	N
PARIS-MONTS.	18	8	B
PAU	16	8	C
PERPIGNAN	15	11	C
RENNES	11	5	N
ST-ÉTIENNE	17	6	N
STRASBOURG	16	9	P
TOURS	15	6	B
TOULOUSE	19	10	P
POINTE-A-PITRE	30	23	C

ÉTRANGER			
ALGER	23	13	C
AMSTERDAM	12	1	•
ATHÈNES	20	12	D
BANGKOK	35	29	N
BARCELONE	17	10	C
BELGRADE	20	8	D
BERLIN	16	2	C
BRUXELLES	12	4	C
LE CAIRE	27	21	D
COPENHAGUE	11	0	N
DAKAR	18	25	N
DELHI	36	22	N
DJERBA	22	11	D
GENÈVE	13	3	A
HONGKONG	17	17	O
ISTANBUL	20	11	N
JÉRUSALEM	25	16	D
LISBONNE	17	10	N
LONDRES	13	3	P
LOS ANGELES	22	14	D
LUXEMBOURG	11	5	N
MADRID	13	2	B
MARRAKECH	16	8	D
MEXICO	24	11	B
MILAN	17	11	C
MONTRÉAL	13	4	P
MOSCOU	16	8	A
NAIROBI	26	17	P
NEW-YORK	12	6	P
OSLO	4	−1	D
PALMA-DE-MAL.	20	10	O
PÉKIN	22	5	D
RIO-DE-JANEIRO	33	25	C
ROME	17	8	N
SINGAPOUR	33	25	O
STOCKHOLM	6	−4	N
SYDNEY	18	17	A
TOKYO	7	3	D
TUNIS	24	10	D
VARSOVIE	14	3	C
VENISE	18	8	D
VIENNE	16	10	P

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Le Carnet du Monde

Décès

– Douai. Flines-lez-Raches.

On nous prie d'annoncer le décès du

docteur Emeric ADRIAN,
engagé volontaire 1939-1945,

survenu le jeudi 7 avril 1988, à l'âge de *soixante-quinze ans*.

L'incinération a eu lieu dans l'intimité familiale à Wattrelos, le samedi 9 avril.

De la part de
Son épouse,
Son fils,
Sa belle-fille,
Ses petits-enfants,
Son beau-fils
Et sa famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

8, rue Jean-Chemin,
59148 Flines-lez-Raches.
2, avenue des Flandres,
59190 Hazebrouck.

– Les obsèques de

M. Georges, Charles, Paul CHEREAU,
architecte honoraire,
chevalier
dans l'ordre des Palmes académiques,

décédé le 1er avril 1988, dans sa quatre-vingt-dixième année,

ont eu lieu, le 6 avril, au crématorium de Villetaneuse dans la plus stricte intimité.

De la part de
Sa fille Dany,
Son gendre Alain Connes,
Son petit-fils Frédéric,
Sa famille
Et ses amis.

6, allée Hector-Berlioz,
91310 Longpont-sur-Orge.

– Mme Herman Rafowicz,
Les familles Rafowicz Rozenblum,
Enfants,
Petits-enfants,
Arrière-petits-enfants
Frères, sœur, belles-sœurs,
Neveux et nièces,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Herman RAFOWICZ,
ancien déporté d'Auschwitz,

survenu le 6 avril 1988, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Les obsèques auront lieu le lundi 11 avril, entrée principale du cimetière de Bagneux, à 15 heures.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde *», sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

– Romaine Serre,
son épouse,
Micheline et Georges Serre,
Viviane Serre-Garnier et Laurent Garnier,
Eric Serre,
ses enfants,
Cédric et Aurélie Serre,
ses petits-enfants,
Les familles Ratsimandisa et Serre,
Toute la famille,
Ses amis,
Ses anciens collègues,
Ses anciens étudiants,
ont la douleur de faire part du décès du

professeur Jean SERRE,

survenu le 3 avril 1988, à Fontenay-aux-Roses, dans sa quatre-vingt-unième année.

« *Heureux ceux qui ont le cœur pur car ils verront leur Dieu.* »
Matthieu V, 8.

La cérémonie religieuse et l'inhumation, au cimetière de Fontenay-aux-Roses, ont eu lieu le 6 avril, dans l'intimité familiale.

Ils rappellent à votre souvenir son fils,

Roland-Pierre SERRE,

décédé le 14 février 1971, à Tananarive (Madagascar).

105, rue Boucicaut,
92260 Fontenay-aux-Roses.
2, rue Véronèse,
75013 Paris.

Remerciements

– Que tous ceux qui ont manifesté, à l'annonce du décès de

Vincent KALDOR,

l'affection et l'amitié qu'ils portaient au défunt trouvent ici les remerciements émus de sa famille et de ses proches.

Anniversaires

– Ce 11 avril 1988 est le quinzième anniversaire de la mort de

Aron LANGBORT.

Que tous ceux qui l'ont connu aient une pensée pour lui.

– Il y a quatre ans,

Maurice LUNEAU

nous quittait.

Que ceux qui l'ont connu lui accordent une pensée, voire une prière.

– En ce 10 avril 1988, seizième anniversaire du décès de

Mme Georges REVILLIOD,
née Marcelle Chevillard,

il est demandé une affectueuse pensée à tous ceux qui l'ont connue et gardent son souvenir.

Mots croisés

PROBLÈME N° 4718

HORIZONTALEMENT

I. Est étudiée par ceux qui veulent connaître les meilleurs tours. Est toute blanche quand elle est de garde. – II. Pas prises. Commencer à manger. – III. Quand il est nouveau, est pesé en livres. Comme la table quand on repart. Sangle parfois. – IV. Faire du propre. En ménage. – V. *Prophète*. Pas annoncée. Redevient neuf quand on arrive au bout. – VI. *Qui a tout quitté*. Une prêtresse en sabots. Caché. Donne de la force. – VII. Prouvent qu'il y a eu de la circulation. Son eau n'est pas appréciée en littérature. – VIII. Peut soutenir tout le quartier. Agrément étranger. Champs de bataille. – IX. Changes de ton. Fixer un œil. Possessif. – X. Des durs à cuire. L'aorte. Pronom. – XI. Se voit rarement seul. Quand elle éclate on descend dans la rue. Neuve pour un chien. – XII. Un arrêt dans la campagne. Bouge. Est parfois plein de nœuds. – XIII. Quand elle est noire, on ne peut pas se mettre dans le bain. Belle vallée. Note. – XIV. Faire le malin. Est parfois sous le bonnet. Endroit où il vaut mieux ne pas mettre les pieds. – XV. Peut servir de couvert en Afrique. Un commerce où l'on avait toujours besoin de demoiselles.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
I											■				
II								■							
III			■					■							
IV		■									■			■	
V		■					■		■				■		
VI			■			■					■				
VII		■									■				
VIII					■			■		■					
IX					■						■				■
X				■							■			■	
XI			■							■					
XII						■						■			
XIII		■						■					■		
XIV	■						■				■				
XV					■									■	

VERTICALEMENT

1. Expressions de *satisfaction* en persan. – 2. Pour faire le trottoir. Devenir aigre. Bruit. 3. Préposition. Qui a fait son apparition. Qui peuvent faire rougir. Pas indifférents. – 4. En Angleterre, on peut y ranger des livres. Qui a donc un grand col. – 5. Peut s'élever quand il y a la coqueluche. Pas agréable à prendre. – 6. Est parfois assimilé à la littérature. Coule dans les Alpes. Ne représente qu'un petit effort. – 7. Cuvette. Noire pour les as. – 8. Rejoint la mer du Nord. Parfois courte pour un gagnant. A son bout, il peut y avoir le « service ». – 9. Coule en Afrique. Sans appuyer. – 10. Pas admis. Terre. Qui devrait être remplacée. – 11. Un vague sujet. Utile au laboratoire. – 12. Veut tout avoir avant les autres. Se dore au soleil. – 13. Une somme. Des gens à qui une bombe ne fait pas peur. Article. – 14. Pic. Pas durs. Mit dans l'ennui. – 15. Violemment critiqués. Des relations plus ou moins recommandables.

Solution du problème n° 4717

Horizontalement

I. Doublures. – II. Esseulé. – *III. Ci. Rey. On. – IV. Aède. Sein.* – V. Prônés. Se. – VI. Pipelet. – VII. Ace. Ils. – VIII. Légèreté. – IX. Eté. Odeur. – X. Un. Ane. Ru. – XI. Radis. Osé.

Verticalement

1. Décapsuleur. – 2. Osier. Etna. – 3. Us. Dopage. – 4. Bérénice. Aï. – 5. Luc. Eperons. – 6. Ulysse. Ede. – 7. Ré. Lite. – 8. Oiseleurs. – 9. Sonnets. Rue.

GUY BROUTY.

Chronologie

ÉTRANGER

2. – **AFGHANISTAN** : Les négociations indirectes entre *Kaboul et Islamabad reprennent* à Genève sous l'égide de l'ONU. Après une entente sur les modalités du retrait soviétique, dont Moscou précise, le 14, qu'il aura lieu même si aucun accord n'est signé à Genève, les pourparlers restent bloqués sur deux points : la mise en place d'un gouvernement de transition, demandée par le Pakistan ; l'arrêt simultané des *livraisons d'armes soviétiques* et américaines, réclamé par Washington, mais refusé par Moscou (du 3 au 31).

2-3. – **EST-OUEST** : Les chefs d'Etat et de gouvernement des seize pays membres de l'OTAN, réunis à Bruxelles pour un sommet extraordinaire, souhaitent l'ouverture rapide de négociations sur le désarmement conventionnel en Europe afin de mettre fin à la supériorité des forces militaires classiques du pacte de Varsovie. La modernisation des armes nucléaires tactiques américaines *stationnées en Europe n'est pas* mentionnée dans la déclaration générale en raison des divergences apparues entre les Seize sur ce sujet. MM. Mitterrand et Chirac, tous deux présents à Bruxelles, se montrent satisfaits des résultats du sommet (du 1er au 5).

3. – **BANGLADESH** : Les élections législatives, boycottées par les deux grands partis de l'opposition, qui ont multiplié depuis le 10 novembre 1987 les mouvements de protestation contre le régime du général Ershad, sont marquées par la fraude et une forte abstention. *Le* Jatiya, parti du président Ershad, remporte 238 des 279 sièges à pourvoir (du 5 au 8 et 29).

3. – **LIBAN** : M. Ralph Schray, *le ressortissant ouest-allemand* enlevé le 27 janvier à Beyrouth-Ouest, est libéré par ses ravisseurs sous la pression de Damas (4 et 5).

3. – **MEXIQUE** : L'opération de conversion de dettes en obligations garanties par des bons du Trésor américain ne concerne que 3,6 milliards de dollars sur une dette extérieure globale de 105 milliards (du 5 au 8 et 12).

4. – **ISRAËL** : M. George Shultz regagne Washington après avoir remis aux autorités israéliennes un plan de paix qui prévoit d'organiser dès cette année, sous les auspices d'une conférence internationale, des négociations israélo-arabes sur l'autonomie de la Cisjordanie et de Gaza. Alors que *M. Shimon Pérès, ministre* des affaires étrangères (travailliste), se montre favorable à ce plan, M. Itzhak Shamir, premier ministre (Likoud), le désapprouve. Il confirme son opposition lors d'entretiens avec MM. Reagan et Shultz, les 15 et 16, à Washington (du 1er au 18, 22, 23 et 24).

5. – **CHINE** : Au Tibet, de nouvelles émeutes anti-chinoises à Lhassa font au moins huit morts selon les témoins. Pékin condamne les émeutiers, mais réaffirme la politique d'ouverture *officiellement en vigueur* au Tibet (3, du 6 au 12 et 31).

6. – **TCHÉCOSLOVAQUIE** : Plus de cinq mille personnes assistent à une cérémonie en faveur des libertés religieuses dans la cathédrale de Prague (8, 27-28 et 29).

7. – **ISRAËL** : Trois Palestiniens venus d'Egypte prennent en otages les passagers d'un autobus *dans le désert du Néguev. Lors de* l'assaut donné par l'armée israélienne, les trois membres du commando sont tués ainsi que trois civils israéliens (8, 9 et 10).

8. – **ÉTATS-UNIS** : M. George Bush remporte largement les « primaires » organisées dans dix-sept Etats du Sud, alors que, chez les démocrates, trois hommes se détachent : M. Michael Dukakis, gouverneur du Massachusetts, le pasteur noir Jesse Jackson et M. Albert Gore, sénateur du Tennessee. A la fin du mois, le vice-président Bush est assuré d'obtenir l'investiture du parti républicain, mais M. Dukakis, tout en se maintenant en tête, ne réussit toujours pas à s'imposer aux démocrates (3, du 5 au 15, 17, 22, 24 et du 27 au 31).

10. – **INDONÉSIE** : Le président Suharto est réélu par acclamations pour un cinquième mandat de cinq ans par l'Assemblée *consultative du peuple* (4, 11, 12 et 23).

10. – **VIETNAM** : Mort de Pham Hung, premier ministre depuis juin 1987. M. Vo Van Kiet, partisan des réformes économiques, lui succède par intérim (12 et 13-14).

11. – **ESPACE** : La fusée européenne Ariane, après un lancement réussi, met en orbite les satellites de télécommunications américain Spacenet III et français Telecom 1C (11, 13-14 et 15).

11. – **ITALIE** : M. Giovanni Goria, chef du gouvernement depuis juillet 1987, présente sa démission. Après une crise en février, il avait accepté de se retirer une fois le budget voté (12, 13-14, 18 et 29).

11-13. – **AUTRICHE** : M. Kurt Waldheim, chef de l'Etat, se tient à l'écart des cérémonies officielles célébrant le cinquantième anniversaire de l'Anschluss, l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne. Les autorités reconnaissent que l'Autriche, en 1938, a été à la fois victime et actrice de l'aventure hitlérienne (*du 11 au 15*).

14. – **FRANCE-RFA** : M. Mitterrand s'entretient avec le chancelier Kohl à Durbach en Forêt-Noire (6-7, 15 et 16).

14-18. – **URSS - YOUGOSLAVIE** : M. Mikhaïl Gorbatchev se rend en visite officielle en Yougoslavie. La déclaration commune, publiée le 18 à Dubrovnik, réaffirme que doit primer « *le respect mutuel des voies différentes dans l'édification du socialisme* » (du 13 au 21).

15. – **GRANDE-BRETAGNE** : Le projet de budget pour 1988-1989 prévoit un excédent de 3 milliards de livres (31 milliards de francs) ainsi que d'importants allégements fiscaux : le nombre des taux de l'impôt sur le revenu passe de six à deux (40 % et 25 %), la tranche supérieure étant réduite de 60 % à 40 %. L'opposition travailliste dénonce cette réforme qui favorise les plus riches (2, 17, 18 et 26).

15. – **HONGRIE** : Près de dix mille personnes manifestent à Budapest à l'appel de l'opposition, en principe pour commémorer l'insurrection de 1848. La crise *économique a avivé le mécontentement* de la population (17).

17. – **AFRIQUE DU SUD** : Après de vives pressions internationales, la Cour suprême diffère de quatre semaines l'exécution de six Noirs condamnés à mort en 1985 pour complicité dans le lynchage, au cours d'une manifestation, le 3 septembre 1984, du maire adjoint de Sharpeville. Quatorze autres *condamnés* à mort, dont douze Noirs, sont pendus, le 25 et le 29, ce qui porte à trente-six le nombre des exécutions en 1988 (du 16 au 19, 27-28 et 30).

17-18. – **IRAN-IRAK** : L'aviation irakienne largue des bombes chimiques sur Halabja, ville du Kurdistan irakien conquise le 15 par les forces iraniennes et leurs alliés kurdes. Téhéran affirme qu'entre trois mille et cinq mille habitants sont tués par les gaz. Tandis que le recours à l'arme chimique est dénoncé par la communauté internationale, la « *guerre des villes* » *se poursuit* : plus de deux cent cinquante missiles sol-sol sont tirés par les belligérants dans le mois, en particulier sur Téhéran et sur Bagdad (à partir du 1er).

Escalade de la violence en Irlande du Nord

Le 6, trois membres de l'IRA, qui préparaient un attentat, sont tués à Gibraltar par les forces spéciales britanniques. Il s'ensuit une vive tension dans les milieux catholiques d'Irlande du Nord, où est dénoncée l'« *exécution sans sommation* » de trois militants qui n'étaient pas armés.

Le 16, dix mille catholiques participent à leurs funérailles à Belfast, mais, au cimetière, un extrémiste protestant lance des grenades et tire sur la foule, faisant *trois morts et une soixantaine* de blessés avant d'être arrêté.

Le 19, lors des obsèques d'un militant de l'IRA tué le 16, deux soldats britanniques en civil sont lynchés par la foule avant d'être tués par des membres de l'IRA. Cet assassinat, d'une « *sauvagerie révoltante* » selon Mme Thatcher, suscite une émotion très forte, encore accrue après la diffusion de la scène filmée par la télévision (du 8 au 19, 22, 23 25, 27-28 et 29/III, 2/IV).

1987 en « Folio »

Comme l'année dernière, les douze chronologies mensuelles de 1987 sont publiées en livre avec une préface d'André Fontaine et augmentées d'un index détaillé.

★ Gallimard, collection « Folio Actuel », 26 F.

Mars 1988 dans le monde

La chronologie paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres entre parenthèses indiquent *la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.*

par ÉDOUARD MASUREL

18. – **ÉTATS-UNIS** : L'italien Pirelli, qui souhaitait, avec l'aide du français Michelin, acquérir Firestone, le deuxième fabricant de pneus américain, renonce, après la nouvelle offre du japonais Bridgestone, d'un montant de 2,6 milliards de dollars (8, 9, 12, 17 et 19).

18. – **ITALIE** : M. Carlo De Benedetti se retire de l'agro-*alimentaire en vendant au groupe* suisse Nestlé les activités industrielles et commerciales de Buitoni pour 7,36 milliards de francs. C'est à peu près ce qu'il a déjà dû payer pour tenter en vain de prendre le contrôle de la Société générale de Belgique (du 1er au 8, 12, 17, 18, 20-21, 23, 24 et 27-28).

18. – **PANAMA** : L'état d'urgence est décrété alors que les Etats-Unis multiplient les pressions, économiques et politiques, pour obtenir le départ du général Noriega, homme fort du pays, qui tente de se maintenir au pouvoir *malgré la dégradation de la situation* économique. La grève générale, déclenchée le 21 par l'opposition, s'essouffle à partir du 30 (à partir du 3).

19. – **FRANCE-ESPAGNE** : M. Mitterrand rencontre M. Felipe Gonzalez en Andalousie (9, 10, 20-21 et 22).

20. – **SALVADOR** : Victoire de l'opposition de droite aux élections législatives et municipales : l'ARENA obtient 31 (+ 6) des 60 sièges de l'Assemblée nationale, contre 22 (– 10) à la Démocratie chrétienne, ainsi que près des trois quarts des *mairies* (20-21, 23, 25 et 29).

22. – **BRÉSIL** : Le président José Sarney obtient que l'Assemblée constituante maintienne le *système présidentiel et fixe à cinq* ans la durée du mandat des chefs de l'Etat. Des sondages ont indiqué que, pour la majorité de l'opinion, le mandat de transition de M. Sarney, au pouvoir depuis mars 1985, ne devrait durer que quatre ans (13-14, 17, 24 et 25).

22. – **ÉTATS-UNIS** : Le gouvernement américain engage une action judiciaire afin d'obtenir la fermeture du bureau de *l'OLP* à l'ONU, décidée par un vote du Congrès, fin 1987, malgré l'opposition exprimée, à trois reprises, par la quasi-totalité des pays membres de l'ONU (2, 4, 13-14, 16, 24 et 25).

22. – **RFA** : La réforme fiscale approuvée par le conseil des ministres prévoit des allégements d'impôts pour 40 milliards de deutschemarks, à moitié compensés par 20 milliards de ressources fiscales nouvelles, obtenues par la suppression de privilèges fiscaux et l'instauration d'un *prélèvement* à la source de 10 % sur les revenus du capital (13-14 et 24).

23. – **ÉTATS-UNIS-URSS** : M. Reagan annonce qu'il se rendra à Moscou du 29 mai au 2 juin. Les entretiens entre MM. Schultz et Chevardnadze, du 21 au 23 à Washington, ne permettent que peu de progrès sur les armements stratégiques et sur l'Afghanistan (*du 17 au 26*).

23. – **URSS** : Le présidium du Soviet suprême rejette la demande de rattachement du Haut-Karabakh à l'Arménie. Malgré l'adoption, le 24, de mesures en faveur des Arméniens, qui sont majoritaires dans cette région autonome intégrée depuis 1923 à l'Azerbaïdjan, une grève générale est déclenchée à Stepanakert, capitale du Haut-Karabakh. La manifestation, prévue le 26 à Erevan, capitale de l'Arménie, ayant été interdite, elle est remplacée par une opération « ville morte » (du 1er au 31/III et 2/IV).

24. – ***GIBRALTAR*** : *Le Parti* socialiste et travailliste de Gibraltar (GSLP) de M. Joe Bossano remporte pour la première fois les élections législatives, en obtenant huit des quinze sièges du Parlement (23 et 26).

24. – **NICARAGUA** : Un accord prévoyant un cessez-le-feu pour deux mois à partir du 1er avril est conclu à Sapoa, ville proche du Costa-Rica, où les négociations directes entre sandinistes et « contras » avaient repris le 21. Auparavant la tension s'était accrue : après une offensive lancée le 15 par l'armée sandiniste contre la Contra près de la frontière hondurienne, Washington avait envoyé, le 16, trois mille deux cents militaires en « *manœuvres* » au Honduras. *Les* autorités américaines, surprises par l'accord de cessez-le-feu, obtiennent que le Congrès s'entende sur une aide humanitaire de 48 millions de dollars pour la Contra, qui est votée le 30 par la Chambre des représentants et le 31 par le Sénat (4, 5, 8, 12, 15 et du 17/III au 2/IV).

24. – **RFA** : L'Etat fédéral vend jusqu'au 28 la participation de 16 % qu'il détient encore dans le capital du groupe automobile Volkswagen (23 et 30/III et 1er/IV).

28. – **ESPAGNE** : *L'assassinat*, à Salvatierra, dans la province basque d'Alava, d'un général en retraite confirme le gouvernement dans son refus de *reprendre le dialogue avec* l'ETA tant que se poursuivent les attentats (29 et 31).

29. – **ÉTATS - UNIS - JAPON** : Les entreprises américaines obtiennent de participer aux appels d'offres pour quatorze grands projets de travaux publics japonais. La CEE dénonce cet accord bilatéral, contraire aux règles du libre-échange (15/III et 1er/IV).

29. – **GRANDE-BRETAGNE** : L'Etat cède le groupe automobile Rover, nationalisé en 1975, au constructeur aéronautique British *Aerospace, devenu privé en 1981*. Les conditions de cession sont critiquées par l'opposition travailliste, qui les juge trop favorables pour l'acheteur (3, 5 et 31).

29-31. – **ISRAËL** : *L'armée* israélienne déclare « zones militaires » pour trois jours les territoires occupés afin de prévenir un regain de violence lors de la Journée de la terre, célébrée le 30 par les Palestiniens. Ces mesures d'isolement n'empêchent pas les affrontements de se poursuivre : la mort de cinq « lanceurs de pierres » porte à cinquante le *nombre des Palestiniens tués en* mars ; un soldat israélien a aussi été tué par balles, le 20, à Bethléem. Depuis le début de l'agitation, le 9 décembre, plus de trois mille Palestiniens ont été emprisonnés (du 4/III au 2/IV).

FRANCE

3. – MM. Diallo, Archambeau et Mériel, les trois médecins jugés depuis le 15 février par la cour d'assises de Poitiers, sont acquittés, après avoir été déclarés non coupables de la mort d'une jeune femme lors d'une opération en octobre 1984 (du 2 au 5).

6. – M. Jacques Chirac, invité de « Questions à domicile » sur TF 1, durcit le ton à l'égard de M. Mitterrand et affirme qu'il ne sera « *pas question de cohabitation* » *s'il est réélu* (du 3 au 8).

6. – Au premier tour de l'élection cantonale de Lille-Ouest, après un mois de vives querelles au sein de l'UDF, Mme Jeannine Delfosse (CDS), veuve de l'ancien conseiller général, devance M. Jean-Jacques Descamps (PR), secrétaire d'Etat au tourisme, qui avait reçu l'investiture de l'UDF. Mme Delfosse est élue le 13 (2, 3, 4, 8 et 15).

8. – Un gendarme en faction devant la caserne Battesti d'Ajaccio est assassiné par un commando de l'ex-FLNC. M. Chirac, avant de venir en Corse, le 10, assister à la levée du corps du gendarme tué, appelle la population corse à « *s'associer à l'effort engagé par le gouvernement et les forces de l'ordre pour prendre les terroristes* » (du 10 au 17).

9. – En janvier, le déficit du commerce extérieur a été de 600 millions de francs. Les chiffres sont publiés avec retard en raison de l'harmonisation européenne des statistiques douanières (10 et 11).

14. – M. Edouard Balladur, inquiet de la multiplication des offres publiques d'achat (OPA), annonce des mesures afin de rendre plus difficiles les opérations « sauvages » et d'améliorer la transparence du marché. A la Bourse de Paris, depuis le début du mois, l'activité s'est ralentie et les cours se sont effrités après la hausse de février : le 31, l'indice CAC *s'inscrit en recul de 7,3 % en* un mois (6-7, du 12 au 17, 20-21, 25 et 27-28/III, 3-4/IV).

14. – La Chambre syndicale des agents de change décide, pour la *première fois, de suspendre un* de ses membres, la charge Louis-Baudouin, après la découverte de « *graves carences* » dans sa gestion (16, 17, 18, 30 et 31).

17. – M. Balladur, dans un point de vue publié par *le Monde*, souhaite la création d'une confédération RPR-UDF. Mais l'UDF fait front contre ce projet, critiquant le moment et la méthode choisis (16, 18 et 19).

19. – L'équipe de France de rugby, en battant à Cardiff le XV gallois par 10 à 9, remporte, *ex aequo* avec le Pays de Galles, le Tournoi des cinq nations (8, 10, 12, 15, 17 et 23).

20. – Le RPR rassemble cent mille personnes à l'hippodrome de Vincennes pour une « *grande réunion nationale* » de soutien à M. Chirac et un spectacle Johnny Hallyday (du 19 au 22).

21. – L'hôpital pour enfants Robert-Debré, construit à Paris (19e) par l'architecte Pierre Riboulet, est inauguré par M. Chirac (22 et 23).

22. – M. François Mitterrand, invité du journal de 20 heures sur Antenne 2, annonce sa candidature à l'élection présidentielle, pour lutter contre les « *germes de division* » semés par les « *partis qui veulent tout* », les « *clans* », les « *bandes* », les « *factions* », qui menacent la « *paix civile* ». M. Chirac dénonce l'« *agressivité du candidat socialiste* », à qui, comme M. Barre, il conteste le droit de se poser en « *rassembleur* » (23, 24 et 25).

22. – Renault annonce un bénéfice de 3,7 milliards de francs pour 1987 après 32,5 milliards de pertes depuis 1981. La Commission européenne demande, le 29, à l'Etat, s'il veut désendetter Renault en abandonnant ses 12 milliards de créances, de changer le statut de la Régie en société anonyme (23, 24, 30 et 31).

22. – Les six plongeurs qui participaient à l'expérience de plongée profonde Hydra VIII reviennent à l'air libre à Marseille : entre le 28 février et le 4 mars, il ont pu nager et travailler à plusieurs reprises à la profondeur record de 520 mètres (1er, 4, 9 et 24).

24. – M. Barre déclare sur Europe 1 qu'il ne censurerait pas automatiquement un gouvernement désigné par M. Mitterrand, *si celui-ci était réélu* (25).

25. – M. Mitterrand précise sur Europe 1 les accusations lancées le 22 contre M. Chirac et le RPR, toujours sans les nommer, en dénonçant « *une tentative de mainmise sur l'Etat* ». S'il est réélu, il n'exclut pas de choisir un premier ministre non socialiste et n'envisage de dissoudre l'Assemblée que si celle-ci renverse le nouveau gouvernement (du 25 au 29).

25. – Un rapport du Conseil d'Etat, remis au gouvernement, propose un cadre juridique pour l'ensemble des activités médicales et biologiques soulevant des problèmes éthiques et moraux (26 et 30).

25. – La cour d'assises spéciale des Pyrénées-Atlantiques condamne deux membres du GAL à la réclusion à perpétuité pour deux attentats commis contre des réfugiés basques espagnols en 1984 à Biarritz (du 23 au 28).

25. – Les quatre dirigeants d'Action directe suspendent leur grève de la faim commencée le 1er décembre pour obtenir de meilleures conditions de détention (24, 25 et 29).

25. – En février, le nombre des chômeurs ainsi que les prix de *détail ont augmenté de 0,2 % (18*, 26, 27-28, 30 et 31).

27. – Le PS, réuni en convention nationale extraordinaire, confirme son soutien à M. Mitterrand. M. *Lionel Jospin* déclare que les socialistes sont « *prêts a conduire une majorité gouvernementale de progrès, rassemblée autour* » d'eux (29).

27. – M. Valéry Giscard d'Estaing, invité de « Questions à domicile » sur TF 1, ne prend parti ni pour M. Barre ni pour M. Chirac et ménage M. Mitterrand. En se déclarant « *hostile à la dissolution* », il approuve l'hypothèse d'une seconde cohabitation (29 et 30).

29. – M. Raymond Barre présente son « Projet pour la France » et chiffre son programme. Il affirme qu'il ne changera ni le rythme ni le ton de sa campagne, bien qu'il perde des points dans les sondages (30 et 31).

29. – Dulcie September, représentante en France de l'organisation anti-apartheid ANC, est assassinée à Paris. Cet attentat, dont la *responsabilité* est attribuée aux services secrets sud-africains, malgré les dénégations de Pretoria, suscite de vives réactions en France et provoque une polémique politique, lancée par le PCF, M. Marchais allant jusqu'à accuser MM. Mitterrand et Chirac d'avoir « *du sang sur les mains* » (à partir du 30).

30. – Les OPA lancées par Schneider et Framatome sur Télémécanique sont prorogées jusqu'au 27 mai, après la présidentielle, sous la pression du gouvernement. M. Balladur s'était inquiété, le 1er, qu'on puisse, « *contre la volonté des salariés, procéder à des regroupements forcés* » (du 1er au 8, 11, 12, du 15 au 26 et 31/III, 1er/IV).

30. – Mort d'Edgar Faure, homme politique de premier plan des IVe et Ve Républiques. De nombreuses personnalités, dont MM. Mitterrand, Giscard d'Estaing, Chirac, lui rendent hommage (*11, 23* et *31/III*, 1er, 2 et 5/IV).

31. – M. Mitterrand, invité de « Questions à domicile » sur TF 1, insiste, en prenant l'exemple de plusieurs dossiers, sur la différence entre « *une politique de progrès et une politique conservatrice* », avant de déclarer : « *Je crois que je peux rassembler plus que d'autres* ». Le chef de l'Etat reste en tête et progresse même dans les sondages après l'annonce de sa candidature (du 25/III au 4/IV)

CULTURE

1er. – Mort de Jean Le Poulain, acteur et metteur en scène, administrateur général de la Comédie-Française depuis le 1er juillet 1986 (*3* et *5*).

2. – La *Symphonie* d'Edison Denisov est créée salle Pleyel par l'Orchestre de Paris dirigé par Daniel Baremboïm (4).

3. – *Mort de Henryk Szeryng*, violoniste mexicain d'origine polonaise (4).

4. – M. François Mitterrand inaugure la pyramide de verre, de l'architecte Pei, par laquelle les visiteurs entreront au Musée du Louvre (5).

8. – Michel Piccoli joue *le Conte d'hiver* de Shakespeare, mis en scène par Luc Bondy au Théâtre des Amandiers de Nanterre (9 et 13-14).

8-13. – Daniel Mesguich met en scène la *Tétralogie* de Richard Wagner à l'Acropolis de Nice (15).

9. – M. François Léotard annonce de nouvelles mesures pour la mise en valeur du domaine national de Versailles (11, 23 et 27-28).

10. – André Frossard, reçu à l'Académie française par le Père Carré, prononce l'éloge du duc de Castries (11 et 13-14).

12. – *Au revoir les enfants*, de Louis Malle, remporte sept des dix-sept césars décernés aux films français de long métrage (6-7 et 15).

16. – Le Palais de l'image et du son, nouvel espace pour le cinéma et la photographie, est inauguré au Palais de Tokyo à Paris (17).

20. – Mort de Gil Evans, compositeur et musicien de jazz (23).

24. – Michel Debré est élu à l'Académie française, au fauteuil du duc de Broglie (24 et 26).

25. – Mort d'Appeles Fenosa, sculpteur catalan qui avait émigré en France (29).

28. – Les danseurs de l'Opéra de Paris interprètent *le Martyre de saint Sébastien* dans une chorégraphie de Bob Wilson à la Maison de la culture de Bobigny (6-7/III et 2/IV).

30. – Le Musée national d'art moderne expose les œuvres de Chagall *que l'Etat a obtenues en* dation (30).

31. – Des précisions sont données sur l'avenir et la programmation de l'Opéra de la Bastille et du Palais Garnier. *La salle Favart* deviendra autonome en 1989 : elle accueillera une école d'art lyrique ainsi que des spectacles d'opéras de régions (2/IV).



Economie

A la Conférence mondiale de l'alimentation

Le représentant de Washington critique sévèrement la politique agricole de la CEE

M. François Guillaume a exposé, le vendredi 8 avril, devant les délégués de la Conférence mondiale de l'alimentation, le plan qu'il a conçu afin d'assainir les marchés agricoles et de mieux assurer l'indépendance alimentaire du tiers-monde. A cette conférence, qui a réuni à Bruxelles, à l'initiative de lord Plumb, le président du Parlement européen, des personnalités de l'Occident, du tiers-monde, mais aussi des pays de l'Est, la politique agricole commune (PAC) et ses subventions à l'exportation ont souvent été critiquées, notamment par les Américains.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

M. Richard Lyng, le ministre américain de l'agriculture, a préconisé la suppression complète en dix ans de l'ensemble des subventions accordées à l'agriculture. En fait, les Etats-Unis veulent surtout contraindre la CEE à réduire ses aides à l'exportation.

Malgré une ambiance peu propice — les délégués étaient largement acquis aux thèses anglo-saxonnes, — M. Frans Andriessen, le commissaire chargé des affaires agricoles, comme M. Guillaume ont contré avec détermination l'argumentation de M. Lyng, laissant ainsi présager des affrontements sérieux au cours des grands rendez-vous internationaux de l'année. La réforme des politiques agricoles occupera une place centrale dans plusieurs réunions internationales : la session ministérielle de l'OCDE les 18 et 19 avril puis, en juin, le sommet économique occidental qui réunira les chefs d'Etat et de gouvernement des sept principaux pays industrialisés ainsi que le président de la Commission européenne à Toronto, enfin en décembre à Montréal la session ministérielle du GATT (l'accord qui réglemente le commerce international). *« La proposition des Etats-Unis est inacceptable : la seule suppression des subventions ne soulagera pas les pays en voie de développement et conduira à une baisse des revenus des agriculteurs. La suppression des subventions doit être le résultat d'une politique et non pas un préalable »*, a observé M. Guillaume. Son plan comporte deux volets :

1 — *« Il convient*, souligne-t-il, *de réagir à l'anarchie des marchés mondiaux. »* En deux ans, les prix des céréales ont baissé de 60 % au seul profit d'acheteurs comme l'URSS, le Japon ou l'Arabie saoudite. Il faut donc, de manière prioritaire, provoquer un relèvement des prix mondiaux grâce à une action concertée des pays exportateurs.

2 — Les recettes ainsi dégagées grâce à cette *« OPEP des producteurs de céréales »* seront affectées au développement agricole du tiers-monde.

Les propositions soumises par la Communauté au GATT s'inscrivent dans le premier volet du programme de M. Guillaume. Elles mettent également l'accent sur la nécessité de prendre d'abord des mesures d'urgence, de s'attaquer à l'effondrement des cours avant d'essayer de s'entendre sur une réduction concertée du soutien accordé par les pouvoirs publics aux agriculteurs. Les Etats-Unis refusent cette trêve, ce coup d'arrêt à la surenchère des subventions à l'exportation. Tout au contraire, engagés dans une logique d'affrontement, ils affirment haut et *fort leur intention de continuer à reconquérir des parts de marché.*

En outre, Washington tient pour négligeables les efforts consentis depuis 1984 et amplifiés lors du conseil européen de Bruxelles en mars dernier pour réformer la politique agricole commune (PAC). Or la Communauté considère que c'est là une contribution importante à l'assainissement des marchés. Elle ne souhaite pas que cet effort de maîtrise de la production auquel elle s'astreint soit annulé par une augmentation de la production américaine, canadienne ou australienne. Elle invite donc ses partenaires à prendre des engagements analogues.

Le ministre français de l'agriculture, qui doit se rendre à Washington les 10 et 11 avril, ne désespère pas d'en convaincre les Américains.

PHILIPPE LEMAITRE.

A la veille de la réunion du G 7 à Washington

Les marchés financiers américain et japonais affichent leur optimisme

L'*optimisme serait-il de retour* sur les grandes places financières internationales ? L'évolution, au cours de la semaine écoulée, des principaux marchés des actions semble en accréditer l'idée.

Le jeudi 7 avril, la Bourse de Tokyo terminait à un niveau record (l'indice Nikkei affichant 26 769 yens), rejoignant puis dépassant son sommet historique du 14 octobre dernier, c'est-à-dire juste avant le krach. Vendredi, après quatre séances consécutives de hausse, la Bourse de New-York à son tour retrouvait son niveau le plus élevé depuis le douloureux 19 octobre, sans toutefois retrouver son sommet de l'avant-krach. Le Dow Jones, le baromètre de la Bourse de Wall Street, terminait vendredi à 2 090,18, loin encore en dessous du record du 25 août 1987 (2 722,42) et même du niveau relevé le 16 octobre (2 246,73).

En une semaine, l'indice boursier de Tokyo a gagné 1,7 %, celui de New-York 5 %. Ces performances restent cependant liées à des conditions propres à chacun des deux pays. Les marchés européens, fermés le lundi de Pâques, n'ont participé que modestement à l'embellie. La hausse enregistrée au cours des quatre séances de la semaine *n'a été* que de 1,1 % à Paris (*voir page 14*), de 1,3 % à Zurich, de 1,9 % à Londres et de 1,3 % à Francfort.

L'organisation particulière du Kabuto-Cho, la Bourse de Tokyo, la bonne santé de l'économie nippone, les *modifications réglementaires* et fiscales intervenues cette année et les bonnes perspectives de résultats financiers annoncées par les entreprises japonaises sont autant de facteurs particuliers qui contribuent à doper la Bourse de Tokyo.

Aux Etats-Unis, plusieurs éléments ont favorisé la hausse du Dow Jones : la fermeté du dollar au cours de la semaine écoulée, le mouvement de détente sur les taux d'intérêt, la conviction des opérateurs que la Réserve fédérale continuera à alimenter l'économie en liquidités en cas de besoin (la perspective électorale aidant) et la nouvelle hausse attendue des profits des entreprises.

Malgré cela, certains experts continuent à jouer les rabat-joie. Dans son édition du 5 avril, le *Wall Street Journal*, le quotidien des milieux d'affaires américains, publiait un graphique inquiétant. Celui-ci établit une comparaison entre l'évolution du Dow Jones après le krach de 1929 et après celui d'octobre dernier. Le parallèle est saisissant. Après l'effondrement des cours du jeudi noir de 1929, l'indice américain avait repris son mouvement de hausse. Il avait regagné la moitié de ses pertes en avril 1930. Il rechutait ensuite pendant les deux années qui ont suivi, plongeant les Etats-Unis — et le reste du monde — dans la grande dépression.

« Il ne s'agit que d'une analyse graphique », commente le journal américain, qui fait remarquer, à juste titre, que les conditions économiques sont aujourd'hui radicalement différentes de celles de l'époque : la croissance reste forte, le chômage est toujours en baisse, on ne relève aucun signe de déflation.

La situation actuelle diffère également de celle des années 30 par une autre dimension. La coopération internationale, notamment entre les principales puissances industrielles, est désormais beaucoup plus active. La réunion des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales des sept grands pays industriels, le fameux G7, qui doit se tenir mercredi 13 avril à Washington (à la veille du comité intérimaire du FMI), est, de ce point de vue, attendue avec impatience par les opérateurs des marchés financiers.

E.I.

SOCIAL

Les négociations salariales pour 1988

• Accords signés par des syndicats minoritaires à la SNCF et à Air Inter
• Echec à Air France

Des accords salariaux pour 1988 ont été signés à la SNCF et à Air Inter par des syndicats minoritaires, tandis que tous les syndicats ont refusé les propositions de la direction à Air France. A la SNCF, l'accord salarial pour 1988 a été signé par la CFTC (5,07 % aux élections des délégués du personnel de décembre 1987) et par la Fédération maîtrise et cadres (9,75 % des suffrages, mais 57,57 % dans le collège cadres). La CGT, la CFDT, FO, la FGAAC (conducteurs autonomes) et la CGC ont exprimé leur désaccord.

L'accord à la SNCF prévoit une augmentation générale du niveau des salaires de 2,2 % (0,3 % au 1er janvier, 1 % au 1er avril, 0,9 % au 1er octobre), l'intégration d'un point de l'indemnité de résidence dans les salaires et les pensions et une majoration au 1er juillet de la part fixe de l'allocation familiale supplémentaire. Une clause de rendez-vous est prévue au dernier trimestre 1988.

A Air France, où la direction avait proposé une hausse générale de 2 % des salaires, tous les syndicats ont refusé ces propositions. Devant ce désaccord, la direction a décidé unilatéralement une augmentation de 1 % au 1er avril sans préciser si une nouvelle augmentation interviendrait plus tard dans l'année.

A Air Inter, deux syndicats, la CFTC et la CGC, vont signer un accord qui prévoit une augmentation générale en niveau de 2 % (1,5 % au 1er mars et 0,5 % au 1er septembre). La CGT, FO, le SNPTI et le SNMSAC (autonomes), représentant le personnel au sol, ont appelé à une grève de vingt-quatre heures le 19 avril.

• **Reconduction de la grève dans trois usines de la SNECMA.** — Lors d'assemblées générales, le vendredi 8 avril, les employés des trois usines de la région parisienne — Gennevilliers (Hauts-de-Seine), Villaroche (Seine-et-Marne) et Corbeil (Essonne), respectivement en grève depuis les 17, 21 et 23 mars dernier, — ont voté *« à l'unanimité »* selon la CGT la reconduction du mouvement de grève pour vingt-quatre heures. Les dernières propositions salariales de la direction ont été rejetées par les grévistes, qui réclament 1 500 F d'augmentation salariale uniforme. Le débat sur la poursuite du mouvement devrait être relancé le 11 avril avec le retour des salariés en congé (40 % de l'effectif à Corbeil). La CGT a appelé à une journée d'action dans toutes les entreprises de l'aéronautique pour le mercredi 13 avril.

Remous au sein de la CGT à l'arsenal de Brest

BREST
de notre correspondant

La décision de la CGT de l'arsenal de Brest de ne pas redonner sa carte à M. Louis Aminot, l'un des plus chauds partisans de M. Pierre Juquin dans le département du Finistère, licencié de son poste de permanent au Parti communiste en septembre 1986, provoque des remous au sein de l'organisation.

Vingt et un membres de la commission exécutive du syndicat CGT de l'arsenal soutenant M. Aminot, sur un total de trente-neuf personnes, ont été exclus lors d'une réunion qui s'est tenue vendredi 1er avril, en présence de M. Jean-Louis Naudet, de la fédération CGT des travailleurs de l'Etat.

Ce conflit est l'une des conséquences de la scission qui s'est produite entre rénovateurs et orthodoxes au sein du Parti communiste dans le Finistère. Il pose, pour les rénovateurs, la question de la démocratie au sein de la CGT à l'arsenal.

Adhérent de la CGT depuis 1958, M. Aminot avait quitté la DCAN (Direction de la construction des armes navales), où il était électronicien, en 1974, pour occuper les fonctions de permanent politique du PCF dans le Nord-Finistère (1). Au moment de reprendre sa carte à l'arsenal, en février dernier, il lui a été demandé de s'adresser à l'union locale.

Selon M. Yves Kerneis, secrétaire général de la CGT de l'arsenal, *« les statuts précisent que, pour faire partie du syndicat, il faut être salarié de l'arsenal »*. Cette décision a surpris les adhérents exclus : *« Louis Aminot cotisait à son syndicat d'origine, comme le veut localement la coutume pour tous les permanents du Parti. Si on lui a refusé sa carte, c'est qu'on le juge indésirable. »*

GABRIEL SIMON.

(1) Louis Aminot a demandé sa réintégration à M. Mitterrand.

• **Accord médecins-Sécurité sociale sur la préretraite.** — La Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), la Caisse d'asssurance-maladie des non-salariés non agricoles (CANAM) et la Mutualité sociale agricole (MSA) ont signé un accord qui pourrait entrer en application le 1er juillet sur l'indemnisation des médecins préretraités. Les 7 500 médecins âgés de plus de soixante ans d'ici deux ans peuvent obtenir dès le 1er juillet — sous réserve de ratification de l'accord par l'Etat — une préretraite équivalant à la moyenne de leurs revenus imposables des trois dernières années d'exercice avec un maximum de 150 000 F par an. Ils recevront également le montant des cotisations sociales obligatoires (actuellement 30 820 F par an). A soixante-cinq ans, ils recevront leur retraite normale.

AFFAIRES

Le classement annuel des agences américaines

La publicité a baissé de près de 5 % aux Etats-Unis en 1987

Heureusement que les agences de publicité américaines ont des activités à l'étranger : les résultats compensent la baisse enregistrée aux Etats-Unis. En effet, les cinq cents premières agences américaines recensées par l'hebdomadaire spécialisé *Advertising Age* (AA) ont réalisé, en 1987, une marge brute (1) globale de 9,6 milliards de *dollars, en progression de 10 % sur* l'année précédente, mais ce résultat masque une baisse de 4,6 % de la marge brute réalisée aux Etats-Unis (6,2 milliards de dollars) et une progression de 36,8 % des travaux à l'étranger (3,4 milliards).

Le premier groupe est britannique

(En millions de dollars)

RANG	GROUPES	CHIFFRE d'affaires 1987	MARGE brute 1987
1	Saatchi et Saatchi PLC	11 357	1 685
2	Interpublic	6 623	993
3	Omnicom	6 268	896
4	WPP	5 953	893
5	Ogilvy	5 041	724
6	WCRS/Bélier	1 634	230

Les Anglais à Madison

Cette décrue de l'investissement publicitaire aux Etats-Unis serait en partie due, selon AA, aux concentrations et aux rachats qui ont ébranlé l'univers des agences depuis deux ans. Les nouvelles agences nées de ces fusions sont rarement aussi importantes que l'addition des parties qui les composent. La baisse d'activité aux Etats-Unis a des effets sur l'emploi dans les plus grandes agences. Dans les vingt-cinq premières, le nombre des salariés a augmenté, au plan mondial, de 87 600 à 91 000 (+ 3,9 %), mais a baissé, à l'intérieur des Etats-Unis, de 0,9 %. Certaines agences ont même licencié, comme J. Walter Thomson, qui s'est séparée de 17,4 % de son personnel, ou HDM de 30,8 %.

Le « club des milliardaires » de la facturation comprend seize agences. Young & Rubicam reste en tête pour la septième année consécutive, avec un chiffre d'affaires de 4,9 milliards de dollars et une marge brute de 735,5 millions de dollars, talonnée par Saatchi & Saatchi Advertising, filiale du groupe britannique du même nom, avec 4,6 milliards de *chiffre d'affaires et 694 millions* de marge brute, et une autre agence du même groupe, Backen Spielwogel Bates, avec 4 milliards de chiffre d'affaires et 600 millions de marge brute. HDM (filiale américaine du groupe *français Eurocom*, de Young & Rubicam et du Japonais Dentsu) arrive en quatorzième position avec 1,3 milliard de chiffre d'affaires et 204 millions de marge brute.

La présence des agences britanniques aux Etats-Unis est encore plus sensible si l'on considère non plus les agences, mais les groupes, puisque trois des six grands groupes recensés ont leur siège à Londres (voir tableau). Interpublic (McCann Erickson, Lintas...) a perdu la première place au profit du holding des frères Saatchi, qui regroupe les deuxième et troisième agences américaines, cette dernière étant née de la fusion de l'Anglais Dorland avec l'américain Ted Bates. Au quatrième *rang, on trouve le groupe* WPP, qui avait avalé J. Walter Thompson de New-York en juillet 1987 et possède également la première agence mondiale de relations publiques, Hill & Knowlton. Enfin, au sixième rang, WCRS/Bélier, qui comprend, avec Le Bélier, une des *filiales* du *français* Eurocom. Les trois autres sont américains : Interpublic, Omnicom (BBDO et DDB Needham) et Ogilvy (Ogilvy & Mather, Scali, McCabe, Sloves et SAGE).

Incontestablement, la cuvée 1987 des agences américaines a un très net bouquet britannique.

J. D.

(1) La marge brute des agences de publicité peut être considérée comme leur véritable chiffre d'affaires, le total des facturations aux annonceurs constituant la somme des budgets qui leur sont confiés, y compris la rémunération des espaces publicitaires occupés dans les médias.

2,6 milliards de profits en 1987

Thomson CSF recentré sur l'armement... et la finance

Aboutissement de cinq années de restructuration sous la houlette de M. Alain Gomez : Thomson CSF n'est plus aujourd'hui qu'un vendeur d'armes.

En 1982, la « défense » ne représentait que 31 % du chiffre d'affaires de CSF, filiale à 55 % du groupe nationalisé Thomson SA. Les télécommunications y comptaient pour 42 %, les composants électroniques pour 10 % et les équipements de radiologie médicale pour 13 %. Fin 1987 : la défense représente 94 % des ventes, après la cession des télécommunications à la CGE en 1983, celle de la radiologie à l'américain General Electric en 1987 et, la même année, le mariage des composants civils avec l'italien SGS (fusion dont CSF conserve 50 % du capital).

Des armes qui paient. Thomson CSF est devenu l'un des groupes mondiaux les plus rentables de ce domaine, s'est félicité M. Gomez, en présentant, le 8 avril, ses résultats. Avec 2,6 milliards de bénéfices nets, la firme française, en quasi-faillite en 1982, a désormais rejoint le peloton de tête des géants : les américains Hughes, Raytheon, General Electric ou Rockwell, en chiffre d'affaires (35,9 milliards de francs) et mieux encore en rentabilité. Grâce aux restructurations, le résultat d'exploitation est passé de 616 millions de francs en 1986 à 1 271 millions de francs l'an passé.

« Nettoyage » achevé ? Pas sûr, car M. Gomez constate que son groupe même s'il ne fait plus que des systèmes électroniques de défense, en produit une gamme très large. Du contrôle aérien aux radars en passant par les équipements de communication, cela fait huit « créneaux ». *« Dans chacun, CSF est le numéro un européen, mais, au niveau mondial, nous ne sommes leader que dans deux : le contrôle de trafic aérien et les systèmes de défense aérienne. »* Or, *« le coût de développement dans chaque créneau a été multiplié depuis 1982 par un facteur de 5 à 8 »*, ajoute-t-il. Autrement dit... Thomson pourra à nouveau céder certaines activités ou les échanger.

Mais, parallèlement, *« le secteur est entré dans une phase de reconfiguration mondiale*, poursuit M. Gomez. *Des opportunités se présenteront à coup sûr »*. Thomson CSF *« a les moyens »* d'acquérir des firmes, en Europe particulièrement.

Des armes qui paient... et des placements qui rapportent. Le groupe CSF a récupéré, en 1987, Thomson Finance créé par sa maison mère Thomson SA l'année précédente. Banque de marché intervenant notamment sur le désormais célèbre MATIF (Marché à terme des instruments financiers) grâce à sa filiale BATIF, Thomson CSF Finance a réalisé un profit avant impôt de 2 645 millions de francs en 1987 (1,85 milliard après impôt), ce qui *étant donné le krach d'octobre est un « résultat très satisfaisant »*. Contrairement aux rumeurs, la BATIF a été, globalement, gagnante sur le MATIF.

Pour M. Gomez, cette activité financière ne s'oppose pas à l'industrie, au contraire. *« Tout groupe qui exporte doit se couvrir des fluctuations monétaires. Le krach et les mouvements du dollar nous donnent raison. »* Pour faire bonne mesure, il va au-delà et a donné pour objectif à cette activité non seulement d'assurer la couverture des changes, mais d'être un *« centre de profit stable, servant de deuxième étage à la fusée CSF »*. Il envisage d'ailleurs de faire de même... dans l'immobilier. Puisqu'on doit se loger, autant y faire *« du profit et des réserves de plus-value »*, en cas de coup dur.

Abandon du secteur industriel civil et recherche de profit dans les services : la stratégie de M. Gomez est au cœur des questions sur la politique industrielle française. Il a de très solides arguments à faire valoir. En substance : *« Je ne peux pas être premier partout. Je conserve les armes chez CSF et chez Thomson SA, l'électronique grand public, confortée après le rachat des activités de RCA. C'est déjà beaucoup. »* Pouvait-il faire autrement ? Le débat est ouvert.

E. L. B.

IBM obtient une dérogation pour le travail du dimanche en RFA

Le gouvernement de l'Etat de Bade-Wurtemberg vient de donner son autorisation à IBM-Allemagne pour commencer la production de puces d'ordinateurs le dimanche à son usine de Sindelfingen, près de Stuttgart. Aucune date n'a cependant *été fixée pour l'entrée en* vigueur de cette décision, annoncée le vendredi 8 avril, la compagnie devant d'abord rechercher un accord avec les représentants des salariés.

Cette décision est une grande victoire pour IBM-Allemagne, qui s'opposait sur ce sujet à l'IG-Metall, la puissante fédération de la métallurgie ouest-allemande. Pour les syndicats, une telle décision introduit un dangereux précédent en permettant une exemption légale à la loi qui en RFA interdit le travail le dimanche.

1 000 milliards de pesetas pour les chemins de fer espagnols

Le conseil des ministres espagnol a accordé, le vendredi 8 avril, 1 000 milliards de pesetas (51 milliards de francs) pour la modernisation dans les quatre ans des chemins de fer espagnols (RENFE). Le plan d'investissement prévoit la modernisation des wagons et locomotives afin de permettre des vitesses de 250 kilomètres/heure sur certains tronçons, a précisé le ministre espagnol des transports, M. Abel Caballero. Le trajet Madrid-Séville se fera en deux heures quarante-huit minutes, soit un gain de trois heures sur le temps actuel (*le Monde* du 1er mars).

Les crédits permettront également d'assainir la situation financière de la société nationale RENFE, qui prévoit cette année un déficit de 183 milliards de pesetas (9,4 milliards de francs).

Pour contrer sa fusion avec la Sema-Metra

La société britannique CAP fait l'objet d'un «raid» boursier

Les actions de la société informatique britannique CAP Group ont été l'objet d'un « raid » boursier, le vendredi 8 avril au Stock Exchange de Londres, dont le résultat a été une hausse de 89 pence du titre, qui s'est échangé en fin de séance à 291 pence (soit environ 30 F). La maison de courtage SG Warburg a confirmé agir pour le compte d'un acheteur anonyme qui chercherait dans un premier temps à s'assurer une part de 15 % du capital, mais pourrait ensuite pousser son ambition jusqu'à 29,9 %, ultime pourcentage au-delà duquel une OPA doit être formellement déclarée. Les noms de CAP Gemini Sogeti, numéro un français des services informatiques, et du néerlandais Volmac (qui détient 8 % de CAP Group) sont cités comme auteurs éventuels de ce raid.

CAP Group est actuellement en cours de fusion avec Sema-Metra, quatrième société de services d'ingénierie *informatique française* (*le Monde* du 31 mars), pour constituer SEMACAP.

Les responsables de CAP Group demeurent confiants dans la poursuite de cette fusion, mais les observateurs remarquent que le cours atteint par l'action peut poser problème sur le prix de la fusion, qui était de ving-quatre actions de CAP pour chaque action SEMACAP.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Semaine du 5 au 8 avril 1988

Un long fleuve tranquille

« *LA Bourse est un long fleuve tranquille* », ironisait un banquier cinéphile au terme d'une semaine pour le moins paisible. Tellement calme, d'ailleurs, que le volume des transactions quotidiennes, déjà peu élevé précédemment, a considérablement chuté. Descendu graduellement au-dessous du milliard de francs, puis de 750 millions la semaine précédente, le montant des échanges sur le marché à règlement mensuel est tombé à 444,6 millions... Un niveau inconnu depuis deux ans et demi, depuis exactement la mi-octobre 1985. Et pourtant, malgré cette inactivité, l'indice CAC est parvenu à s'apprécier de 1,1 %. Il clôturait vendredi à 287,4.

Comme à l'accoutumée, le long week-end pascal, en ramenant deux fois de suite le nombre de séances hebdomadaires à quatre, a largement contribué au désœuvrement. Nombre de boursiers ont profité de cette période pour partir en vacances. S'ajoute, cette année, l'incertitude politique provoquée par l'issue de l'élection présidentielle, qui incite à l'attentisme. Cette prudence, ajoutée au peu d'opérateurs présents, a suscité des journées ternes et sans relief.

Mardi, les portes vitrées au palais Brongniart s'ouvraient sur un marché atone. Pendant la majeure partie de la séance, l'indicateur instantané se maintenait à – 0,45 %. Par la suite, une légère reprise lui permettait de conclure sur une modeste avance de 0,43 %. Le même mouvement de Yo-Yo était observé le lendemain dans une ambiance encore plus morne. Après avoir accusé un repli de 0,5 %, l'indicateur revenait en fin de journée à + 0,27 %. Jeudi, tous les espoirs étaient permis après que la Bourse de Tokyo avait atteint un nouveau record historique effaçant définitivement les pertes provoquées par le krach d'octobre, et qu'un vent d'optimisme outre-Atlantique permit à Wall Street de gagner 3,2 %. C'était peut-être aller un peu vite. Sans emballement mais avec une activité sensiblement plus soutenue, la place parisienne salua ces deux performances en s'appréciant de... 0,96 %. La torpeur envahit rapidement les allées et la dernière séance se termina sur un score quasi nul (– 0,03 %).

Comme la semaine précédente, la poursuite de la publication des excellents résultats des sociétés en 1987 n'entraîna pas de réaction. Les progrès sont pourtant toujours appréciables : + 68 % pour Précision mécanique Labinal, + 45,2 % pour Cap-Gemini-Sogeti, ou encore + 58 % pour la CGE. La Bourse, il est vrai, évolue sans direction précise depuis plusieurs semaines et la position de place du mois de mars traduit bien ce sentiment d'incertitude. Le montant des engagements à l'achat et à la vente sur le marché à règlement mensuel a continué de décroître. Les achats à découvert à fin mars ont régressé de 13,4 %, revenant à 2,99 milliards de francs. Au rythme actuel des échanges, ils représentent environ six séances de Bourse. La position des vendeurs à découvert de son côté est revenue à 1,09 milliard de francs (– 8,7 %).

Ce mouvement ne devrait pas s'inverser en avril au vu des séances écoulées. D'autant que l'enthousiasme suscité par la quinzaine d'offres publiques d'achat (OPA) au cours du premier trimestre semble déjà loin. Pourtant, toutes les opérations ne sont pas terminées, même si la première d'entre elles vient officiellement de s'achever. Le canadien Seagram, par l'intermédiaire de sa filiale Mumm, a acquis la quasi-totalité des titres Martell et détient ainsi près de 98 % du capital de la maison de cognac.

Alors qu'une trêve a été imposée jusqu'au 27 mai par les pouvoirs publics dans la bataille pour le rachat de la Télémécanique, les autorités boursières ont autorisé Bolloré à surenchérir sur Elf-Aquitaine pour prendre le contrôle de Rhin-Rhône. Le prix proposé pour chaque titre de la firme de distribution de combustibles est de 1 575 F. Toutefois, au ministère de l'industrie, un accord entre les deux protagonistes est vivement souhaité. Les discussions entre Elf et Bolloré se poursuivent laborieusement en ce sens.

D'autres firmes seront-elles la cible prochaine de raiders ? « *Pourquoi pas* », entend-on prudemment pour toute réponse autour des colonnes de la Bourse, là même où encore récemment beaucoup n'hésitaient pas à citer des listes entières de sociétés « opéables ». Certains, néanmoins, tournent leurs regards vers Clause. A la surprise générale, mercredi, le groupe Lafarge-Coppée a annoncé détenir 4,27 % de cette société de semences potagères et florales. Il entre ainsi de face en concurrence avec Sanofi, qui en possède 4 % et souhaite se renforcer, et, surtout, avec la Compagnie du Midi. Ce holding, bien que disposant de 52 % du capital, a lancé une OPE (offre publique d'échange) en vue de détenir le maximum d'actions. L'offre lancée le 1er mars expirera le 12 avril.

Etonnement également jeudi lorsque, au travers d'un communiqué très bref, Imétal a indiqué détenir 23,9 % d'Origny-Desvroise, une société spécialisée notamment dans la fabrication de carrelages. Une entrée qui traduit la volonté de cet ancien holding minier de se recentrer vers la production et la distribution de matériaux pour la construction et l'habitat. Ira-t-il pour cela renforcer sa participation ? Enfin, la suspension des cours de Penarroya, vendredi en fin d'après-midi, a intrigué plus d'un opérateur. Cette interruption provisoire a été décidée par la Société des Bourses françaises en raison d'un décalage trop important à la hausse des cours de l'action. Cette dernière s'était appréciée de 11,5 %. Certains ont attribué ce mouvement à des anticipations de résultats bénéficiaires pour le groupe en 1987 après une perte l'année précédente...

« *L'activité devrait reprendre dans les jours prochains* », estimait et surtout souhaitait un gérant de portefeuilles en quittant la Bourse vendredi. Comment et sous quelle forme ? Car la nouvelle semaine vivra au rythme de la réunion du G 7 qui rassemble les sept ministres des finances des pays les plus industrialisés et également sera dans l'attente de la publication du montant du déficit commercial américain de février. Il sera présenté le 14 avril, six mois jour pour jour après l'annonce de celui qui fut à l'origine du krach d'octobre. Finie la tranquillité ?

DOMINIQUE GALLOIS.

Filatures, textiles, magasins

	8-4-88	Diff.
André Roudière	190	inch.
Agache (Fin.)	1 440	– 30
BHV	293	– 7
CFAO	1 130	+ 4
Damart-Serviposte	1 920	+ 50
Darty	310	+ 5
DMC	418,50	+ 17,50
Galeries Lafayette	751	+ 17
La Redoute	2 050	+ 24
Nouvelles Galeries	321	+ 1
Printemps	393	+ 17,50
SCOA	38,50	+ 0,30

Mines d'or, diamants

	8-4-88	Diff.
Anglo-American	95,50	– 7,60
Amgold	495	– 17
Buf. Gold M.	104,30	– 0,80
De Beers	59,85	+ 2
Drief. Cons.	66,85	– 1,05
Gencor	91,50	– 1,20
Gold Field	91,50	– 3,40
Harmony	47	– 1,10
Randfontein	455	– 11
Saint-Helena	51	– 0,30
Western Deep	217	– 8

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	8-4-88	Diff.
4 1/2 % 1973	1 450	inch.
10,30 % 1975	102,30	+ 0,55
PME 10,6 % 1976	102,40	+ 0,05
8,80 % 1977	128,10	+ 0,80
10 % 1978	101,50	– 0,36
9,80 % 1978	101,35	+ 0,35
9 % 1979	100,20	+ 0,28
10,80 % 1979	104,15	+ 0,25
16,20 % 1982	112,70	– 0,10
16 % 1982	114,75	+ 0,20
15,75 % 1982	109,80	– 0,06
CNE 3 %	3 810	– 50
CNB bq. 5 000 F.	102,36	– 0,14
CNB Paribas 5 000 F	102,45	+ 0,05
CNB Suez 5 000 F	102,45	+ 0,05
CNI 5 000 F	102,35	– 0,05

Banques, assurances sociétés d'investissement

	8-4-88	Diff.
Bail Équipement	270	– 1
Bancaire (Cie)	387	– 18
Cetelem	675	+ 5
Chargeurs SA	779	+ 47
CFF	848	– 2
CFI	380	– 7
Eurafrance	1 130	+ 9
Hénin (La)	410	+ 2
Imm. Pl.-Monceau	310,20	– 8,80
Locafrance	410	+ 8
Locindus	890	+ 20
Midi	1 400	+ 123
Midland Bank	176,20	+ 1
OFP	889	– 11
Paris. de réesc	332	+ 12,50
Prétabail	1 080	– 45
Schneider	240	+ 3
Suez (Cie Fin.)	226,70	– 3,30
UCB	172	– 2

Métallurgie construction mécanique

	8-4-88	Diff.
Alspi	209	+ 3
Avions Dassault-B.	688	+ 26
De Dietrich	1 426	+ 26
FACOM	740	+ 19
Fives Li	79	+ 0,70
Marine Wendel	235,10	+ 6,20
Penhoët	275	– 5
Peugeot SA	935	+ 16
Sagem	1 373	+ 4
Saulnes-Châtillon	146	– 0,50
Strafor	415	– 5
Valéo	400	+ 1
Vallourec	71,30	+ 1

Produits chimiques

	8-4-88	Diff.
Inst. Mérieux	2 975	– 5
Labo. Bell.	1 040	+ 40
Roussel UC	744	inch.
BASF	830	+ 16
Bayer	899	+ 18
Hoechst	881	+ 4
Imp. Chemic.	103,70	– 0,50
Norsk Hydro	180	+ 6

Alimentation

	8-4-88	Diff.
Béghin-Say	380	+ 11
Bongrain	1 920	+ 25
BSN	3 840	+ 31
Carrefour	2 103	+ 43
Casino	107,50	+ 9,50
Euromarché	2 411	+ 121
Guyenne et Gasc.	489	+ 267
Lesieur	1 755	– 45
Moët-Hennessy	1 759	+ 7
Nestlé	34 000	– 250
Occidentale (Gle)	650	+ 12
Olida-Caby	233,50	+ 13,40
Pernod-Ricard	680	+ 12
Promodès	1 245	+ 69
St-Louis-Bouchon	969	+ 3
Source Perrier	569	+ 17

Pétroles

	8-4-88	Diff.
Elf-Aquitaine	268,50	– 1
Esso	301	– 2,70
Exxon	249	+ 16
Petrofina	1 851	+ 89
B.P.France	63,35	+ 1,25
Primagaz	570	+ 5
Raffinage	76	+ 0,90
Royal Dutch	685	+ 24
Sogerap	268	+ 33
Total	335,50	+ 8,10

Mines, caoutchouc

	8-4-88	Diff.
Géophysique	370	+ 34,90
Imétal	153	+ 3
Michelin	173	+ 7,90
Min. Penarroya	38	+ 3,50
RTZ	37,90	+ 1,80
ZCI	1,48	+ 0,03

Matériel électrique services publics

	8-4-88	Diff.
Alcatel	1 707	– 33
Alsthom	238	+ 18,10
CGE	219	+ 10
Crouzet	217	+ 31,90
Générale des Eaux	980	+ 38
IBM	620	+ 25
Intertechnique	916	+ 6
ITT	266,10	+ 16,60
Legrand	2 379	+ 6,50
Lyonnaise des Eaux	1 112	+ 42
Matra	143	– 0,50
Merlin-Gérin	1 561	+ 11
Moteurs Leroy-Somer	529	+ 49
Moulinex	54,05	+ 1,35
PM Labinal	584	– 1
Radiotechnique	881	+ 12
Schlumberger	209,50	+ 16
SEB	621	– 10
Siemens	1 220	+ 20
Signaux	494,40	+ 5,40
Thomson-CSF	161,50	+ 11,50

Bâtiment, travaux publics

	8-4-88	Diff.
Auxil. d'entr.	730	+ 18
Bouygues	800	+ 41
Ciments Français	805	+ 26
Dumez	490	+ 6,50
GTM	415	+ 15,10
J. Lefebvre	652	– 11
Lafarge	1 104	+ 19
Maisons Phénix	45	– 0,50
Poliet et Chausson	429,50	+ 15,90
SCREG	545	– 30
SGE-SB	26,90	– 0,20

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valeurs	Hausse %	Valeurs	Baisse %
Eurotunnel	+ 18,5	SREG	– 5,2
Sogerap	+ 14	Prétabail Sic.	– 4,2
Penarroya	+ 13,1	UCB	– 3,9
Europe 1	+ 12,5	Immob. Monc.	– 3,4
Crouzet	+ 11,3	Gascogne	– 3,4
Leroy Somer	+ 11,1	Compag. banc.	– 3
Géophysique	+ 10,4	Lebon	– 2,9
Midi	+ 10,4	Simco	– 2,9
Alsthom	+ 8,7	BHV	– 2,7
Thomson-CSF	+ 7,7	Bail investis.	– 2,6
GTM entrep.	+ 7,2	Eurafrance	– 2,5
Nordon	+ 7,1	UIC	– 2,5

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Midi	66 872	89 385 934
Peugeot	92 551	84 511 006
Saint-Gobain	138 752	54 419 934
Suez	226 954	52 467 268
Michelin B	257 121	43 370 356
Gén. des Eaux	44 944	43 166 934
Club Méditer.	100 947	40 709 384
Lafarge	34 871	37 841 650
BSN	9 175	35 149 513
Thomson CSF	216 133	33 674 560
Olida et Caby	129 949	29 921 276
L'Air liquide	64 399	28 138 267
Eurotunnel	811 480	27 753 763
Paribas	90 007	26 961 969

(*) Du 31 mars au 8 avril.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	4 avril	5 avril	6 avril	7 avril	8 avril
RM	–	532 613	444 639	657 689	646 822
Comptant R. et obl.	–	8 057 187	5 890 170	6 801 573	10 257 482
Actions	–	143 147	155 810	103 163	148 366
Total	–	8 732 947	6 490 619	7 562 425	11 052 670
INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1987)					
Françaises	–	99,9	100,4	102,4	–
Étrangères	–	105	106 1	108,4	–
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1987)					
Tendance	–	101,4	101,9	103,5	103,5
(base 100, 31 décembre 1981)					
Indice gén.	–	284,6	285,2	289,5	287,4

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 31 mars	Cours 8 avril
Or fin (kilo en barre)	82 600	81 800
– (kilo en lingot)	82 700	82 000
● Pièce française (20 fr.)	514	514
Pièce française (10 fr.)	382	380
Pièce suisse (20 fr.)	546	540
Pièce latine (20 fr.)	480	471
● Pièce tunisienne (20 fr.)	483	475
Souverain	610	602
● Souverain Elizabeth II	608	601
● Demi-souverain	388	387
Pièce de 20 dollars	2 970	2 920
– 10 dollars	1 435	1 417
● – 5 dollars	815	795
– 50 pesos	3 145	3 735
● – 20 marks	628	615
– 10 florins	500	482
● – 5 roubles	320	320

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 8 avril 1988

COURS	ÉCHÉANCES Juin 88	Sept. 88	Déc. 88	Mars 89
Premier	–	–	–	–
+ haut	102,25	101,25	100,70	99,30
+ bas	101,20	100,25	99,65	99,20
Dernier	102,25	101,25	100,60	99,30
Compensation	102,25	101,25	100,65	100,15

Nombre de contrats : 64 105.

BONS DU TRÉSOR

Séance du 8-4-88

Échéances	Plus haut	Plus bas	Cours compensation	Variation (jour/veille) en pts
Juin 88	92,28	92,20	92,28	+ 0,10
Sept. 88	92,20	92,20	92,20	+ 0,04
Déc. 88	92,10	92,10	92,10	+ 0,03

Francfort : entre le conservatisme et le progrès

La dématérialisation de la Bourse, qui, avec l'informatisation, sera prochainement partout et nulle part, sur le modèle londonien et bientôt parisien, il n'en est pas question à Francfort.

Les autorités de la première place allemande n'en veulent résolument pas. Pour ce faire, elles avaient lancé, dès 1985, un programme hardi pour moderniser les locaux du marché, qui, soit dit en passant, en avaient sacrément besoin.

M. Philippe Perret, responsable là-bas de la Société générale, dont les actions avaient été admises l'année dernière à Francfort, en a fait l'amère expérience : « *Nous n'avons que deux téléphones dans un couloir.* » Mais, « *avec la modernisation, nous allons obtenir en juillet prochain une cabine de 0,99 mètre carré* ». Cette amélioration du « confort » peut paraître dérisoire. Mais elle permettra au moins au représentant de la banque française d'être assis.

En 1989, la Société générale obtiendra un local de 3 à 4 mètres carrés avant d'accéder, en 1990, à un bureau digne de ce nom. A Francfort, c'est un véritable luxe.

Depuis quelques années, il est vrai, avec la croissance rapide des transactions et l'arrivée d'une trentaine de banques étrangères, les locaux vétustes de la malheureuse Bourse de Francfort craquaient de partout. L'idée de génie a été de faire financer par les intéressés la transformation et l'extension des locaux. D'ici à 1990, 90 millions de deutschemarks (306 millions de francs) seront dépensés à cet effet, mais aussi pour installer deux mille nouveaux écrans informatiques.

Car, si le marché allemand veut préserver son identité, il entend bien néanmoins se mettre à l'heure du progrès pour assurer sa compétitivité.

Depuis un an, il s'est équipé d'un système informatique, appelé « Kiss » (c'est tout un programme), qui donne sur écran l'ensemble des cours en temps réel. Au mois de juillet prochain, un vaste tableau des cours sera installé tout le long de la salle de cotation pour donner en temps réel les cours des six cents valeurs et l'indice général des actions sous forme de graphique, « *une innovation unique au monde* », soulignent les responsables du projet. Plus prosaïquement, les quelque quatre cents courtiers et agents de change qui travaillent à Francfort sont heureux à la seule idée de disposer, en 1990, de 5 000 mètres carrés pour exercer leur dur métier, ce qui représente un accroissement de surface de 72 % (2 900 mètres carrés actuellement). La douceur de Kiss est en plus. – (*AFP*.)

Délits d'initiés

La RFA opposée à une réglementation européenne

La commission ouest-allemande sur les transactions d'initiés est vivement opposée aux propositions de la CEE visant à introduire une législation sur ce type de transactions. La commission, qui comprend des membres d'organisations industrielles, bancaires et boursières, a déclaré qu'elle ne voit pas la nécessité d'une coordination de la répression de tels délits au niveau européen.

Elle réaffirme sa foi dans « *l'autorégulation de l'économie* » et préfère le principe des « *solutions de gré à gré* » face à ces problèmes. Il n'existe d'ailleurs en RFA aucune possibilité de poursuivre pénalement un initié pour mauvaise conduite boursière. Dans son rapport, la commission propose néanmoins d'élargir le cercle des personnes devant se soumettre au code de bonne conduite. Les conseillers (fiscaux, comptables...) d'une entreprise sont ainsi désormais considérés comme des initiés.

Les affaires d'initiés sont relativement rares en RFA en raison notamment du peu d'offres publiques d'achat (OPA). Le dernier scandale remonte à la fin de 1985, lors de la prise de contrôle du groupe AEG par le constructeur automobile Daimler Benz. Un ancien directeur d'AEG avait acheté 700 titres de sa firme avant l'annonce de l'opération. Lorsque l'affaire fut découverte, en application des règles de courtoisie ouest-allemandes, il dû remettre les bénéfices dégagés à la société lésée, à la demande de la commission de contrôle.



BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Au plus haut depuis le krach

Le sourire est revenu à Wall Street en raison de la remontée du dollar, qui a stimulé la Bourse new-yorkaise, lui permettant de remonter à son meilleur niveau depuis le krach d'octobre. L'indice Dow Jones a gagné plus de 5 % durant la semaine, pour terminer vendredi à 2 090,18 points. Cet indicateur se retrouve ainsi au plus haut depuis le « *lundi noir* » du 19 octobre, où il avait chuté de 508 points à 1 738,42. Son précédent record de l'après-krach datait du 17 mars (2 086,04). Le Big Board a donc connu quatre séances consécutives de hausse, mais c'est au cours de la journée de mercredi que le renversement de tendance a eu lieu avec une véritable envolée des cours (+3,2 %). La reprise du dollar a été à l'origine de cette brusque remontée des cours. De plus, les investisseurs étrangers, notamment japonais, sont revenus sur le marché.

	Cours 31 mars	Cours 8 avril
Alcoa	43 1/2	45 1/2
Allegis (ex-UAL)	83 1/4	86
ATT	27	28 1/8
Boeing	46 1/2	47 3/8
Chase Man. Bank	25 1/8	25 1/2
Du Pont de Nemours	80 7/8	86 7/8
Eastman Kodak	40 5/8	42
Exxon	42	44 3/4
Ford	42 5/8	46 5/8
General Electric	40 3/8	42 1/2
General Motors	71 1/2	75 3/8
Goodyear	63 5/8	67
IBM	107 1/2	112
ITT	45 5/8	47 7/8
Mobil Oil	44 1/2	47 5/8
Pfizer	55 1/8	57 1/2
Schlumberger	34 3/8	37 5/8
Texaco	48	49 1/4
Union Carbide	23 1/4	24 3/4
USX	28 7/8	31 3/8
Westinghouse	51 3/4	54 1/8
Xerox Corp	52 7/8	54

LONDRES

1,9 % de hausse

Le Stock Exchange a clôturé la semaine en hausse, encouragé par l'annonce, vendredi, d'une baisse d'un demi-point à 8 % du taux de base bancaire. En repli initial en raison du manque de direction claire des marchés de Wall-Street et de Tokyo et des incertitudes concernant la livre, les indices ont repris de l'avance au fur et à mesure des séances, encouragés par le retour de nombreux investisseurs institutionnels au lendemain du week-end pascal. La reprise de New-York mercredi a été un facteur de soutien considérable pour le marché, qui a ainsi bien réagi à l'annonce de l'augmentation de capital de la Barclays Bank, la plus importante opération jamais réalisée en Grande-Bretagne. Indices FT : industrielles 1 413,4 (*contre* 1 386,7) ; fonds d'Etat 91,01 (contre 91,03) ; mines d'or 221,4 (contre 237,3).

	Cours 31 mars	Cours 6 avril
Beecham	457	461
Bowater	381	387
Brit. Petroleum	261	265
Charter	328	334
Courtaulds	322	330
De Beers (*)	10 7/8	10 1/4
Free Gold	11 1/8	10 3/8
Glaxo	10 1/64	10 5/64
Gt. Univ. Stores	16 1/4	16 11/32
Reuters	480	522
ICI	9,80	10
Shell	10 5/16	10 19/32
Unilever	462	470
Vickers	154	155
War Loan	39 21/32	39 21/32

(*) En dollars.

FRANCFORT

Nouvel élan

Les valeurs se sont bien comportées après cette longue trêve pascale en s'appréciant globalement de 1,3 %. Le volume des transactions faible en début de semaine s'est accru par la suite grâce à la présence d'investisseurs encouragés par les bons résultats des sociétés.

Indice de la Commerzbank du 8 avril : 1 396,3 (contre 1 377,5).

	Cours 31 mars	Cours 6 avril
AEG	252,50	244
BASF	245,30	246,60
Bayer	263,20	267,30
Commerzbank	228	235,50
Deutschebank	404	425,30
Hoechst	261,80	261,80
Karstadt	451	449
Mannesman	124,20	127,80
Siemens	358	362
Volkswagen	239	245,40

TOKYO

Les pertes du krach effacées

Le Kabuto Cho a connu un mouvement de hausse qui lui a permis de retrouver son niveau d'avant le krach. L'indice Nikkeï a atteint, le jeudi 7 en clôture, le record de 26 769,22 yens, dépassant ainsi son niveau du 14 octobre dernier (26 646,43), quelques jours avant le lundi noir. Durant la matinée de vendredi, il atteignait un nouveau sommet, à 26 910,90. Se méfiant d'une progression trop rapide, de nombreux investisseurs prenaient leurs bénéfices.

Indices du 8 avril : Nikkeï, 26 748,89 (contre 26 282,12) ; général, 2 173,46 (contre 2 141,26).

	Cours 1er avril	Cours 6 avril
Akaï	604	613
Bridgestone	1 370	1 410
Canon	1 100	1 160
Fuji Bank	3 440	3 450
Honda Motors	1 670	1 800
Matsushita Electric	2 660	2 820
Mitsubishi Heavy	669	747
Sony Corp.	5 160	5 480
Toyota Motors	2 370	2 430

BOURSES ÉTRANGÈRES

Crédits, changes, grands marchés

L'EUROMARCHÉ

Incohérence

L'incohérence paraît être présentement le maître-mot sur le marché international des capitaux. Les choses *rentreraient* certainement dans l'ordre si l'on disposait d'indications sûres au sujet du dollar. Un nouvel affaiblissement susciterait, par exemple, un surcroît d'intérêt pour *les* devises fortes de notre continent.

Un raffermissement permettrait à la devise américaine de prendre le relais du vaillant dollar canadien, dont le rôle croissant, dans les émissions internationales, a été l'un des points forts du premier trimestre sur l'euromarché des capitaux. Une fois *de plus, on en* est *réduit* à l'attente permanente de nouvelles statistiques américaines, qui pourraient permettre des interprétations plus fines de la situation économique et donc des *prévisions sur* l'orientation des taux aux Etats-Unis.

Cette situation n'est pas nouvelle. Ce qui la différencie de celle à laquelle on était habitué depuis quelques mois, c'est que les taux d'intérêt, à long terme, dans les compartiments des grandes monnaies européennes semblent avoir épuisé en majeure partie leur potentiel de baisse.

Cela contribue donc à un afflux de débiteurs dans des secteurs tels que ceux du deutschemark et du franc suisse dans le souci de bénéficier des taux d'intérêt les plus bas possibles. Pour les mêmes raisons les investisseurs ne se montrent guère empressés de souscrire. « *Même les investisseurs allemands pourraient y regarder à deux fois avant d'acquérir ces titres libellés en DM qui sont onéreux* », écrit la Berliner Handel und Frankfurter Bank, un des établissements les plus écoutés outre-Rhin. Pour elle, comme pour de nombreux autres analystes, si les taux allemands se mettent à bouger, ce sera vers le haut.

Une correction s'impose, ne serait-ce qu'en comparaison des rémunérations offertes outre-Atlantique. La différence de rendements va jusqu'à 250-300 points de base pour les bons du Trésor à cinq ans et est de l'ordre de 200 à 225 points pour les titres de dix ans de durée. Pour le moment, toutefois, les emprunteurs font si bien jouer la concurrence entre banques qu'ils s'adjugent souvent des conditions qui leur sont particulièrement favorables.

Parmi les autres éléments qui incitent à la perplexité, l'euromarché se ressent toujours de la menace de dispositions fiscales qui pourraient être prises dans tel ou tel pays et qui pourraient, par contagion, s'étendre à d'autres.

L'exemple autrichien est à ce sujet suivi avec la plus grande attention. On sait qu'à Vienne, dans la foulée de la réforme fiscale qui se prépare à Bonn, il est prévu d'introduire, à partir de l'an prochain, une retenue à la source sur le revenu des placements. La mesure prévue en Autriche a ceci de particulier qu'elle concernerait non seulement les investissements effectués dans la monnaie locale, le shilling, mais aussi ceux en monnaies étrangères pour autant que les titres soient déposés auprès d'une banque autrichienne. Les non-résidents ne seraient pas concernés.

Le projet de loi, tel qu'il aura à être approuvé au conseil des ministres en mai, masque une inconséquence de taille, puisque la distinction entre investissements autrichiens et étrangers met directement en cause le secret bancaire dont le pays est si fier. Si les yeux sont actuellement tournés vers l'Autriche, c'est parce que ce pays est visiblement en train d'aménager sa place financière dans la perspective de l'intégration européenne de 1992 pour que, sur ce plan précis, rien ne s'oppose à un rapprochement avec les Communautés.

Serait-ce l'incertitude persistante quant à l'impact des mesures fiscales allemandes qui retarderait le lancement du grand emprunt que la Communauté économique européenne s'apprête à émettre en ECU ? Certains eurobanquiers le pensent. Pour assurer le succès d'une transaction de cette importance, elle-même appelée à constituer un repère majeur, il serait bon de disposer d'une référence sûre par rapport à laquelle on en fixerait les conditions. Or depuis que le marché des emprunts en ECU existe, la *référence* fondamentale est celle du deutschemark.

La réussite d'une opération en ECU dépend bien souvent du respect d'une marge donnée au-dessus du rendement que procurerait un investissement comparable en marks. Il y a quelques années, quand la devise européenne avait encore la faveur du fameux dentiste belge, l'écart devait être de l'ordre de 2 %. L'ennui est que, présentement, la situation du marché allemand se caractérise par une grande confusion.

La perspective de l'introduction d'une retenue à la source de 10 % sur les revenus des placements en Allemagne en est partiellement la cause. Si l'on est pratiquement certain de l'introduction de cette mesure, on en ignore encore le contour précis de certains de ses aspects. Il serait, par exemple, justifié que le rendement des emprunts d'Etat allemands (*soumis* à la *retenue* à la source) se rapproche davantage de celui des euro-obligations en marks (qui, elles, demeureront à l'abri de tout impôt anticipé). Une *telle évolution serait logique ; elle* traduirait un mouvement de correction normal dû au fait que, pour de nombreux investisseurs internationaux, le prélèvement allemand *devrait* être rapidement récupéré. *Il* se trouve que c'est précisément une évolution contraire qui s'est produite récemment. Ainsi, jeudi, l'écart entre les emprunts d'Etat à dix ans et ceux de la Banque mondiale en marks s'était-il accru à 31 points de base contre 27 une semaine plus tôt.

La composition du groupe bancaire *de direction chargé de* l'emprunt communautaire en ECU sera particulièrement intéressant à regarder. La question qui est sur toutes les lèvres est celle de la place qui sera *réservée* à la Deutsche Bank. La grande banque allemande est apparue, cette année, comme un des promoteurs les plus zélés de la devise européenne. Mais son refus de participer, en mai 1985, à un emprunt de 1,8 milliard de dollars à taux variable pour la Communauté économique est encore présent dans les mémoires.

Succès de Pechiney en deutschemarks

Quoi qu'il en soit, il est urgent que cet emprunt sorte bientôt. Le marché disposera enfin du phare qui lui fait tant défaut. L'opération pourrait porter sur un montant de 300 à 500 millions d'ECU et sa durée pourrait être de cinq ou sept ans. Un des paradoxes de la situation actuelle, c'est que certaines émissions, dont le placement est tout *à fait spécifique, servent de base à la* fixation des conditions d'autres émissions à caractère plus général. La proposition la plus récente est pour le compte du Crédit suisse. Elle porte sur 100 millions d'obligations en ECU émises à 101,50 % et munies de coupons de 7,25 % l'an sur cinq ans. La grande banque helvétique ne *s'était* jamais présentée auparavant sur ce marché, et son émission suscite un intérêt certain. Appliquées à un autre débiteur, les conditions de son opération risqueraient d'être beaucoup trop exiguës.

Pechiney fait une rentrée remarquée sur le marché des capitaux. Le groupe français lance simultanément les deux seules émissions obligataires prévues à son programme pour cette année. Il s'agit d'un emprunt de 500 millions de francs français à taux variable, qui sera offert sur le marché national à compter du 18 avril, et d'une transaction euro-obligataire en deutschemarks. Cette dernière est officiellement sortie jeudi après-midi sur sept ans pour un montant de 200 millions de marks qui a été rapidement porté à 225 millions. L'augmentation a souligné le succès d'une des rares opérations nouvelles à respecter vraiment les conditions du marché. Emises à 99,75 %, les obligations *sont munies de coupons de 5,50 %.* L'émission est dirigée par CSFB-Effectenbank, l'eurobanque allemande du Crédit suisse.

CHRISTOPHE VETTER.

LES DEVISES ET L'OR

L'ascension de la livre stoppée

Comme revigoré par les festivités du long week-end pascal, le dollar, pourtant orienté à la baisse avant les *fêtes,* a *retrouvé, cette semaine,* quelque tonus. Sa remontée à l'égard des grandes devises n'aura été que de courte durée. Jeudi, le billet vert s'est stabilisé. Il termine, vendredi, à des cours légèrement supérieurs à ceux enregistrés huit jours auparavant, à 5,68 F (contre 5,62 F), à 1,675 deutschemark (contre 1,6565 deutschemark) et à 125,65 yens (contre 124 yens).

Plusieurs éléments ont poussé le billet vert à la hausse. Contrairement à l'attente de nombreux opérateurs, les compagnies d'assurances japonaises, qui se sont engagées, le 1er avril, dans le nouvel exercice fiscal nippon, n'ont pas vendu massivement les dollars dont elles disposent. Une forte demande de la devise américaine était ensuite anticipée, la firme japonaise Bridgestone ayant besoin de quelque 2,6 milliards de dollars pour financer son acquisition de la *société* américaine Firestone.

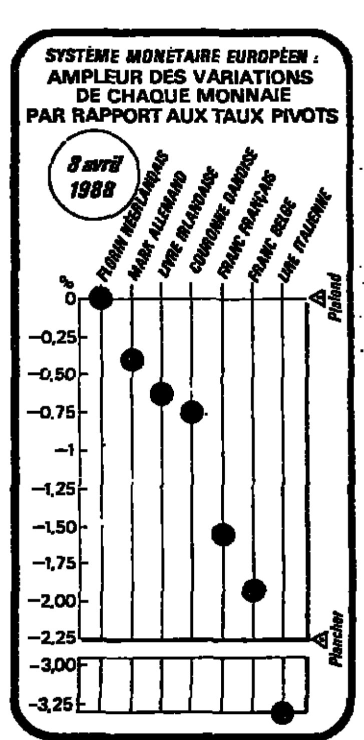
Le resserrement de la politique monétaire américaine (voir ci-dessous), comme les craintes inflationnistes de M. Wayne Angell, l'un des membres du conseil des gouverneurs de la Fed, lundi soir, à Washington, venaient aussi doper le dollar. Une rumeur – d'origine japonaise comme il se doit – y contribuait aussi. Selon l'agence de presse Nikkei Telecom, le G-7, qui se réunit mercredi 13 avril, à Washington, aurait l'intention de fixer à 125 yens le cours plancher du dollar.

Après une série de démentis officieux à ce sujet, le dollar s'est stabilisé, jeudi 7 et vendredi 8 avril, sur des marchés nerveux, mais peu actifs. Désormais, deux grandes échéances sont attendues par les opérateurs : la réunion des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales des sept grands pays industriels, mercredi prochain, à Washington, à la veille du comité intérimaire du FMI, et la publication, jeudi 14 avril, des résultats du commerce extérieur américain de février.

Toujours favorisée par des taux d'intérêt particulièrement élevés, la livre sterling a poursuivi quant à elle sa progression. Les opérateurs ont rapidement envisagé de tester le seuil considéré comme psychologiquement important de 3,15 DM pour 1 livre. Les banques centrales ont bien tenté de s'allier pour freiner la hausse. Rien n'y a fait. Les autorités monétaires britanniques ont donc dû, une nouvelle fois, céder à la pression des marchés. La Banque d'Angleterre a annoncé, vendredi dans la matinée, une baisse de son taux d'intervention de 0,5 point, à 8 %. Il avait déjà été ramené de 9 % à 8,5 % le 17 mars dernier. Les banques de dépôt britanniques ont immédiatement suivi le mouvement, en décidant de ramener de 8,5 % à 8 % leur taux de base bancaire. Pris par surprise, les marchés ont rapidement encaissé le coup. La livre, qui avait ouvert à Londres, vendredi dans la matinée, au-dessus de 3,14 DM et à près de 1,88 dollar, s'est légèrement repliée, terminant la journée à des niveaux encore élevés : 3,1339 DM (contre 3,12 DM à la veille du week-end de Pâques), *10,63 F français (contre* 10,58 FF) et 1,8710 dollar (contre 1,8835 dollar). Sans avoir ramené la devise britannique à ses cours du début de l'année (en dessous de 3 DM), cette baisse des taux d'intérêt menace maintenant de favoriser outre-Manche une hausse de la consommation, dont la vigueur pose déjà des problèmes au gouvernement de Mme Thatcher. *Elle risque* aussi de provoquer une nouvelle détérioration des comptes extérieurs britanniques.

La remontée du dollar et la flambée autour de la livre se sont enfin accompagnées d'une baisse continue de l'or, l'once perdant environ 10 dollars par rapport à son niveau à la veille de Pâques et terminant la *semaine à 449 dollars. Les devises* du système monétaire européen ont vécu pour leur part dans le grand calme. Le franc français continue à bien se tenir l'égard du deutschemark (autour de 3,39 F pour un mark). A deux semaines du premier tour de l'élection présidentielle française, les opérateurs dans leur majorité ne croient guère à un « ajustement monétaire au sein du SME » dans l'immédiat après-8 mai.

ERIK IZRAELEWICZ.



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 4 AU 8 AVRIL

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York	1,8710	–	17,5994	72,2228	59,7015	2,8506	53,2856	0,0805
	1,8835	–	17,7967	73,3137	60,3682	2,8860	53,8068	0,0813
Paris	10,6310	5,6820	–	410,40	339,22	16,1973	302,31	4,5712
	10,5833	5,6190	–	411,95	339,21	16,2165	302,34	4,5720
Zurich	2,5904	1,3845	24,3664	–	82,6567	3,9467	73,6632	1,1138
	2,5691	1,3640	24,2748	–	82,3422	3,9365	73,3925	1,1098
Francfort	3,1339	1,6750	29,4791	120,98	–	4,7748	89,1194	1,3475
	3,1200	1,6565	29,4803	121,44	–	4,7806	89,1310	1,3478
Bruxelles	65,6347	35,08	6,1739	25,3377	209,43	–	18,6645	2,8222
	65,2632	34,65	6,1665	25,4032	209,17	–	18,6441	2,8193
Amsterdam	3,5165	1,8795	33,0781	135,75	112,21	5,3578	–	1,5121
	3,5085	1,8585	33,0753	136,25	112,19	5,3636	–	1,5122
Milan	2325,65	1243	218,76	897,80	742,09	35,4333	661,35	–
	2314,82	1229	218,72	901,02	741,92	35,4689	661,29	–
Tokyo	235,09	125,65	22,1137	90,7548	75,0149	3,5818	66,8529	0,1011
	233,55	124	22,0682	90,9090	74,8566	3,5786	66,7285	0,1009

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 8 avril, 4,522 F, contre 4,5314 F le jeudi 31 mars.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Tensions sur les taux courts

Le climat extrêmement morose qui régnait en début de semaine sur les marchés de l'argent, en France comme aux Etats-Unis, s'est finalement amélioré à la veille du week-end, le MATIF (marché à terme des instruments financiers) connaissant *même une brusque flambée, vendredi* 8 avril dans l'après-midi, après l'annonce d'une baisse des taux d'intérêt outre-Manche. Mais à New-York comme à Paris, de nombreuses *incertitudes continuent* à peser sur l'activité des marchés monétaire et obligataire.

Aux Etats-Unis tout d'abord, la publication, vendredi 1er avril, d'une nouvelle baisse du chômage en mars (le taux des sans-emploi dans la population active est passée de 5,7 % en février à 5,6 % en mars, son plus bas niveau depuis mai 1979) a provoqué, au lendemain des fêtes de Pâques de nouvelles tensions sur les marchés. Cette « bonne » nouvelle fait craindre aux opérateurs la persistance d'une « surchauffe » de l'économie américaine et un retour des pressions inflationnistes. Les taux d'intérêt à long terme ont à nouveau augmenté lundi. Le rendement de l'emprunt à trente ans du Trésor américain, l'emprunt-phare, est remonté à 8,87 %, retrouvant ainsi pratiquement son taux à l'émission et son plus haut niveau depuis la mi-janvier.

Cette tension sur les taux a concerné, outre-Atlantique, toutes les échéances. Inquiète également des risques inflationnistes, comme l'a confirmé l'un de ses gouverneurs, M. Wayne Engell, la Réserve fédérale américaine aurait, semble-t-il, décider de resserrer sa politique monétaire, se fixant désormais pour objectif sur les fonds fédéraux un taux de 6,75 % au lieu de 6,25 % jusqu'alors. L'injection massive de liquidités, mercredi, a cependant favorisé une légère détente sur les *taux courts comme sur les taux* longs, confirmée en fin de semaine.

Tensions en début de semaine, détente ensuite : la France a vécu le même scénario. Sur le marché monétaire, la semaine a commencé mardi 5 avril avec une adjudication de bons du Trésor (6,37 milliards de francs) marquée par une légère hausse sur les rendements. Mercredi 6, puis à nouveau jeudi 7 avril, le taux de l'argent au jour le jour progressait à chaque fois d'un quart de point, atteignant près de 8 %, alors que la fourchette des taux *d'intervention de la Banque de* France se situe entre 7,25 % et 7,75 %. Certains opérateurs ont attribué cette tension à « la période électorale » et aux « nécessités de se prémunir contre toute attaque contre le franc ». D'autres estimaient qu'elle résultait d'une alimentation insuffisante en liquidités par la banque centrale. Des raisons techniques étaient également invoquées : certaines banques, approchant de la fin de la période de constitution de leurs réserves obligatoires, chercheraient à s'approvisionner par avance. Les tensions se sont finalement progressivement réduites, le loyer de l'argent au jour le jour revenant à la fin de la semaine à l'intérieur de la fourchette des taux de la banque centrale.

Sur le marché obligataire et sur le front des émissions, c'est le « calme plat ». Les opérateurs attendaient surtout jeudi 7 avril l'adjudication d'OAT (obligations assimilables du Trésor). Celle-ci s'est bien déroulée, mais a également révélé une hausse des taux d'intérêt. Au total, le Trésor a levé pour 6,405 milliards de francs (hors soumissions non compétitives des spécialistes en valeurs du Trésor). La tranche à taux fixe 8,70 % mai 1995 (sept ans) a été servie pour un montant de 2,63 milliards de francs (pour un montant demandé de 8,6 milliards). Son rendement ressort à 9,21 % contre 9,05 % lors de la dernière adjudication de cette tranche en février. La tranche d'OAT à quatorze ans, 8,50 % novembre 2002 a été servie *pour 1,025 milliard de francs (pour* une demande de 6,2 milliards) et fait ressortir un rendement de 9,54 % contre 9,49 % en février. Enfin, la nouvelle tranche à taux variable TRB (taux de rendement des bons du Trésor) juin 1988 a été servie pour un montant de 2,75 milliards (une demande de 7,1 milliards).

En ne servant que 6,4 milliards de francs, c'est-à-dire dans le bas de la fourchette prévue (entre 6 et 8 milliards) et beaucoup moins qu'en février (9 milliards) malgré une *forte demande, le Trésor semble* indiquer qu'il escompte une prochaine baisse des taux d'intérêt. Le marché primaire des obligations reste en tout cas très calme. Pour la semaine à venir, les Caisses d'épargne vont lancer deux emprunts d'un montant total de 1,8 milliard de francs, la Caisse centrale du crédit coopératif (CCCC) annonce une émission de 200 millions.

Au cours du premier trimestre déjà, le marché obligataire n'avait pas été particulièrement actif. D'après les statistiques publiées par le Crédit lyonnais, le montant des émissions d'obligations et de titres participatifs a été, au cours des trois premiers mois de 1988 inférieur de 10 % au montant des émissions des trois premiers mois de 1987. Il était de 92,739 milliards de francs, contre 103,016 l'année passée.

Peu animé dans la semaine, le *MATIF s'est brusquement emballé* vendredi dans l'après-midi. La baisse des taux d'intérêt outre-Manche (la Banque d'Angleterre ayant ramené son taux d'intervention *de 8,5 % à 8 %)* a provoqué un afflux important d'investisseurs étrangers sur le marché français. Des Britanniques, notamment, se sont portés acquéreurs d'obligations françaises. *Le* taux de rendement moyen des emprunts d'Etat s'est ainsi inscrit en baisse à 9,13 % (contre 9,24 % la veille). Cette baisse des taux a favorisé une hausse sur le MATIF. Le marché est tout d'un coup devenu «fou furieux» reconnaît un opérateur. En définitive, plus de 64 000 lots ont été traités vendredi (contre 54 000 la veille). Sur le notionnel, l'échéance de juin a gagné en une journée plus d'un point, terminant à 102,25 (contre 101,15 jeudi et 100,45 à la veille de Pâques). *Une simple embellie ou* l'arrivée de l'été ?

E. I.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Les Etats-Unis maîtres du blé

Du blé à plus de 3 dollars le boisseau (1) au Chicago Board of Trade, le temple américain des céréales ; ce signe de fermeté mérite l'attention, même si chacun sait, dans le négoce mondial, qu'il faut réduire ces prix de 20 % à parfois 40 % pour avoir une idée réelle des transactions sur le grain telles qu'elles se pratiquent aujourd'hui.

Au moment, en effet, où il est partout question de réduire les dépenses consacrées aux soutiens divers aux agricultures (outre-Atlantique et dans la CEE principalement), l'Amérique subventionne à tout va ses exportations de céréales, feignant d'oublier en la circonstance qu'elle est à l'origine d'un projet visant à supprimer totalement ces aides dans les dix ans. Selon un rapport récent de l'USDA, le département américain *de l'agriculture,* près de 60 % des exportations de blé de l'Oncle Sam au cours de la campagne s'achevant le 31 mai prochain seront subventionnées.

L'ampleur des aides attendues est d'autant plus grande que l'USDA prévoit dans le même temps une nette progression des exportations américaines de blé. Elles atteindraient 41,8 millions de tonnes, contre 27,2 millions de tonnes l'an passé, *et* se situeraient ainsi à leur meilleur niveau depuis 1982. Sur ce *total, 25 millions de tonnes auront* été vendues dans le cadre du EEP (Export Enhancement Program), en vertu duquel les négociants américains prêts à exporter dans les meilleures conditions de prix reçoivent du gouvernement fédéral une aide en nature sous forme de grain prélevé dans les stocks publics.

Depuis l'automne, les négociants constatent que les Etats-Unis se sont de nouveau rendus maîtres du marché du blé. Ils ont vendu aux Soviétiques 11,5 millions de tonnes à prix *très réduit* et sont sur le point de conclure avec Moscou un nouvel accord céréalier quinquennal. En autorisant, ces jours derniers, les Soviétiques à acheter 1 million de tonnes supplémentaires de grain aux meilleures conditions, Washington a conforté sa position. Un télex d'Exportkhleb, la société d'Etat soviétique pour le négoce des céréales, indiquait, le 7 avril, que 500 000 tonnes étaient d'ores et déjà sur le point d'être commandées.

Lancé début 1985, pour atténuer les effets d'un dollar alors surévalué, le programme EEP (d'abord baptisé BICEP, ou Bonus Incentive Com*modity Export Program) s'est considérablement* développé au cours des six derniers mois. A la mi-février, on notait que sur 1,1 milliard de dollars consacrés à cette offensive (elle a *permis la vente de 31,4 millions de* tonnes à trente pays), 40 % de cette somme ont été effectivement alloués depuis le 1er octobre 1987.

Les Etats-Unis, qui ne détenaient plus en *1986-1987* que *30 %* du marché mondial du blé, ont, selon l'USDA, redressé leur part à 41 %. Outre la baisse du billet vert, ils ont été servis par un manque de combativité de leurs concurrents traditionnels, réussissant ainsi à s'imposer en URSS, en Chine (Washington vient de proposer 2 millions de tonnes de blé à Pékin), mais aussi en Irak, en Egypte et dans le Maghreb.

Face à cette percée, l'Australie et le Canada sont restés en retrait, ayant, cette année, peu de grain à exporter en raison de récoltes moins bonnes qu'à l'ordinaire. Quant à la CEE, qui a de son propre gré choisi de limiter ses exportations de blé à 13 millions de tonnes, elle est actuellement hors du marché, la différence entre les prix céréaliers du Marché commun et les prix mondiaux portant le niveau des restitutions (subventions à l'exportation) à plus de 100 ECU la tonne (1 ECU vaut environ 7 FF). Depuis le début de la campagne, les ventes communautaires de blé sont de l'ordre de 9 millions de tonnes.

ÉRIC FOTTORINO.

PRODUITS	COURS DU 8-4
Cuivre h. g. (Londres) Trois mois	1238 (– 12) Livres/tonne
Aluminium (Londres) Trois mois	1 286 (– 42) Livres/tonne
Nickel (Londres) Trois mois	13 600 (– 2 400) Dollar/tonne
Sucre (Paris) Mai	1 354 (+ 4) Francs/tonne
Café (Londres) Mai	1 190 (+ 6) Livres/tonne
Cacao (New-York) Mai	1 543 (– 27) Dollars/tonne
Blé (Chicago) Mai	3 146 (+ 17,35) Cents/boisseau
Maïs (Chicago) Mai	209 (+ 0,75) Cents/boisseau
Soja (Chicago) Mai	200,60 (+ 6,8) Dollars/t. courte

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

(1) 1 boisseau de blé = 27,216 kilos.

Le Monde

Le détournement du Boeing koweïtien

A Larnaca, la tension n'a cessé de monter...

LARNACA
de notre correspondante

« Au nom de Dieu le tout-puissant et miséricordieux, nous lutterons jusqu'au martyre ou à la victoire. » Il est 22 h 45, vendredi 8 avril, sur l'aéroport de Larnaca, et il y a un peu moins de deux heures que le Boeing 747 de la Kowait Airways s'est posé à Chypre après avoir tourné en vain à basse altitude, pendant environ trois heures, au-dessus de l'aéroport de Beyrouth.

S'exprimant en parfait anglais, l'un des pirates de l'air poursuit : *« Le gouvernement koweïtien doit libérer nos dix-sept camarades. Nous luttons contre l'impérialisme, les chrétiens. Nous essayons de sauver les opprimés du monde. »* Un langage très intégriste islamique pour des hommes qui veulent aussi *« sauver le peuple musulman du Koweït »*.

C'est peu après que l'aéroport de Chypre eut été rouvert au trafic – à la demande, semble-t-il, des autorités koweïtiennes, qui veulent avant tout éviter que l'appareil n'aille à Beyrouth – que le Boeing s'était immobilisé en bout de piste, non loin du salon d'honneur, où, quelques heures auparavant, protégé par des blindés et des soldats en armes sur les toits, M. George Shultz s'était entretenu avec le président Gemayel.

Aucun service de sécurité n'est en revanche visible autour de l'appareil koweïtien, et les autorités chypriotes ont visiblement pris le parti de gagner du temps en refusant sous des prétextes divers – les vacances et le manque de réserves de carburant, la peur des hommes d'aller le livrer – de faire le plein de l'avion malgré les injonctions de plus en plus dures des pirates de l'air.

Leur patience était à bout

En effet, si, dans la nuit, le ton de ces derniers restait très courtois et poli, celui-ci s'est nettement durci aux premières heures de l'aube. Après avoir annoncé à 6 h 10 que leur patience était à bout, et qu'ils blesseraient les passagers dans un délai d'une heure si le plein de carburant n'était pas fait, les pirates ont annoncé à 7 h 10, très exactement, qu'ils avaient commencé à battre ces derniers, tous de nationalité koweïtienne. Les pirates ont d'ailleurs répété à plusieurs reprises qu'ils rendaient le gouvernement koweïtien responsable de tout ce qui pouvait arriver à l'avion et à ses passagers.

Une délégation koweïtienne conduite par M. Dirar Razouki, directeur des organisations internationales au ministère des affaires étrangères, qu'accompagnaient trois fonctionnaires de ce même ministère, est arrivée à 2 heures du matin à Larnaca, dans un lear-jet privé. Elle s'est immédiatement entretenue avec M. Iacovou, le ministre des affaires étrangères chypriote, qui s'était rendu à l'aéroport avec le ministre de l'intérieur peu après l'atterrissage de l'avion.

Le directeur du bureau de l'OLP à Chypre était là aussi, à la demande de M. Yasser Arafat, nous a-t-il déclaré, pour une éventuelle aide. Le niveau peu élevé de la délégation koweïtienne a cependant surpris la partie chypriote. Le négociateur koweïtien a tenu à réaffirmer que la position de son pays était inchangée et, donc, que le Koweït ne céderait pas au chantage et ne libérerait pas les dix-sept prisonniers. M. Iacovou, pour sa part, a affirmé que les négociations pourraient être longues et durer plusieurs jours.

Au cours des dialogues avec les pirates, la tour de contrôle de Larnaca leur a demandé de libérer des passagers en signe de bonne volonté. Mais ceux-ci ont catégoriquement refusé, soulignant que les négociations qu'ils avaient eues à Mechhed, en Iran, avec les Koweïtiens leur avaient servi de leçon. *« Nous avons libéré tous les passagers non koweïtiens, nous avons fait beaucoup de choses pour des raisons humanitaires, et nous n'avons rien eu en retour »*, a notamment souligné l'un des pirates de l'air. A plusieurs reprises, les pirates ont déclaré qu'ils n'avaient rien contre les autorités ou le gouvernement chypriote et qu'ils ne voulaient que faire le plein de carburant pour pouvoir redécoller.

Alors que le jour se levait, samedi, sur Larnaca et que le trafic se poursuivait normalement, particulièrement intense en cette période de vacances, le dialogue continuait entre la tour de contrôle et les auteurs du détournement, mais il ne faisait pas de doute que la tension montait dangereusement. En milieu de matinée, les pirates de l'air avaient encore durci le ton. Puis ils annoncèrent avoir tué un passager.

FRANÇOISE CHIPAUX.

Le dialogue dramatique entre le pilote et la tour de contrôle de Beyrouth

BEYROUTH
de notre correspondant

« Je vais faire un atterrissage forcé. Préparez les ambulances. » A vingt-cinq reprises, vendredi 8 avril, le pilote du Boeing-747 des Kuwait Airways effectue des passages à basse altitude au-dessus de Beyrouth, se plaçant dans l'axe de la piste de l'aéroport.

Par vingt-cinq fois, le pilote supplie, menace d'abîmer son appareil en mer si on ne dégage pas la piste. *« Je fais assumer la responsabilité à tous, petits et grands ministres, premier ministre, je vous rends responsables, tous et chacun d'entre vous. Je suis déterminé à atterrir quoiqu'il en coûte, même si l'avion doit exploser. »*

Rien n'aura finalement fait plier les Libanais et les Syriens, présents en force à Beyrouth. Les obstacles disposés sur les pistes ont été maintenus, en dépit des mises en garde des pirates. *« Vous savez bien que je fais ce que je dis »*, a insisté le chef du commando auteur du détournement, dans son ultime communication avec la tour de contrôle. Mais, en désespoir de cause, pilote et pirates se sont ravisés, s'éloignant de Beyrouth. Après avoir pris de l'altitude et mis le cap, dans un premier temps, sur Damas, le Boeing s'est dirigé vers Larnaca, où il a atterri dans la soirée.

L'aéroport de Beyrouth a ainsi échappé à la réédition de l'aventure du Boeing de la TWA, qui y avait passé, en été 1985, près d'un mois dans des conditions tragiques avant que n'intervienne la libération des passagers. Un Américain avait toutefois été tué avant le dénouement.

Mais aujourd'hui l'armée syrienne est là. La fermeté des autorités aéroportuaires libanaises dans leur refus de laisser atterrir l'avion était clairement dictée par les Syriens.

Cela étant, on craignait samedi dans la capitale libanaise que l'avion, ayant refait le plein de carburant, ne revienne au-dessus de Beyrouth après Larnaca. Mais l'attitude de fermeté – confortée par la présence syrienne, – ayant réussi à éloigner l'appareil une première fois, sera sans doute à nouveau de mise jusqu'à l'extrême limite.

L. G.

Sur le même aérodrome

Une intervention égyptienne s'était terminée par un massacre en 1978

L'aéroport de Larnaca, où l'avion des Kuwait Airways s'est posé vendredi soir, avait été le théâtre d'un sanglant assaut d'un commando antiterroriste égyptien contre un autre appareil détourné le 19 février 1978.

Ce jour-là, un commando d'une centaine de militaires égyptiens arrive sur l'aéroport de Larnaca près d'un DC-8 de la compagnie Cyprus Airways dans lequel deux pirates détiennent onze passagers et quatre membres d'équipage en otages. Les militaires donnent l'assaut sans l'accord des autorités chypriotes. La garde nationale chypriote riposte et, dans la confusion générale, la fusillade fait quinze tués et quinze blessés, tous membres du commando égyptien. Les otages sont libérés et les deux pirates arrêtés par les autorités chypriotes.

Tout avait commencé la veille. Les deux terroristes avaient blessé mortellement le directeur du quotidien égyptien *Al Ahram*, Youssef El Sebai, également secrétaire général de l'Organisation de solidarité des peuples afro-asiatique réunie en congrès à l'hôtel Hilton de Nicosie. Une cinquantaine de congressistes sont retenus en otage puis relâchés, sauf onze d'entre eux.

A la suite de négociations, les autorités chypriotes mettent un DC-8 à la disposition des terroristes. Après une escale à Djibouti, l'avion revient sur Chypre.

Autre intervention malheureuse des militaires égyptiens, soixante et une personnes avaient été tuées lorsqu'ils avaient donné l'assaut, le 24 novembre 1985 sur l'aéroport de La Valette à Malte, afin de reprendre le contrôle d'un avion d'Egypt Air détourné.

MM. Shultz et Gemayel se sont entretenus de l'avenir politique du Liban

BEYROUTH
de notre correspondant

Le président libanais Amine Gemayel a rencontré le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, pendant près de trois heures, vendredi 8 avril, sur l'aéroport de Larnaca à Chypre (avant l'arrivée du Boeing détourné).

De son entretien avec M. Shultz, le président libanais paraît avoir recueilli deux indications importantes : la confirmation que la participation du Liban à une conférence internationale sur le conflit israélo-arabe est prévue, et l'impression que le pouvoir syrien est favorable à des réformes au Liban de nature à faciliter l'élection d'un nouveau chef de l'Etat libanais l'été prochain.

M. Gemayel a souligné que, sur la question de la nécessité d'une participation libanaise à la conférence internationale, il y avait consensus au Liban, malgré toutes les divergences internes.

Un membre de l'entourage du secrétaire d'Etat a laissé entendre, à propos de la répartition des pouvoirs entre chrétiens et musulmans, qu'il faudrait commencer au Liban à rompre le lien établi entre les fonctions publiques et l'appartenance communautaire. M. Shultz lui-même avait souligné que certains problèmes avaient été en partie réglés avec les Syriens au sujet d'une réforme constitutionnelle au Liban.

Cependant les « durs » du camp chrétien sont irrités par l'attitude des Américains, qui discutent carrément de l'avenir de leur pays avec Damas, éludant la question de l'occupation syrienne d'une grande partie du territoire libanais. Leur radio et leur télévision ont été jusqu'à affirmer que *« le Liban est l'otage d'un accord syro-américain »* en établissant un parallèle avec les otages... de l'avion koweïtien.

LUCIEN GEORGE.

D'après les statistiques mondiales

Moins de détournements mais plus de sabotages et de morts

Les détournements d'avions sont en baisse depuis cinq ans, les terroristes agissent plutôt par des attentats à l'explosif, selon les statistiques publiées le vendredi 8 avril par la direction générale de l'aviation civile (DGAC) française. Le nombre de détournements et de tentatives de détournements a été de 27 en 1985, de 11 en 1986 et de 13 en 1987, contre 75 par an en moyenne, entre 1969 et 1972, selon les chiffres de l'OACI (Organisation de l'aviation civile internationale) et de la CEAC (Commission européenne de l'aviation civile).

En revanche, le nombre des sabotages et explosions en vol est passé de 7 en 1983 à 13 en 1985. Les attentats sont de plus en plus meurtriers : 15 morts en 1983, 473 en 1985 ; trois sabotages en 1986 ont fait 112 morts et trois en 1987 on fait 333 morts.

Les efforts consentis depuis 1985 par les 156 Etats membres de l'OACI (passage aux rayons X des bagages à main, fouille des passagers, contrôle des bagages de soute) ont permis de réduire le nombre des armes passées en fraude, malgré certaines bavures. Les efforts portent maintenant sur la détection de certains pistolets en matière plastique, plus difficiles à déceler, ainsi que sur la détection des explosifs.

La plus grande crainte des compagnies est la manipulation d'un passager, susceptible de transporter une bombe à son insu. Les responsables de la DGAC ajoutent que la vulnérabilité reste importante face aux attentats aveugles dans les aéroports et face aux commandos suicides prêts à s'embarquer avec une bombe à retardement en soute.

● **AFRIQUE DU SUD : 105 personnes mortes en garde à vue en 1987.** – Le ministre sud-africain de la loi et de l'ordre, M. Adriaan Vlok a déclaré jeudi 7 avril que 105 personnes étaient mortes en 1987 alors qu'elles se trouvaient en garde à vue. En réponse à une question posée au Parlement, M. Vlok a indiqué que cinquante décès étaient imputables à des suicides, trente-six à des *« causes naturelles »*, onze à des agressions par des compagnons de cellule et huit à des blessures subies pendant une tentative d'évasion. – *(Reuter.)*

● **ETATS-UNIS : un ancien conseiller de la Maison Blanche condamné à trois mois d'emprisonnement.** – M. Lyn Nofziger, ancien conseiller politique du président Ronald Reagan en 1981-1982, a été condamné, le vendredi 8 avril, à trois mois d'emprisonnement et 30 000 dollars d'amende pour avoir été reconnu coupable de trafic d'influence – après la fin de ses fonctions officielles. Il a été laissé en liberté en attendant un appel. Le juge a précisé que la peine devrait être suivie d'une période de mise à l'épreuve de deux ans. M. Nofziger risquait six ans d'emprisonnement, plusieurs membres du gouvernement actuel ont témoigné en sa faveur. – *(AFP.)*

A B C E F G H

La campagne pour l'élection présidentielle

M. Rocard endosse son habit de « porte-parole »

AJACCIO
de notre envoyé spécial

Une poignée de nationalistes criant *« liberta »*, sous la surveillance de policiers et de CRS bien plus nombreux qu'eux : pour la dernière étape de sa visite de deux jours en Corse – une réunion publique dans la gare maritime d'Ajaccio, le vendredi 8 avril, – M. Michel Rocard a reçu un accueil « classique » et est passé presque inaperçu. Les ponts sont coupés entre les socialistes et les nationalistes et ces derniers n'ont pas cherché à déjouer une surveillance constante de la part de la police et de la gendarmerie pour se manifester pendant la première visite de M. Rocard, en tant que porte-parole de M. Mitterrand, dans une région française.

Qui, en fait, porte la parole de qui ? M. Rocard joue le jeu des convergences avec M. Mitterrand avec tellement d'ardeur que les rôles paraissent parfois inversés : le président-candidat, à entendre M. Rocard, est devenu... le propagandiste des idées de son ancien ministre. Ainsi, à Ajaccio, le député des Yvelines s'est-il réjoui d'avoir retrouvé, dans la « Lettre à tous les Français » *amoureusement mitonnée* par M. Mitterrand, les « cinq E » (1) qu'il a, depuis longtemps, définis comme étant ses priorités personnelles...

Ayant ainsi endossé cette semaine seulement son habit de porte-parole du président-candidat – rôle qui ne devrait pas s'arrêter à l'Hexagone puisqu'il effectuera une visite éclair à l'étranger pour le compte du président, – *M. Rocard livre un message* clair : pour la Corse, pour la France, il faut voter Mitterrand.

Au plan local, et avec toutes les précautions de langage qui s'imposent, le maire de Conflans-Sainte-Honorine a tenu aux Corses un discours sans complaisance et qui les prend parfois, volontairement, à rebrousse-poil.

A ceux qui se plaignent que la violence bloque le développement économique de l'île, M. Rocard retourne, en quelque sorte, le compliment : il mise sur la marginalisation de cette violence – qu'il a vertement, et à de multiples reprises, condamnée (2) – et juge, à tort ou à raison, qu'en poussant les feux du développement économique cette marginalisation s'accélérera.

De la même façon, le député des Yvelines rabroue parfois discrètement ses interlocuteurs corses lorsque ceux-ci semblent attendre un peu trop de l'Etat et pas assez d'eux-mêmes. Aux chercheurs de l'université de Corte, comme aux dirigeants d'entreprise rencontrés dans un grand hôtel d'Ajaccio, l'ancien ministre a tenu le même discours : aidez-vous, le ciel vous aidera, leur a-t-il dit en substance.

Selon lui, en dépit de leurs handicaps, les Corses ont désormais à leur disposition, grâce aux socialistes, les outils – notamment ceux de la décentralisation – de leur propre développement. Si M. Mitterrand est réélu, la gauche, promet M. Rocard, n'oubliera pas la Corse. Mais, il prévient : *« Ne demandez plus à Paris ce qui, maintenant, dépend de vous »*.

Quant à son avenir M. Rocard se refuse à toute spéculation sur les fonctions qu'il pourrait occuper en cas de victoire de la gauche même si la plupart de ses interlocuteurs de la journée ont, chacun pour son compte, ouvert devant lui leur cahier de doléances au cas où il occuperait un poste ministériel de premier plan...

Si M. Mitterrand est réélu, il semble en tout cas évident que M. Rocard souhaite désormais jouer un rôle important dans le parti et cela qu'il soit ou non membre du gouvernement : l'ancien ministre a la certitude que rien désormais ne peut se faire sans lui dans le PS et même, d'une certaine façon, qu'il représente le centre du parti. Il entend le faire savoir, notamment à l'occasion de l'élection du prochain premier secrétaire qui, juge-t-il, ne pourra se faire contre son avis. Au-delà, M. Rocard caresse toujours le rêve d'une réforme du fonctionnement du PS qui assurerait une pleine collégialité dans sa direction et le respect mutuel de ses composantes.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

(1) Il s'agit des cinq priorités qui, selon M. Rocard, sont porteuses d'espoir : école, emploi, environnement, exclus, Europe.

(2) *Le maire de Conflans-Sainte-Honorine s'est entretenu vendredi avec la veuve du docteur vétérinaire Jean-Claude Lafay, récemment assassiné dans un attentat attribué à l'ex-FLNC.*

En cas de succès du rachat de Grolier

Hachette vendrait à Walt Disney la filiale Childcraft

Le groupe de communication Hachette a conclu le 8 avril un accord avec le groupe Walt Disney. Cet accord stipule qu'en cas de succès de l'offre publique d'achat (OPA) lancée le 13 mars par Hachette sur l'éditeur américain Grolier, l'une des filiales de celui-ci, Childcraft Education Corporation, spécialisée dans la vente par correspondance de jouets, d'habits et d'équipements de loisirs destinés aux enfants, serait cédée à Walt Disney.

Childcraft est une filiale bien-portante : en 1987, elle a réalisé un chiffre d'affaires de 250 millions de francs, que traduit un doublement de ses ventes par rapport à l'année précédente. Mais Hachette préfère s'en séparer, *« les produits diffusés par Childcraft n'étant qu'annexes à notre activité »*.

A l'instar de Grolier, qui détient l'une des plus importantes licences concédées aux Etats-Unis par Walt Disney, Hachette fabrique de nombreux produits sous licence Disney : des journaux comme *le Journal de Mickey, Winnie, Mickey-Parade, Picsou-Magazine*, etc. par le biais de sa filiale Edimonde ; des livres comme les albums Dingo, les BD-Disney, etc. grâce à ses filiales le Livre de Paris et Hachette-Jeunesse et des cassettes vidéo des aventures de Mickey, par le biais de sa filiale de distribution vidéo, *Film Office*.

Pour M. Yves Sabouret, vice-président-directeur général d'Hachette, l'accord qui vient d'être signé entre son groupe et Walt Disney *« est conforme aux intérêts à long terme et à court terme de Grolier »* et *« renforcera les liens noués de longue date entre les trois sociétés : Grolier et Disney aux Etats-Unis ; Hachette et Disney en France »*.

L'intérêt de Hachette pour les jouets et les tee-shirts pour enfants que réalise la filiale de Grolier est sans doute faible. En revanche, la cession de Childcraft Education corporation apporterait un peu d'argent frais – le prix de vente est de 250 millions de francs – à Hachette. Le groupe français risque d'avoir besoin de ce complément immédiat : après avoir proposé d'acheter l'action Grolier à 21 dollars le 13 mars, il avait été contraint de réviser sa proposition à la hausse et d'en proposer 24 dollars le 31 mars devant le refus du conseil d'administration de Grolier de céder ses parts à un *« prix ne convenant pas aux actionnaires »*. La clôture de l'OPA, et donc son dénouement, reste en tout cas fixée au 14 avril.

YVES-MARIE LABÉ.

Le numéro du « Monde » daté 9 avril 1988 a été tiré à 530 997 exemplaires